

/UNREVISED DRAFT/

No. 5 of 2023

RODRIGUES

FIFTH REGIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

WEDNESDAY 29 MARCH 2023

/UNREVISED DRAFT/

CONTENTS

ANNOUNCEMENT

MOTION

RESUMPTION AND CONCLUSION OF DEBATE

ADJOURNMENT

/UNREVISED DRAFT/

The Executive Council

(Formed by Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.)

Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Education (Administration), Legal Services, Marine Services (Administration), Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning, Cooperatives, Handicraft, Industrial Development, Trade, Commerce and Licensing, Vocational Training, Civil Status, Customs and Excise (Administration), Judicial (Administration), Postal Services (Administration), Marine Parks, Water Resources
Mr Franceau Aubret Grandcourt	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Transport, Environment, Community Development, Housing
Mr Louis Ange Perrine	Commissioner responsible for Agriculture, Fisheries, Food Production, Forestry, Plant & Animal Quarantine
Mr Jean Nicolas Volbert	Commissioner responsible for Health (Administration), Social Security (Administration), Fire Services, Prisons & Reforms Institutions (Administration)
Miss Marie Christiane Agathe	Commissioner responsible for Women's Affairs, Child Development, Family Welfare, Consumer Protection/Price Fixing
Mr Jean Alain Wong So	Commissioner responsible for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations, Information Technology & Telecommunications
Mr Joseph Varok Ravina	Commissioner responsible for Youth & Sports, Arts and Culture, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Library Services

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Chairperson - Leopold, Mr Joseph Christian

Deputy Chairperson - Tolbize, Mr Justar

Clerk - Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick

Deputy Clerk - Clair, Miss Marie Chrismélanie

Serjeant-at-Arms - Perrine, Mr Joseph Laval

/UNREVISED DRAFT/

RODRIGUES

Fifth Regional Assembly

Debate No. 5 of 2023

Sitting of Wednesday 29 March 2023

The Assembly met in the Assembly House, Port Mathurin, at 10.30 a.m.

The National Anthem was played

(Mr Chairperson in the Chair)

Mr Chairperson: You had a statement? Okay, go on.

STATEMENT BY COMMISSIONERS

CONSUMER AFFAIRS UNIT

The Commissioner for Women's Affairs and Others (Ms Agathe): M. le président, en ce qui concerne la protection des consommateurs à Rodrigues, durant l'année financière écoulée, les officiers du *Consumer Affairs Unit*:

1. ont effectué des contrôles régulièrement dans les locaux commerciaux autour de l'île, soit 1036 contrôles pour la période de juillet 2022 au 17 mars 2023, pour s'assurer que les commerçants respectent la législation en vigueur afin de mieux protéger les consommateurs. 27 *fixed penalty notice* ont été signifiés et une contravention établie contre les contrevenants. Les officiers de la *Consumer Affairs Unit* ont été sollicités pour deux affaires devant le tribunal de Port Mathurin en janvier et février 2023.
2. ont recueilli des plaintes qui ont fait l'objet des enquêtes diligentes. 52 plaintes ont été enregistrées par le Consumer Affairs Unit pour la période de juillet 2022 au 17 mars 2023.
3. Trois programmes d'éducation et de sensibilisation des consommateurs ont été organisés pour une trentaine de présidentes d'associations féminines et 50 membres du personnel d'autres institutions tels que SOLOCAL.
4. Un workshop en collaboration avec la Commission de l'Environnement, la DBM et le CEB a été organisé à l'occasion de la Journée mondiale des droits des consommateurs le 15 mars 2023 sur le thème «Autonomiser les consommateurs grâce à la transition vers les énergies propres». Il y avait environ 200 participants qui étaient présents à ladite activité dont l'objectif principal était de sensibiliser les consommateurs de Rodrigues sur le sujet.
5. Ma Commission a aussi introduit de nouveaux règlements en 2022 où les prix des différentes catégories de poisson ont été révisés avec effet exécutoire le 22 décembre 2022.
6. Une vaste campagne de sensibilisation a été menée concernant l'affichage des prix à travers des posters, des pamphlets et également à travers des panneaux

d'affichages qui ont été mis dans les différents 'bazars' de Rodrigues. La sensibilisation a été faite également à travers la radio.

M. le président, afin de protéger les consommateurs, il nous faut nous assurer que les consommateurs ont les compétences nécessaires pour changer leurs comportements et leurs attitudes, d'où l'importance de la sensibilisation. La sensibilisation a donc un rôle clé à jouer dans la protection des consommateurs car c'est un acte consistant à s'assurer que l'acheteur ou les consommateurs soient au courant des informations sur les produits, les biens, les services et les droits qui les protègent. Les personnes doivent être sensibilisées pour savoir également où elles peuvent obtenir de l'aide pour veiller à la protection de leurs droits.

C'est ainsi, M. le président, que ma Commission à travers le *Consumer Affairs Unit* durant la prochaine année financière, va continuer à augmenter ses interactions avec le public en générale en accentuant sur les campagnes de sensibilisation principalement à travers la radio et les réseaux sociaux.

Merci, M. le président.

MOTION

RESUMPTION AND CONCLUSION OF DEBATE

"This Assembly resolves that, for the purposes of section 44(1) of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is approved the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the financial year ending 30 June 2024."

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. Perrine): M. le président, merci de me permettre d'adresser ce matin à cette auguste Assemblée. Hier, M. le président, j'étais engagé, conférence avec la délégation de la Banque mondiale, importante délégation présidée par the *Country Director* elle-même qui est basé à Maputo qui est responsable de toute la région et une très importante délégation. C'est-à-dire, pendant toute la matinée hier, on a visité plusieurs projets et on a beaucoup discuté et je peux assurer la Chambre que la banque mondiale est *very committed* pour aider Rodrigues non pas seulement pour l'aéroport mais aussi pour les autres secteurs qui seront concernés avec l'aéroport de Rodrigues. Et l'agriculture par exemple, la pêche, l'agroalimentaire et les autres secteurs. M. le président, le hasard fait beaucoup de choses et on était en 2012 dans l'équipe.

J'étais dans l'équipe qui avait présenté le projet de l'aéroport de Rodrigues. Et quand on a quitté le gouvernement en 2012, le projet était déjà avancé. C'est-à-dire, l'étude était faite par la banque mondiale même et allait être financée par la Banque Africaine de Développement. Le projet avait déjà été approuvé par le *Project Committee* de Maurice et les discussions avec la Banque Africaine de développement avaient commencé déjà entamé. Malheureusement avec le nouveau gouvernement qui est arrivé, ils ont décidé que ce n'était pas une priorité et ils ont retardé le projet. Et le projet qui devait coûter à peu près Rs2 milliards, aujourd'hui, Rodrigues aura à supporter ce fardeau de Rs6 milliards. Et pendant ce temps, on a continué à dépenser l'argent sur ce projet.

Il y a eu des études et Rodrigues a payé au moins Rs15 millions pour ces études et maintenant, on est back to square one. Le retard causé à l'aéroport pas simplement dans le domaine du tourisme mais aussi les autres secteurs qu'il concerne. C'est pourquoi je pense qu'à Maurice, en ce moment-ci, on parle de state capture et *Economic Crime Bill*. Je pense que ce sera une très bonne idée si on arrive à introduire ce projet de loi parce qu'il y a trop de gaspillage et pillage comme le Directeur de l'audit parle dans son rapport. Il faut être responsable. Ce n'est pas parce qu'on a gagné le gouvernement, qu'on est au pouvoir qu'on peut se permettre de faire n'importe quoi. Et je pense il y a le *Acquisition of Accountability* et moi, je vais très bien accueillir ce projet *Economic Crime Bill* qui va rendre le responsable politique responsable, soit le *Accounting* doit *count* si un projet qui ne marche pas.

Mais c'est à Maurice. C'est-à-dire... niveau de débat. Aujourd'hui, M. le président, je ne vais pas intervenir trop longuement. Je vais parler sur différents projets de ma Commission. Mais j'ai eu des échos qu'on a parlé longuement sur l'agriculture et des questions sur l'agriculture et la pêche et je vais essayer de répondre. De mes informations, je pense qu'il y a *misinformation* mais aussi répondre au membre Baptiste qui a parlé. Ça, j'ai pu entendre quand même. Mais je suis un peu choqué de voir que l'opposition fait comme s'ils ne sont pas au courant, ils ont oublié ces 10 années et c'est maintenant que tout le problème arrive et qu'on doit comme mon ami avait dit, on doit régler en un an.

M. le président, pendant les quatre dernières années, le gouvernement national a donné comme *grant* à l'Assemblée régionale plus de Rs16 milliards. Si on regarde les projets qui devaient être accomplis, implémentés par les différentes Commissions, et si on regarde le rapport de l'audit, partout, c'est dit «*objective has not been attained*». Je n'ai pas vu un projet où the objective has been... Je parle de projet secteur productif. Et je me demande maintenant comment on est en train de crier haut et fort que pendant un an, ce qu'ils sont en train de faire,

ce n'est pas un budget innovateur, s'il n'y a rien dans le budget, on n'est pas en train ce qu'on avait promis de faire. Mais seulement, je voudrais attirer l'attention que Rome n'a pas été bâti en un seul jour.

Ça prend un peu de temps pour qu'on puisse mettre en place tous nos projets. Mais la volonté est là et je dois qualifier ce budget d'un très bon budget qui a mis l'emphase sur le secteur porteur qui causait la base même pour le développement à long-terme. Et on ne peut pas nous demander en un an de faire des miracles mais miracle, il y aura. Nous allons le faire avec la population. Vous n'avez qu'à attendre. *Sit down, relax*. Vous allez voir. Je voudrais répondre à M. Baptiste concernant les projets dans le numéro 5 et aussi le Dr Agathe. Venir ici parler de terrain de Roche Bon Dieu. M. le président, on a déjà dépensé plus de Rs30 millions sur ce terrain.

Et mon collègue, surement le DCC va parler dessus. Maintenant, on parle d'un an, qu'est-ce qu'on a fait. Mais qu'est-ce que vous avez fait depuis tout ce temps-là avec comment on a dépensé Rs30 millions sur un terrain qui devait coûter moins que Rs30 millions? Les contracteurs sont venus poursuivre le gouvernement. Ils ont eu. On doit payer. L'autre est en train de faire la même chose. Alors, venir parler maintenant de ce projet, moi, je pense c'est avoir un petit peu trop de toupet. Je voulais aussi parler d'autres projets. Par exemple, projet agricole que je connais très bien à Rivière Banane. Suite au cyclone Freddy qui est passé tout près de Rodrigues, tous les fruits des planteurs ont été infiltrés par l'eau salée.

Une cinquantaine. Quand vous allez à Rivière Banane, vous voyez le travail qui devait être fait autour de ce terrain qui produit à peu près la moitié des légumes que nous avons à Rodrigues que nous produisons à Rodrigues a été complètement abandonnés. Même les matériaux qu'on a donnés pour construire un *farmers' centre*, les matériaux ont *disappeared*. Je ne sais pas où ça se trouve. Et le travail n'a pas été achevé. Même la retenue, on devait construire en dessous Saint D'Or n'a pas été fait et les planteurs ont beaucoup de problèmes. Même l'eau pour les besoins domestiques n'est pas bien organisée, n'est pas bien contrôlée. Pour ce travail de Rivière Banane, il fallait mettre deux radiers à côté pour empêcher l'eau salée de s'infiltrer mais malheureusement, ce travail a été promis par les politiciens de l'endroit aux planteurs. Jusqu'à maintenant, rien n'a été fait.

L'autre problème que je voulais faire ressortir, c'est aussi auprès du centre de Rivière Banane à côté du centre social, un projet depuis l'époque de FED, la retenue collinaire avec une pompe qui est restée inoccupée depuis 87, je pense. Et les habitants, les planteurs, les

éleveurs de l'endroit n'ont pas pu bénéficier de ce service. Mais la pompe est restée inutilisée et l'eau n'est pas captée. La retenue collinaire n'est pas utilisée. Mais pourtant, tout a été fait pour que toute l'eau puisse être captée et distribuée à la population. Donc, venir dire que pour l'agriculture et pour les autres problèmes, que tout allait très bien avant, et maintenant qu'après un an que tout est stoppé ou bien abandonné, ce n'est pas vrai. Et parce que la population est au courant, la population voit très bien ce qui se passe.

Je ne sais pas si on peut aller à Rivière Banane, on rencontre deux personnes et on retourne ce soir et on dit la population est contre, la population, elle parle mal de ce gouvernement. Moi aussi, je suis sur le terrain. Je rencontre les gens, je discute. Mais passer dans un endroit, rencontrer deux personnes et venir dire ici que toute la population se révolte contre le gouvernement, ce n'est pas vrai. Et je ne sais pas qui a le pouvoir de dire quand il parle, "Rodrigues, la population, c'est moi". Simplement César qui avait l'habitude de dire, "Je suis le Roi." Mais non, je crois ce n'est pas la bonne façon de faire. Je voulais dire un mot pour l'autre M. le membre Agathe.

Vous savez, je pense que l'époque de la théorie, rhétorique théorie est partie, est finie. C'est-à-dire, il faut être réaliste. Il faut voir ce qui se passe et non pas se cantonner sur le côté théorique et ce n'est pas la réalité sur le terrain. Il faut sortir de l'université. Maintenant, il faut venir sur le terrain, mettez votre botte, descendez dans le chant, dans l'habitation et voir comment ça se fait au lieu de vous cantonner dans le livre et parler de théorie. Le terrain, c'est sur le terrain qu'il faut parler, pouvoir voir les choses en réalité.

(Interruptions)

Je sais que votre bébé, c'est l'ourite mais seulement, on ne peut pas après 10 ans, il n'y a pas d'évaluation, on continue la même chose. Non. Il faut revoir. C'est pourquoi on a fait venir le professeur. Oui! C'est pourquoi on a fait venir le professeur.... qui est un expert sommité mondiale qui va suivre, qui va dire, faire l'évaluation pour nous dire s'il faudrait qu'il y ait simplement un *closed season*, soit deux ou trois. Il ne faut pas le faire... On ne peut pas le faire... Pardon? Oui mais on ne peut pas le faire. Mais seulement, ce que je vous dis, si vous voyez les chiffres, c'est ça, le résultat, le *output*. Parce que moi, je peux être conseillé pendant 10 ans mais *what is the output?* Qu'est-ce que j'ai fait? Qu'est-ce que j'ai contribué? J'ai contribué pour le pays. *'Mo pas fer ourite grillé. Non, ourite grillé, mo pas fer.'* Mais seulement, je voulais dire que pour l'ourite, pour nous, ce qui est important, sur quoi on va mettre l'emphase, c'est sur les personnes, les piqueuses/piqueurs d'ourites, pas le commerce.

Parce qu'il faudrait que le fruit du travail, ce sont les travailleurs qui bénéficient. Vous savez, peut-être je peux être méchant mais pendant ces 10 ans, les Rodriguais ont perdu le goût du travail, le goût de l'effort avec votre politique de distribution et de ne pas récompenser l'effort. Par exemple, je vois *Minority Leader* est en train de ne pas être d'accord. Vous prenez les coopératives, toutes les coopératives de production qui sont en faillite et fermées. Mais comment vous expliquez ça? Et les coopératives sont pour les '*petits dimounes*' pour aider les gens, tout pêcheur, '*fassère*', agriculteur, transformation ourite, agroalimentaire. Tout fermé. Faillite. Mais vous avez *fail* dans 10 ans. Fail! Mais qu'est-ce que vous parlez de héritage? '*Héritage ene certificat fail.*'

Ce que je vois. Le secteur productif, je suis en train de faire. Je vous donne l'exemple, l'autre exemple. Je prends un exemple de Pointe Venus. Pointe Venus, c'était un établissement qui employait 70 personnes. Un hôtel qui a un petit problème de finance. Le gouvernement d'alors décide de cancel le *lease* de l'hôtel parce qu'il n'avait pas payé. Attendez. '*Oui, ou pli koner ki mwan.*' Attendez, vous aurez le temps de parler. Maintenant, qu'est-ce que vous faites? Qu'est-ce qu'ils ont fait? Proposer de vendre. Il y a eu plusieurs propositions. Il y a eu même une Commission qui a tiré une lettre comme M. Commissaire du tourisme a parlé, qui permet de vendre, de mettre de la place à la disposition d'un investisseur mauricien et qui allait faire des BPOs recruter au moins 500 personnes.

Et avec cette lettre, ce monsieur a collecté des «guicheurs» dans Rodrigues et des Rodriguais ont payé. Ils ne savent pas où se trouve l'argent. Mais en même temps, l'administration était en train de négocier pour vendre l'hôtel avec *Employment Welfare Fund*. Comment est-ce qu'il fait ça? Et l'ironie dedans, c'est que quand ils ont eu l'argent, Rs55 millions pour l'hôtel, pour compenser le propriétaire de l'hôtel, Rs55 millions, ils ont oublié de claim *rent*. C'est à cause de ça qu'ils ont cancel le *lease*. Ils ont oublié d'inclure le *rent* dedans. Vous savez qu'est-ce qu'ils ont fait, M. le président? L'Assemblée exécutif a décidé de *waive the rental*. Mais qu'est-ce que c'est que ça?

Ils auraient pu *waive* avant et laisser l'hôtel fonctionner. Mais après qu'ils voient l'hôtel était capable. Ils ont *waive* et ça sent même la permission du Ministère de finance. Enfin, si je rentre dans les détails, il y a trop à expliquer. Simplement pour vous dire que cette histoire de venir dire ici après un an tout va mal, les gens sont en train de crier. Et je vais aussi dire avant d'entrer dans ma lecture, je vais aussi dire que chez nous, il y a une politique que tout le monde peut ne pas être d'accord. Ce n'est pas que tous les Commissaires doivent être d'accord avec n'importe quoi qu'on décide et cetera. Il y a des Commissaires qui ne sont pas d'accord. Etre

pas d'accord, ce n'est pas veut dire à cause de la fenêtre qu'on va écraser la maison. On répare la fenêtre, on discute.

Mais de l'autre côté, c'était le manie-tout. On n'a pas le droit de critiquer. On n'avait pas le droit de dire non. On n'avait pas le droit de dire n'importe quoi. Non, il n'y a pas ça. Ici, on a le droit. Mais ce n'est pas aller écouter les «*coutchou, coutchou*» et venir dire ici il y a des Commissaires qui sont contre. Oui, dans les budgets, on pose des questions. Ce n'est pas comme ça. Peut-être ça aurait dû être d'autre façon. Et on décide ensemble et puis, on va dans la même direction. Voilà ce que je voulais dire avant d'entrer dans le sujet que je dois parler. C'est-à-dire, l'agriculture, la pêche et l'élevage. Et je dois dire qu'un budget, c'est simplement on prend en considération les revenus et dépenses de l'Etat, du pays. Et puis, on décide *how to best use the money*, comment utiliser l'argent.

Mais il arrive des fois, même à Maurice, dans les grands pays, même en Angleterre, qu'il y a un projet qui a été mis dans le budget mais pour des raisons qu'on peut citer, techniques, qui n'a pas été exécuté. Ça ne veut pas dire que si ce n'est pas exécuté, ce n'est pas bon, le gouvernement ne travaille pas dans l'intérêt de la population, et cetera. Pas du tout. On est flexible. Si on voit que ce projet doit être amendé, revu, mais c'est tout à fait normal. Mais il ne faut pas venir voir avec une *shopping list* pour dire vous aviez ça, vous aviez ça, vous aviez ça, vous n'aviez pas fait. C'est ça, pour moi, ça, c'est *absolutely nonsense*. Je peux parler maintenant en anglais parce qu'ils ont fait un bon rapport pour moi.

Bon, Mr Chairperson, Sir, the Fisheries Sector is one of the main economic pillars of Rodrigues Island and many families depend on this activity for food and earning a living. However, the increasing pressure due to the rise in the use of coastal and marine space in conformity, is compromising its ability to maintain the diversity, productivity and to provide a large area of valuable service to Rodriguan. There are lots of pressure in the lagoon which are impacting on the biodiversity, marine ecosystem and the environment, resulting in a significant decrease in marine biodiversity. The number of people who depend on this sector is increasing and have to be changed so that they can sustainably use benefit from the marine sector.

There are 1199 registered professional fishermen, including 774 off-lagoon and 425 lagoon fishers. During the last registered exercise done by my Commission in August 2022 to all fishers who wish to have training in off-lagoon fishing, 767 persons have shown their interest to have such training. M. le président, je dois faire ressortir qu'à Maurice, ils vont

/UNREVISED DRAFT/

distribuer 1000 cartes pour les pêcheurs, ce qu'on parle en ce moment-ci. A Rodrigues, il y a 567. Nous allons considérer les 567. Tout le monde sera *on board*.

(Applause)

This policy of my Commission is to double fish production from 450 tons to 1000 tons by the end of 2023 and to increase 300 tons in 2024 to meet food security. In a view to achieve this objective of the Regional Government, my Commission has recognised the fisheries into a full-fledge fisheries department and the FRTU will be converted into a marine academy and research centre to facilitate transition to off-lagoon through support the development of outer fishing to exploit territorial water and the bank beyond the reef with fishing depth between 20 metres to 400 metres with an area of 800 km which are situated at 60 and 80 nautical miles from the Island and provide appropriate training to fishers and other sea users, facilitate transfer of technology, technical assistance and cooperation project in a controlled manner, encourage an investment in moderate scale industrial off-lagoon fishing.

M. le président, quand nous sommes arrivés, le secteur était presque mourant, gravement malade. Maison de pêcheur fermée, 11 bateaux, ça veut dire cinq IFAD abandonnés pendant quatre ans, six DCP, *'tou ine atassé, pouri'*. Et ce qui est intéressant, l'opposition est venue se battre simplement pour un monsieur parce qu'on avait *repossessed* son bateau. Ce qui est ironique dedans, eux-mêmes, ils devraient avoir repris ce bateau en 2019. Pour manque de courage, ils n'ont pas pu le faire. *'Kan nou fer zot travail, zot vine protester'*. Mais nous, *we will never surrender*. *'Personne pas pou fer nou peur.'* We will go, we will take decision. Manifestation, pas manifestation, we will take all the decision in the interest of Rodrigues.

For me, public interest is above all interests. I will not work for one person. I will work for the whole community, *'tou dimoune'*. Je vais terminer faire ce secteur de la pêche devenir transparent. Tout ce qu'on va faire, tous les pêcheurs et la population aussi seront au courant. C'est un projet qu'on appelle FITI *International Transparency* dans la pêche qu'on va le faire. Et pour les différents *schemes* que nous avons, avant de parler de MRC, nous avons en ce moment, cinq *schemes* qu'on va mettre en place pour les pêcheurs. Premièrement, il y a les moteurs. C'est-à-dire, ma Commission va donner une assistance de 50% pour les pêcheurs qui vont acheter un hors-bord. Et aussi, pour les *fishing implements*, les équipements de navigation, GPS pour les bateaux, là aussi, on va donner 50% à la hauteur de Rs100000 et pour le moteur, 50% à la hauteur de Rs60000.

En plus, il y aura 20 *canots* qu'on va donner. Le gouvernement va donner une assistance de Rs200000 et la Banque de développement *will provide* Rs300000 pour arriver à Rs500000. Il y aura 20 bateaux, 20 *canots* qui vont opérer sur les FADs autour de Rodrigues. En plus de ça, il y aura deux *semi-industrial boats*. Le gouvernement a donné Rs6 millions par bateau et la banque va donner la différence. Les bateaux semi-industriels qui iront pêcher sur les bancs, les canots autour des radeaux qu'on va installer autour de Rodrigues. Ces radeaux, je vois, c'est dit dedans mais je ne vais pas entrer dans les détails. C'est trop long. Ces radeaux seront munis d'un *sensor*. Dans le passé, un pêcheur doit aller *find his fishing ground*.

Ça veut dire, il reste beaucoup de temps pour *find his fishing ground*. Maintenant avec ce FAD, Smart FAD qu'on appelle, avec les tablettes qu'on va donner, il va savoir exactement s'il y a du poisson autour des FADs et qu'il peut aller. *Yes, eco fishing*. Maintenant, *Smart Fishing*. Oui, maintenant, pas seulement ça; le pêcheur va savoir quel temps qu'il fait, sa position, tout. C'est ça qu'on appelle former, donner la formation. Et on a déjà commencé une formation et ça va être donné à toute la communauté des pêcheurs et aussi les tablettes pour qu'ils puissent... Approved by this government. Submit... Yes. No, look at the big picture. That is small picture.

(Interruptions)

En tout cas, c'est Rodrigues qui va bénéficier, Madame. Mais c'est-à-dire que tout ça pour qu'on puisse produire pour la consommation locale et aussi pour exporter. C'est inacceptable, vous autres, que chaque bateau, il y a cinq tonnes de thons qui arrivent à Rodrigues pour être découpées et vendues à la population à Rs100 la livre. C'est impossible. Même certains Commissaires sont à la pêche pour des thons. Ils gagnent beaucoup de thons. Tellement il y a de thon autour de Rodrigues mais malheureusement, il n'y a personne, il n'y a pas de bateau pour aller attraper les thons et amener à Rodrigues. C'est pourquoi on veut que Rodrigues produise et exporte. Et d'après, ce qu'on nous a dit, les scientifiques nous disent qu'à côté d'un FAD, on peut avoir 60 tonnes de thons par an. Et nous, nous avons l'intention d'installer 20 par année. 20 par année, c'est-à-dire, vous multipliez par 60, vous pouvez savoir combien de thons on peut avoir.

Notre objectif, c'est à partir de décembre, cette année-ci ou bien janvier, on doit commencer l'exportation de poisson vers Maurice. C'est ça et aussi augmenter les revenus des pêcheurs. Vous savez, dans le budget, on parle beaucoup de formation. Vous savez, il faudrait que les jeunes soient formés pour qu'ils deviennent employables. S'il n'y a pas de formation,

ça, c'est un côté que j'apprécie beaucoup, éducation, éducation, éducation, encore éducation et formation aussi. Il faut qu'on soit formé. S'il n'y a pas de formation, il n'y a pas de *capacity building*, il n'y a pas de développement, il n'y a pas de progrès. Il y a une autre chose que je dois dire politiquement. Notre politique à nous, c'est que Rodrigues puisse devenir autonome financièrement. Si Rodrigues n'est pas autonome financièrement, il n'y a pas d'autonomie. C'est quand on est autonome financièrement, à ce moment-là qu'on peut parler d'autonomie. Et nous, nous pensons il y a deux secteurs.

Je suis en compétition avec mon collègue. Il y a d'autres secteurs. Il y a la pêche et le tourisme qui va faire Rodrigues prendre le chemin vers l'autonomie financier. C'est pourquoi on met beaucoup d'emphasis dessus. Il y a une compétition. Vous avez eu un million. Moi, je pense avoir les revenus d'un million d'ici l'année prochaine en 2024. Un milliard, excusez-moi, un milliard. Et voilà un petit peu. Ce qui est intéressant aussi de faire ressortir, c'est que ce *marine resource and licensing section*, ça, c'est important parce que c'est cette section qui va collecter les statistiques, donner la formation, faire des recherches pour vraiment faire la pêche progresser.

Alors, nous pensons venir avec un bâtiment qui sera bientôt construit à Pointe Monier où l'académie *will be housed*. Et je pense à travers ce projet d'académie, la coopération de plusieurs pays, Rodrigues va émerger dans l'Océan Indien comme un *fishing nation*. Alors, voilà. Mais je voudrais aussi faire ressortir que nous avons l'assistance de plusieurs organisations. Par exemple, la FAO, l'UNDP, la COI et aussi la FPAOI. Vous avez pu constater qu'il y a plusieurs activités qu'on a célébré avec l'Océan Indien, les îles de l'Océan Indien. Par exemple, Journée de la Pêche et aussi Journée Internationale de la Femme où les cinq îles de l'Océan Indien avaient des représentantes à Rodrigues. Il est bon après 10 ans qu'on est resté sous la table, c'est bon maintenant que Rodrigues fasse entendre sa voix au niveau de l'Océan Indien, émerge et prenne sa place. Parce qu'être autonome, ce n'est pas veut dire rester à Rodrigues et tendre la main à Maurice mais c'est sortir de Rodrigues, aller chercher et apporter pour le développement de la population.

Pour terminer avec la pêche, je voudrais simplement dire qu'on a fait un très bon travail. D'ailleurs, la banque mondiale a pris une copie de ce projet qu'on a fait cinq ans après les assises de la pêche qu'on a pu préparer, un très bon projet, un très bon programme de cinq ans. On avait mis une copie à la banque mondiale. Et on va aussi, on va avoir une réunion avec les finances, le Shine and CIM Agency d'ici le mois prochain justement pour parler de financement de ce projet de la pêche. Et aussi, quelques mots sur comme j'avais dit au commencement,

ourite, parce que l'opposition est très intéressée avec l'ourite. D'ailleurs, on nous a fait comprendre que l'ourite, c'est une espèce très intelligente qui réfléchit et qui communique entre eux. C'est vrai.

(Interruptions)

When it is time, we have to go. You also will go. When it is time, Mr Chairperson, Sir, we will go. But you, himself will go. Mais l'ourite, je dois vous dire qu'on est en train d'occuper, de voir ce dossier sérieusement. Il voudrait faire quelque chose de soutenable et aussi de durable. On ne peut pas s'engager, commencer quelque chose et puis terminer. Tout ce qu'on commence à Rodrigues, '*zamaiz ti terminer*'. Et puis, quelque temps, ça s'arrête. Non.

Il faut savoir commencer et continuer. Parce que les gens ont confiance dans un projet et puis après quelque temps, on n'entend plus, '*ine fermer*'. D'autres personnes vont venir. Vous savez, il y a beaucoup d'exploitation dans ce projet. C'est inacceptable que les pêcheurs vendent leurs produits à un prix et puis, il y a un '*bayan*' qui arrive et qui exporte vers Maurice et qui va vendre ça, peut-être, trois fois plus cher. Ce n'est pas possible. Il faudrait que les producteurs s'organisent eux-mêmes pour faire le marketing et exporter leurs propres produits. On ne peut pas '*lané vini, lané aler, pik ourite mem mais zamaiz zoine les deux bouts*.' C'est ça, notre politique, travailler pour les '*ti dimounes*' et non pas faire les riches devenir beaucoup plus riches ou bien les gens sortis de l'extérieur venir prendre tout ce que nous avons, nos ressources et partir.

C'est ça. C'est pourquoi on veut que les Rodriguais... On parle beaucoup, «Rodriguais à cœur de ton propre développement», seulement parole mais action, zéro. Mais c'est pourquoi on voudrait voir et tout ce document qu'on va produire, je vais voir qu'une copie soit déposée à l'Assemblée ici pour que tous les membres soient au courant de ce qu'on est en train de faire et lisent le rapport et voir si ce que nous sommes en train de faire, c'est dans la bonne direction. Ce que je voudrais, M. le président, faire comprendre qu'ici, Rodrigues a une assemblée. J'ai été aux Seychelles. J'ai assisté à l'Assemblée. J'ai écouté. Mais ce n'était pas *on personal*. C'est sur le développement, sur les idées, débat d'idées. Pas tout simplement tu as fait ça, je n'ai pas fait ça, pourquoi tu as fait ça. Pour moi, c'est *absolutely idiotic*. C'est: il faut parler sur les projets. Rodrigues a besoin...

(Interruptions)

En tout cas, moi, je vais être transparent. Vous allez voir ce qu'on est en train de faire. Vous avez loisir de venir dire «non, ce n'est pas bon» mais avec des arguments mais pas des

sentiments politiques. Avec les arguments, oui, mais *political* non. Les élections sont terminées. En 2027, on va voir qui va gagner. On va présenter notre bilan. Maintenant, M. le président, quelques mots sur l'agriculture. Je ne vais pas être long. Parce que ça, je dois dire tout ça.

(Interruptions)

Agricultural sector, Mr Chairperson, Sir. The most important lesson learned in 2022 is that the threat generated by climate change is palpable in Rodrigues and can seriously put at stake the self-sufficiency of our Island in terms of food crop. The severe drought of at least two months has not only affected the production of crops and livestock but has generated a general souring of prices of crops and livestock products. All agricultural products prices have at least doubled since November consequent to the drought and the tendency has been maintained during the two months of 2023 as a result of sustained dry condition prevailing over the island.

It is imperative that the Commission for Agriculture invest massively in ways and means to harvest and store water to supply farmers in normal and dry conditions. The construction of reservoirs (check dams), *retenue collinaire* which we are proposing to build at Anse Baleine of a capacity of 1 million cubic feet of water for the practice of agriculture is a major decision aiming at mitigating the effects of climate change.

M. le président, ce projet de Anse Baleine pour construire 10 retenues collinaires à Cascade a été discuté avec la banque mondiale et le démarrage technique du projet a déjà commencé. Une équipe technique du Cabinet Veyland de La Réunion était à Rodrigues récemment pour faire des relevés topographiques du site et nous attendons le résultat cette semaine-ci, semaine prochaine veut dire et c'est une autre compagnie française, la SCP, Société Canal de Provence qui va venir pour faire l'étude de faisabilité pour cette retenue collinaire. C'est un projet majeur pour l'agriculture. Là, je parle l'eau pour l'agriculture pour au moins 10 ans à venir et qui va irriguer à peu près 750 hectares de terrain dans le sud et qui va nous permettre de produire, d'augmenter la surface cultivée à 1500 hectares d'ici 2030.

Parce qu'en ce moment-ci, il y a seulement 123 à 130 hectares qui est cultivés sur un total de 2500 hectares de terrain agricole que nous avons à Rodrigues. C'est inacceptable. Quand nous avons quitté le gouvernement en 2012, 2011/2012, on cultivait à peu près 500 hectares. Maintenant, c'est rétréci comme un peau de chagrin. C'est arrivé à 120 hectares. Et si on laisse la situation comme elle est, détériorée, il n'y aura plus de la production agricole à Rodrigues. C'est pourquoi on va investir beaucoup d'argent dans l'eau. Sans l'eau, il n'y a pas

d'agriculture. Je remercie le Chef commissaire qui a fait provision dans le budget pour ce projet important et aussi, pour les besoins domestiques bien sûr. Et l'eau aussi qu'on va produire un million de mètres cubes d'eau s'il y a un besoin qu'on peut filtrer et donner à la population.

Voilà, je pense c'est un projet majeur que nous avons cette année-ci. Et deuxièmement, il faut revoir la façon de produire à Rodrigues à cause des insectes, des pestes et cetera. Il faut introduire le système qu'on appelle *sheltered farming*. C'est pourquoi il y a un *scheme* qu'on va commencer très bientôt que les agriculteurs auront la possibilité d'avoir une serre d'une capacité de 145 m³ pour commencer une serre pour la production. Parce que le niveau d'infection par les.... les *worms*, chenilles légionnaires et cetera, changement climatique, ça devient incontrôlable et résiste contre tous les méthodes que nous avons et je pense que pour pouvoir lutter efficacement contre ce fléau, il faudrait le *sheltered farming*. Deuxième chose. On voudrait aussi continuer avec la formation. Mais là, je dois dire que l'ancien gouvernement avait fait une politique de formation aux jeunes avec une formation avec les Réunionnais.

Mais je pense que nous, nous allons travailler avec FAREI parce que je pense la formation avec les Réunionnais n'est pas *MQA Approved*. Mais en tout cas, FAREI qui va venir continuer la formation de base qu'on va donner. Moi, je pense que comme la pêche, quand une personne obtient un permis agricole, il faudrait qu'il y ait qu'on lui donne une formation. Vous ne pouvez pas être agriculteur, vous n'avez pas de formation. '*Ou pas kone ene mouche avec ene leverre.*' Il faudrait donner une formation. C'est-à-dire, pour avoir obtenir le permis, il vous faut suivre une petite formation d'une semaine *half-day*. A ce moment-là, vous avez votre permis. Vous savez, la terre, il faut le protéger. Qu'est-ce qu'il faudrait faire, et cetera. Il ne faudrait pas que les gens ne savent pas, enfin, avec Traditions. On a la terre, on abandonne et puis, on recommence.

On va à Maurice et puis, après 10 ans, on retourne, '*kot mo later?*' '*Mais ou later ine rempli ek pikan loulou.*' Il faudrait qu'ils savent cultiver leur terre. Et cette formation, je pense qu'il faut le faire. Et deuxièmement, ce qui est le plus important, je vais aller un peu vite, c'est qu'on a eu 3038 demandes pour cartes éleveurs. Là aussi, ces 3038 éleveurs auront leurs cartes la semaine, dans 15 jours. Tous les 3000, ils auront leurs cartes. Parce que cette carte de planteur/éleveur va leur permettre d'avoir accès à différents *schemes SME Mauritius*, la banque développement et tout le monde. C'est comme si la reconnaissance professionnelle. Mais il y aura deux types de cartes: part time pour ceux qui ont un autre métier et puis full-time. Et puis, cette carte-là aussi va leur permettre d'avoir une assurance pour leur produit quand il y a sécheresse, mauvais temps, cyclone, et cetera.

Et la Commission pour donner un coup de pouce, la Commission va payer pour un an les droits d'entrée. Je crois c'est à peu près Rs600. Deux ans. Pour deux ans, c'est-à-dire, la personne n'aura pas à payer. C'est pour les encourager à avoir leur carte de planteur/éleveur pour pouvoir commencer sur une base professionnelle leur travail à Rodrigues. Alors, voilà, nous avons les *schemes* aussi pour l'irrigation. Nous avons aussi comme j'ai dit, l'assistance. Il y a un point que je crois a été soulevé hier d'après ce qu'on me dit concernant la semence. Je ne comprends pas. Vous savez, M. le président, à Rodrigues, la Commission avait des centres de productions de semence, terrains. Je crois une dizaine. L'ancien gouvernement a tout donné. Maintenant, il n'y a pas de semence produit à Rodrigues. Très peu. Mais ça, c'est notre souveraineté nationale, ça.

Il faut produire notre propre semence nous-mêmes. Si nous ne produisons pas de semence, il y a la guerre en Ukraine, je ne sais pas, en Hollande, où nous aurons les semences pour planter? Mais vous, qu'est-ce que vous allez faire l'ancien gouvernement? *'Pren tou terrain done bane ti copain politik.'* Mais ce n'est pas possible. Nous allons reprendre. Le DH est là, entend ce que nous sommes en train de dire. On va reprendre tous ces terrains-là, on va commencer, recommencer la production. Vous savez, nous avions notre propre semence d'oignon Bellarose. Ça disparu. Maintenant, il faut importer de la Hollande. Maintenant, ils sont en train de crier ça coûte très cher. Je comprends mais il faudrait qu'on produise aussi localement. Mais pour cette année-ci, le Conseil Exécutif a déjà approuvé depuis l'année dernière. C'est que la Commission va donner un subside de 50% sur les semences. Ces terres, la personne peut acheter et apporter son voucher à la Commission pour être....

(Interruptions)

I will look into it. Voilà un petit peu. Maintenant, land management.

Derocking and Land Management

Alors, nous allons pratiquer la réhabilitation, je vais dire, mécanisation d'à peu près 150 hectares. Mais ce projet de Terre Rouge, je vais dire ça pour terminer. Le projet de Terre Rouge, c'est un peu l'exemple qu'on est en train de faire. Je vais inviter les membres de l'opposition de venir voir. Ce sera une région agricole où il y a les petits régions tout pauvres: **Morigaud**, Désirée, Vengard, Roseaux, Terre Rouge, tout ça. Il y a beaucoup de producteurs. Mais, *'tiguít'*, petite quantité. Mais ils vont être groupés à travers ce bâtiment, ancien centre communautaire, je pense qu'il va devenir Farmer's Centre et on aura un *sunday market* aussi. Ils vont pouvoir venir exposer leurs produits et puis vendre parce que la route est très fréquentée. Les touristes

traversent beaucoup aussi. Même les artisanats, agroalimentaires vont pouvoir venir exposer leurs produits pour être vendus. Bien sûr, il y aura la formation. Et nous pensons réhabiliter au moins 30 à 35 hectares de terrain avec des facilités d'irrigation.

Ça va être comme si un modèle qu'on va répliquer dans les autres endroits aussi. Même dans les vallées de Port Sud-Est. Ça aussi a été très, très négligé. Il faudrait qu'on réhabilite et Mourouk, Port Sud-Est et Montagne Chéri. Ces éleveurs sont très remontés contre le gouvernement et l'ancien gouvernement aussi parce qu'ils ont été *taken for a ride*. Mais on va essayer de les aider. On va faire aussi un *Farmer's Centre*, un vrai *Farmer's Centre* pour qu'ils puissent avoir des intrants, facilités, formations et peut-être aussi là où se trouve le Agricultural Office, faire ça aussi devenir un *Seafront Farmer's Centre*. Tout près de la mer et aussi, c'est une route qui est tout près de la mer, tout près de... traverse les hôtels, il y a beaucoup de touristes qui traversent. Concernant les formations, nous avons formé beaucoup d'officiers dans notre Commission. Et nous avons envoyé aussi trois jeunes ailleurs en Afrique, Sud-Afrique, Ghana et aussi, je crois qu'il y a un qui va partir pour l'Allemagne. C'est nous voulons redémarrer *young farmers* pour que les jeunes puissent commencer à s'intéresser à l'agriculture. Voilà un petit peu tout ce que j'aurais à dire, M. le président.

Mais en tout cas, nous allons rester *focus*. Et je dois féliciter tous les commissaires, qui travaillent d'arrachepied, même qu'on est un petit peu critiquer mais *they are delivering* et ils sont tous *focus* et je pense, qu'avec le travail que nous sommes en train de faire, c'est une équipe qui va rester au pouvoir, M. le président, longtemps encore. Merci.

(Applause)

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, I welcome the opportunity to be given to response to the budget speech of the Chief Commissioner for financial year 2023-2024. And, I should say that it is the third official document that this Regional Government is bring in this House as measures for fulfilling of their promises to the population.

I have been a member for almost 15 years in this Assembly and have witnessed many a budget presentation, I have also witnessed many a budget debate, Mr Chairperson, Sir. And, I have through these years been able to make observations and from these observations drew conclusions, read behind the lines of what is in the budget speech, what Commissioners intend to do and what they do not intend to do also. So, experience brings all these and from the observation that I have made since last Friday, this is where I am going to start my speech.

Mr Chairperson, Sir, from a moral posturing, from the promises and the rhetoric of the members of the government while they were in the opposition and during the electoral campaign, I have observed that now they are facing reality. They are facing reality and they know now the whims of governing and it is far from the images and the thought that they had when they were in the opposition or when they were *coumen nou dir lor drom savon*. They are experiencing this, Mr Chairperson, Sir. Just like Cinderella, after the 12th hour the carriage drawn horses is turning back into pumpkin and mice. This is the first observation, Mr Chairperson, Sir. Whatever a budget may be it is certainly not merely a statement of income and expenditure, of so much money to be placed here and there. *Non*, it is a document showing the way the affairs of Rodrigues are to be governed and most importantly the orientations to reach the objectives mention specifically *dans le discours programme*. Because budget after budget we move towards the concretization of the objectives of the discours programme. And, this is what is surprising to me, Mr Chairperson, Sir. I have been listening attentively to all the members from the other side of the House, not a single time has any of the Commissioners or any back bencher who have spoken, have made reference to that document. *Nouvelle vision, nouvelle élan, une nouvelle transition pour île Rodrigues redynamiser*. Nobody has made reference to that document, which is the guidelines, the bible of what they want to do, Mr Chairperson. *Nouvelle élan, nouvelle vision, nouvelle transition* – where is it? Where is it? How does it transpire in this budget, Mr Chairperson, Sir? In this budget presentation. How does it transpire in that? Many of my colleagues who have spoken yesterday have shown that their proposals of the budget speech do not meet *le fil conducteur qui est le titre même du budget, M. le président*. I am coming to that later. I will come to that later.

The second observation that I made when I go through the budget speech together with the document that has been submitted is what I will describe and what I have seen what have been done by the Chief Commissioner. He has simply obtained a glorify shopping list. Yes, we used to work on the budget and we got the impression that the Chief Commissioner asked each of the Commissioner's to prepare a list of things they think that people would buy and then merely prune from that list to fit the amount of money he estimates he will have to expect. And, this is where it goes wrong because as rightly said by the Minority Leader yesterday because we are simply working on a shopping list to place friends here and there, it ends up with a non-coherent strategy for the budget and the priorities that need to be identified they become less obvious. Clearly, Mr Chairperson, Sir, the Regional Government has ignored major public concerns and have simply resubjugating routing work programmes from various commissions

into the budget and I am here referring principally what you have missed. And, we spoke about it, I think last year in the budget, you have not been able to tackle the issue of the cost of living. This is a major problem for the moment and it is recognised in the budget speech of the Chief Commissioner, it is recognised that this is the major issue. Last year, we raised the question about the cost of living and they said that they are going to try to tackle the question of cost of living through the question of production. I remember, the Commissioner for Agriculture stating that instead of doing this, we are looking on a long term basis, we are focussing on how to produce more so that we can reduce the price of commodities. But after one year, it is not the case. I know that you cannot, it is impossible for you to achieve that objective within that year. But at least in some domain you should have seen at least some sign, Mr Chairperson, Sir. This is why, I said, it is a misopportunity. It a misopportunity budget. For thousands of Rodriguans, Mr Chairperson, Sir, things are not easy right now. Cost of living is sky rocking. Yes! I give some examples: *Ene liv poivron samedi dernier dan bazar, M. le président, Rs 200. Ene pied bred salad Rs 50. Ene liv pomme d'amour Rs 130.* Yes, to tell you what the people are enduring. I have gone even further and this is where, I personally accused them, this is where I accused them, Mr Chairperson, Sir. I do not know if I have my list. I have gone to seek for – it is not there – but I have gone to fish for information with respect to differences in prices between Mauritius and Rodrigues. For Anchor, one-kilogram Anchor, between Mauritius and Rodrigues, there is a difference of almost Rs 20. For Farmland, one-kilogram of Farmland, there is a difference of almost of Rs 25. And, the fact is that, in Mauritius many a times you will see that consumers do have the possibility of promotion, which is very rare here. *Très, très rare ici, M. le président, d'avoir des promotions.* It is not your fault. I am telling you about the difference in cost of living. Yes, it is the difference in the cost of living, Mr Chairperson, Sir. So, this is why, Mr Chairperson, Sir, I understand perfectly the outcry of Member Tolbize yesterday. I perfectly understand this. From an editorial stand point, Mr Chairperson, Sir, what was hidden behind his speech? *Tout en essayant de ne pas critiquer le groupe, il voulait dire que* – I am among you for a particular purpose. And, that purpose we promise it to the population. Yes! That was the information that he wanted to send to the group and he even went further to invoke different sections of the Rodrigues Regional Assembly.

If I remember he evoked section 26, 47, 28 and behind his words, I read that he is telling the other members on the other side of the House that you have not been able to convince the Minister of Finance and the Central Government to give at least a minimum subsidy to reduce the price in Rodrigues. We mentioned this last year, Mr Chairperson, Sir. I thought that there

would be taking this as a lesson or as something very essential for the population because when we left office in 2022 in the last budget that we presented, we manage to have a freight subsidy of 20%. And, there was the promise that same would be increased with time/years. So, this is why if they pressured the Minister for Finance, it would, I am sure, on this particular point of freight on subsidy to reduce cost of living, I am sure that the Minister of Finance would have accord at least a percentage. But things are not lost. Things are not lost, Mr Chairperson, Sir, I am not sure but I think we can still make plea, Mr Chairperson, we can still make a plea that this consideration of cost of living what the population is enduring in Rodrigues is at least taken up in the budget at national level. It would have been a good thing for us and for the population at large. From the opposition side, we are going to make a plea to the Minister of Finance on that, even if we are in the opposition, we are going to make a plea to say that the cost of living is too high and that we are of the thought that Rodriguans deserve a reduction in prices as compared to Mauritius.

The third observation that I made, it is that of governance. And as far as governance is concerned, Mr Chairperson, their strategy is to divide and rule. It is a strategy in total contradistinction to that of our party which is of unity, inclusion and the removal of all forms of discrimination in the society. This is what the party stands for.

Mr Chairperson, Sir, what about the strategy of many of the Commissioners, of the Executive Council. I understand that out of the nine members from the other side of the House, seven of nine come from Region No. 1, No. 2, seven out of nine. This is why, we are observing these days a polarisation in development. We are observing a polarisation in development as never before, which is with the inevitable consequence, that equity in development is moving is backward at an unprecedented weight. Yes! This is why, Mr Chairperson, the Minority Leader and all those members from the other side of the House when they have qualified the budget, they said it is incoherent, *fantomatique* and there is a clearly lack of strategy. And, I come to that lack of strategy. Why? Because there is a disagree and disorganisation.

You know, when I look at the group on the other side of the House, I see a jet with a pilot who is not in command. Yes! A jet which is trying to take off and whose wills are deflated. Why do I say so, Mr Chairperson? Why do I say so? And, at the same time there is a co-pilot and the co-pilot is trying to reassure the passengers that everything is all right, everything is going smoothly while the cabin cruise is looking helplessly at the passengers for they are unaware what is going on in the cockpit. This is the situation. And the pilot is simply trying to fly a dream. I am going to take example to demonstrate it to you, Mr Chairperson, Sir. We have

seen and I am astonished by what respected Commissioner Perrine just stated in this House. I show to you how there is disorganisation in your team.

I remember the Chief Commissioner coming to this House and you know what he said? *Pa kestion pou fixer prix ourite. Ban pechers la pa bizin gagne zot larzen !* What you just stated this morning? What was your declaration last week during the opening of the octopus closed season? Price should be at Rs 75 and Rs 80. But you are giving contrary information to what the Chief Commissioner believes himself. Yes! But the Chief Commissioner has another public opinion on that matter.

(Interruptions)

Yes, it has another public opinion on that matter, Mr Chairperson. Yes, this is why, Mr Chairperson, this is why Mr Henri Agathe yesterday took a technical stand point as regards to one of the moto of the budget theme, he took a technical approach to show *où il n'y a pas d'efficacité technique*. I am going to take the question of *efficacité* from a political stand point.

Permittedly, Commissioner for Tourism, not to include opening of net fishing as a tourism activity because it is not in line with his policy of making Rodrigues a green destination while at the same time there is additional net fishing licence being given by his filo colleagues, Commissioner who is in the same Executive Council as him, the Commissioner for Fisheries.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, on a point of order. The respected Member has to remove his words because this is not true. We have not handed any other additional net fisherman licence to anybody in Rodrigues. Thank you.

Mr Chairperson: The Deputy Chief Commissioner, you will intervene just after the Member, you will have ample of time to make your point.

Mr Lisette: I stand guided by the...

Mr Chairperson: As far as you know, we have time constraints also, stick to the budget, right?

Mr Lisette: I stand guided by the explanation of the Deputy Chief Commissioner but on the same line, Mr Chairperson, because we are speaking of disorganisation and efficiency, I would like to question through you to the Commissioner for Tourism, why did he come to applaud in this House when the regulation preventing the shipping of vehicles of more than ten years is being repealed in this House. In this in line with his green destination policy? Is this in

line with your green destination policy? Go and check all these countries who have got a green flag or I do not know green licence and see what they are doing as regards to the number of vehicles who entered in their countries. Go and see on that, Mr Chairperson, Sir. *Incohérence* !

Mr Chairperson, we have had during this one year different ambiguous statements about the Water Unit, what is to be done there and his Deputy. We have had back benchers demonstrating public ... opposition to policies taken by government. I am referring here to the Mauritius Investment Corporation Ltd (MIC) and the Rodrigues Public Utilities Corporation (RPUC). I am going to elaborate on this later. We have had in this very House, Mr Chairperson, in the last sitting lately, when I questioned the Deputy Chief Commissioner about the closing of the NDU. He said in this very House that it is not my decision, it is the decision of the Chief Commissioner, meaning that he was not aware of this decision. Go and see the Hansard, I have the proof on the Hansard because this is why I am stating it here.

Mr Chairperson, what do we see? We do not see a cohesion, a team cohesion. Information are being sent to the public in different ways and, of course, this is leading to the confusion. This is leading to confusion. I speak further, on the question of incoherence. They decided to close the CAB Office as a defender of autonomy. This is their stand point. But at the same time when we read paragraph 130 of the budget speech, the same Executive Council is inviting the new social living development company of the Ministry of Housing to collaborate to build additional houses in Rodrigues, a sector that we were doing better in Mauritius and on which, Mauritius is band marking on our policy to set theirs. Because we know that in Mauritius the Ministry of Housing, they sent tenders in specific places for suppliers to go and request for proposal, as we call it, and it does not go smoothly. And now, they are bench marking on schemes that was being applied in Mauritius. You know what this remind me. This remind me of the song – *mo billet – to pa conten moi mai to conten mo larzen*. Youth would understand what I mean on that matter. Yes, Mr Chairperson, Sir.

(Interruptions)

This is unparliamentary. I would be kick off by the Chairperson.

A matter that concern you, Mr Chairperson, and all of us here to show incoherence.

I refer to paragraph 176 of the Discours Programme 2022, 2027. See what is said. I know and the credit goes to you in sense that you were taking as a dada to concretise this project. I am speaking about our Regional Assembly House. In the Discours Programme, 176

– “*Afin de donner son prestige et toute sa valeur à cette Assemblée, nous avons décidé que les complexes, les Bois D’Olive situés à Contours Oblasse deviendraient le House of Assembly building de l’Assemblée Régionale de Rodrigues d’ici deux ans.* » I question. It is an affirmation.

Mr Chairperson, when we see the Discours Programme.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, the subject of this motion is the Draft Estimates of Income, Expenditure. As the motion is labelled for the next financial year. There has been extensive debate on the Discours Programme. I do not see the relevancy of going back taking the time of the Assembly unnecessarily, repetitively to go on the Discours Programme. My point of order is that I am inviting the Chair to call this Member, to direct his observations, his speech towards the present motion. Because otherwise, in my motion, in my speech, I will go back to the first budget speech you presented here. It is here. So, we cannot go back on ...

Mr Chairperson: Chief Commissioner, I got your point and the Member is a senior member of this Assembly. He knows perfectly that I am looking at the watch. How much you leave? I think you have eight minutes on what you agreed. Take your time and the clock is here.

Mr Lisette: I am sure of your indulgence on the matter. Now, Mr Chairperson, *puisque dans le Discours Programme s’est mentionné encore une fois par rapport à paragraphe 28* – now I am mentioning the budget speech itself at paragraph 28 – where there is some sort of uncertainty. It is uncertain, otherwise, it would have been specified clearly. We are going ahead with the construction of the RRA House at Bois D’Olive. Now, in the budget speech we see that there is uncertainty, Mr Chairperson, Sir. And, they are saying that all these, they term this as diversity – *unite dans la diversité. Non, M. le président.* These are pure cases of complete chaos. These are pure cases of lack of collective responsibility to the eye of the population and this is why the population has a very low self-esteem, a very low esteem, a very low confidence and very low expectation of this government. This is why, Mr Chairperson.

And, on an efficient note, Mr Chairperson, I will propose something about the market fair that is to be constructed at Corail Petite Butte. In general, when I look at the project, it is worthy enough in the sense that it is going to provide a market place for women, if I understand the gist of the project but I believe that if these women are provided with two or three days per week to sell their products at Grand La Fouche Corail market then they are going to have more visibility and a better catchment area especially when people are moving towards the airport.

So, I would invite the Commissioner, I think that it is the Commissioner for Women who will piloting that project. I will invite her to have a second thought of what I have said on this project, Mr Chairperson.

I come, Mr Chairperson, to the water sector and to start with I am going to quote what the Chief Commissioner said in the budget speech while he was summing up last year. See what he said, *c'était envoyé à mon encontre, M. le président*. At summing up : « *C'est aberrant, M. le président. Aujourd'hui, qu'est-ce qu'il invente ? Il invente un nouveau Notre Père pour venir dire la solution, c'est le Rs 1 milliard de Mauritius Investment Corporation Ltd (MIC). La solution, c'est dessalement.* » He was attacking me. Et plus loin dans le même discours, il disait : « *L'eau c'est notre priorité. L'argent qu'il a parlé du MIC, on n'est pas obligé d'accepter. On étudie la formule et on va voir après les consultations qu'elle position nous allons adopter.* » My question to the Chief Commissioner is: Quel Notre Père est-il venu mettre dans son discours pour le présent budget. C'est le Notre Père, c'est dans l'OPR.

(Interruptions)

The Chief Commissioner: I do not think in a 95% country where there is Roman Catholic, the church is respected that – what you say, Mr Chairperson, Sir...

(Interruptions)

This is a shame for what is being called...

(Interruptions)

Mr Chairperson: Have you finished with your point of order?

The Chief Commissioner: Not yet.

Mr Chairperson: Okay, go on.

The Chief Commissioner: So, I do not think that it is appropriate, ethical and *respectueux* towards the Catholic Church to bring the Notre Père into the debates here and to try to score point. This is cheap.

Mr Chairperson: Time is going. Respected Member, you can just remove this and continue with your speech.

(Interruptions)

Mr Chairperson: I am sorry. Yes, come here and do not mix religion with what we are doing here.

Mr Lisette: Yes, Mr Chairperson, but he used in his summing up *le terme Notre Père*. Okay, I am removing it.

Mr Chairperson: You are going against my ruling.

Mr Lisette: I move forward, sorry, okay I move forward. Now I read paragraph 40 of this budget speech: “*M. le président, durant la prochaine année financière nous allons implémenter les projets suivant dans le secteur de l’eau :*

- *La construction d’unités de dessalement supplémentaires d’une capacité de production journalière de 3,500 mètres cube d’eau a Pointe Coton avec les infrastructures nécessaires au cout de Rs 540 M de la MIC, [...] »*

This is in the budget speech and my question is: how do you reconcile this with what the Chief Commissioner used to say? How do you explain this to your partner the MIR? Yes, how, Mr Chairperson? *C’est pourquoi, M. le président*, I am going to elaborate on the question of MIC system, which is very important. This is why we did not participate in the ‘Assises de l’Eau’, on this precise position because *avant tout c’est donné un grand coup de pied dans l’eau, première chose. Deuxième*, with the BLRI report, which was already submitted to the Executive Council over the Commission for Water Resources, all the action plans were clearly marked. Clearly marked, Mr Chairperson! And, it was simply an invitation or simply an eyewash to invite us to give legitimacy to his water policy which he did not have when he came in office. This is why I am going to question the Chief Commissioner. Will he be in a position to explain to this House what is the market difference in his policy as regards to the money to be taken by the RPUC or by his commission with the MIC to invest in the water sector, in the desalination plant.

I remember we had a financial feasibility report dated January 2022, the House need to know what we propose and I want to know what other proposal or additional proposal the Chief Commissioner will be coming with as regards to that sector, as regards to the use of the Rs 1 milliard de l’année.

M. le président, it is said in that feasibility study and I expect an answer from the Chief Commissioner on the matter. The CAPEX cost of a desalination plant and the renewable energy farm is significant and this may deter potential bidders. To mitigate such a risk, the RRA has approached the Mauritius Investment Corporation to subscribe to renewable preference shares in their RPUC. The proceed of the preference shares will be used to finance the CAPEX, this means the Capital Expenditure requirements of the project up to a maximum of Rs 1 billion.

This is where we start. This is where we start and I am not going to reveal figures in the House. It was also calculated what will be the cost of 1 m³ of water that will be sold to the RPUC. It is detailed here, Mr Chairperson. It was also calculated what is the expected fund to be returned to the MIC upon concretisation of this project annually for the reduction of the preference shares and to subsidise RPUC. This is what we did. And, I am asking the Chief Commissioner, you come to explain to this House how different is your project of MIC, RPUC, different from that of what you decide? I want to know about this, Mr Chairperson. And, I told them when I read the budget speech, Mr Chairperson, there is something which is clearly missing and which is very, very important, in the sense that, we know if we are to increase the capacity of the desalination, the CEB capacity will not be able to uphold it these days. So, this is why what we have proposed in the feasibility study, we have proposed also a possibility of different grid in terms of energy used, in terms of pure grid from CEB, a hybrid grid or a solar grid, this means, a purely renewable source which, of course, will go in line with the green destination of the Commissioner for Tourism.

Mr Chairperson: This is why I am giving you, I am candid enough, five minutes to conclude your speech.

Mr Lisette: Thank you, Mr Chairperson. So, I want to know on the matter and I want to know also if there will be an incorporation of renewable energy with the Rs 540 m. that is going to be invested in the project soon? The population need to know, Mr Chairperson.

Yes, very, very, important. So, this is why we should not try to fool the population for, like Bob Marley says: “You can fool some people some time but you cannot fool all people all the times.” On the water sector, maybe I am not going to go for the infrastructural sector but I am going to spend my time on the water sector.

On the water sector, I question the decision of the Chief Commissioner about the setting up of the total 3500 m³ at Pointe Coton. You know why? Because we have infrastructures which are already available at Caverne Bouteille, which can produce up to 2000 m³ of water if we install the necessary equipment. And, the thing is that at Caverne Bouteille, when we desalinate water, we desalinate brackish water and the brine which is produced it is less saline than sea water. I think the concentration is about 35,000 ppm as compared to 55,000 ppm for salt water. This is why, you will see that the brine discharge is found only 15 mètres away. Because instead of adding brine to the sea, we are adding diluted salt water, in that you are diluting the sea. So, as a judicious decision on the matter, it is preferable that we exploit Caverne Bouteille where there is going to be less impact on the environment. And, of course, there is also the *conduit* of water from Caverne Bouteille that can go up from Vangasail to

Montagne Cabris and from Montagne Cabris it can go to Plaine Mao. Where do you want the water to be? We are taking water from Pointe Coton to Plaine Mao while they can take the water from Caverne Bouteille with existing infrastructures that does not require any additional expenses. They can take the water from Caverne Bouteille through Montagne Cabris through Plaine Mao for distribution, Mr Chairperson, Sir.

These are matters that need to be considered and I see also that there has been the elimination of an important project which would have been used as a pilot water network whose design was already finalised and the design for Montagne Goyaves to Baladirou, which will become *“ene place kot pe émerger”*. We have taken such places in Rodrigues. We have the places of Mourouk. If we see the *morcellement* there and then you see Baladirou, with the coming up of the Technopark. This is why we decided to set a pilot water network with the possibility of setting the distribution under pump pressure. Because as the network of Rodrigues stands now, it is impossible to make distribution of water by pressure pump system, because it is going to crash everything. Everything has to be changed. This is what you mentioned in your speech – *c’est complexe*. I understand the complexity of the system. This is why it has to be done. It has to be done in phases and, of course, Mr Chairperson.

Mr Chairperson, I know that may be I am... and I apologise for that. I think that I will end here just to come to the conclusion, Mr Chairperson.

Mr Chairperson: You have only one minute.

Mr Lisette: One minute, yes. I will remind for yesterday when Mr Baptiste gave an advice to the members on the other side, there was a nice and naughty joke. I will remind them for my conclusion for the call of the *recadrage*, what their group member Tolbize through... during the debate of on the motion of no confidence in January last, I quote:

“We must not forget that the people of Rodrigues gave us a straight forward mandate for the government to bring changes to Rodrigues. But today we must be true to ourselves and admit that our people are suffering and are losing faith on us. Some are even regretting their votes, there is a sort of immodesty and disdain which is ... and it is important that we correct the shot.”, unquote, Mr Chairperson.

And, I end it here. Thank you very much.

(Applause)

The Deputy Chief Commissioner: Merci, M. le président,

Mr Chairperson: Microphone, please.

The Deputy Chief Commissioner: Merci, de m'avoir donné l'occasion de parler, de participer à ce débat. Tout d'abord j'aimerais féliciter le Chef commissaire pour ce budget. Ce budget qui est qualifié par beaucoup de personne comme un budget qui est réaliste, réalisable et en même temps qui répond à l'attente de la population. Il fallait voir, que ce soit sur Facebook, que ce soit aussi sur les plages, c'était un vendredi, et aussi nous avons reçu beaucoup de coup de fil des gens qui était très content de dire au moins il y a eu une rupture au moins il y a eu un changement et surtout un changement de direction par rapport a tous ceux qui sont venus de ce côté de la Chambre promettre des choses et qui n'ont pas pu tenir leurs promesses, M. le président.

Il y a quelqu'un même qui m'a dit, le lendemain samedi, il m'a dit : « *kot zot ine gagne tou sa lidé la hein ?* » il y a aussi quelqu'un qui a dit sur Facebook : « *mo la croix ine fer moi di bien.* » M. le président. Il y a quelqu'un qui a dit, par exemple, maintenant je vais prendre dix minutes pour sortir de chez moi pour aller travailler en passant par la route de Songes, M. le président. Il y a certainement un *feel good factor* parmi les jeunes, parmi les moins jeunes et aussi parmi les plus âgées. Il y a aussi, M. le président, des enfants qui sont là aujourd'hui, ils sont aussi contents et rassurer, M. le président, que s'ils vont à Maurice étudier ils auront un billet retour pour venir voir leurs parents et aussi fêter les fins d'année. Ma collègue, si elle me permet, Christiane m'a dit – c'est vrai, elle a passé trois ans à Maurice parce que c'était difficile pour elle de revenir voir ces parents tous les ans. C'est ça, M. le président, prendre des décisions, c'est ça passer de la parole aux actes, c'est ça la rupture avec le passé, M. le président.

Je vais cependant, avant de faire mon discours, de répondre à monsieur le respecté Membre, qui est mon ami, Nicolson Lisette. Il a parlé de *facing the reality*. Comme si c'est maintenant que nous faisons face à la réalité. Mais c'est la raison pour laquelle nous avons participé à une élection pour être élu pour venir ici, justement. Pour venir faire face à cette réalité que vous nous avez légué. A cette réalité que malheureusement, pendant 10 ans, et moi je le dis, M. le président, haut et fort, dans chaque forum que je peux le faire. Je fais mention de la façon, de la faciliter dont on dirigeait le pays de 2006 à 2012 comparer à maintenant. Certes, c'est difficile. Parce qu'il y a eu 10 ans de disette. Il y a eu un traverser du désert, M. le président. Qu'en est-il, par exemple, vous avez parlé de réalisation, les membres ont parlé de tous ces réalisations, qu'en est-il du terrain de Roche Bon Dieu ? Hein ! C'est ça notre réalité aujourd'hui. Qu'en est-il de la promesse *delo ene fois par semaine*. C'est ça notre réalité, M. le président, aujourd'hui.

(Applause)

Qu'en-est-il de l'aéroport, c'est ça notre réalité, M. le président. SIDPR, emplois pour les jeunes, etcetera, etcetera, M. le président. C'est cette réalité que nous faisons face aujourd'hui. C'est à cause de vous, à cause de vous, M. le président, à cause de ceux qui sont... Et autre chose il a dit, que nous avons fait un *shopping list*. Il est très mal placé pour venir parler de *shopping list*. C'est pour nous accuser d'avoir fait un *shopping list*, c'est-à-dire, que dans le passé vous aussi vous avez fait des *shopping list*. *Bagatelle toutes les semaines*, M. le président. C'est aussi je dirais, M. le président, concernant le *shopping list*, c'est insulté les fonctionnaires. Il faut faire attention. Vous êtes en train d'insulter les fonctionnaires. Vous avez l'habitude de le faire.

(Interruptions)

Vous avez été même à l'ICAC. Vous avez même été la dernière fois-là, à la Police à cause du bois Santal. C'est votre habitude ça. Vous avez l'habitude de faire ça. Et cette réalité, c'est ça, M. le président, vous parlez d'aimer les Rodriguais, c'est lui dire la vérité. Allez lui dire la réalité que nous de ce côté-ci de la Chambre, nous avons hérité, M. le président. Allez leur dire. Et, osez leur dire. Osez dire à ces enfants qui sont devant nous aujourd'hui, ces jeunes quels est l'héritage que ce gouvernement, l'Alliance Libération nous avons hérité, M. le président. Et, autre chose, il a parlé de subside sur le fret. Oui, on ne peut pas venir ici *disclose* tous ce qu'on a discuté avec le Ministre des Finances. Il y a eu des discussions, certes, oui. Mais j'aimerais poser la question au Membre et à ceux qui sont de l'autre côté. Lorsqu'il y a eu la consultation, je me rappelle, c'était un samedi, je crois, non ? Où est-ce que vous étiez ? Où est-ce que vous étiez en tant que Rodriguais, en tant qu'élus, ou est-ce que vous étiez, M. le président ? Où est-ce qu'ils étaient ? Où est-ce que vous étiez, M. le président ? où est-ce qu'ils étaient ? Où est le PPS ? Le PPS, oui il était là, je crois. Où était le membre Léopold ? Le membre Léopold. Oui, ce n'est pas vous. L'Honorable Membre Buisson Léopold. Lui, il peut aller au parlement pour poser des questions concernant le fret. Est-ce qu'il la fait ? Est-ce qu'il la fait en tant Rodriguais ? Mais vous venez parler, vous venez dire des choses, on vous donne la réponse, M. le président. Vous parlez de *cost of living*, *etcetera*, *etcetera*. *Cost of living*. Ils ne peuvent pas poser la question, parce que vous savez pourquoi, M. le président ? Parce qu'eux ils sont dans leurs *comfort zone* – *dé la paye par mois*. Et ça aussi, on va voir, au niveau de la REDCO. Il faudra voir, soit vous voulez faire de la politique, soit vous voulez être enseignant. C'est important, parce que vous vous êtes dans le confort zone, il n'y a pas de problème pour aller de... Il y a le membre Ramdally qui a parlé hier le panier du consommateur. Spéville ? Spéville a parlé de ça.

(Interruptions)

Monsieur Spéville vous avez deux payes ? Non, mais c'est une réalité, il faut dire.

(Interruptions)

M. le président, en parlant de véhicule. Le nombre de véhicule sur nos routes, M. le président. Le nombre de véhicule, mais il y a eu, M. le président. Bien sûr, on a enlevé la loi. Eux-mêmes, ils ont enlevé la loi sept ans pour venir dix ans mais nous on s'est dit, et là, on a tenu promesse, on s'est dit, mais pourquoi est-ce que vous-même vous avez vu que ce n'est pas bon. La loi sept ans. Vous changez pour venir faire 10 ans et après vous venez nous dire lorsqu'on retire cette loi, nous avons mal fait. Quel est le problème ? Quel est le problème, M. le président ? *Kot noun foté ? Kot noun foté ?* On a enlevé la loi mais c'est tout. Après, M. le président, est-ce qu'il y a des embouteillages monstres sur la route ? Non, les Rodriguais maintenant ils sont malins et disciplines aussi en même temps. S'ils veulent faire des dépenses, les investissements, ils le font judicieusement et ça, nous apprécions, M. le président. Il a parlé de *housing*. Je vais revenir là-dessus. Vous savez, M. le président, ce qui est dommage, je vais revenir là-dessus, c'est que maintenant, les *housing units* que le membre Baptiste, il a donné à des soi-disant bénéficiaires sont aujourd'hui des campements. Est-ce qu'il peut le nier, M. le président ? *'Housing unit vine campement, M. le président!'* Et c'est ça, la différence et c'est ce qu'on veut changer, nous, au sein de ce gouvernement. Allez voir. Allez voir, allez sur le terrain et allez voir. Les gens, ils en font de ce *housing unit*, leur campement, M. le président. M. le président, Bois D'Olive. Il a parlé de Bois D'Olive. Oui, nous avons dit à l'époque, on allait prendre le Bois D'Olive pour faire le Parlement. Et puis, on a eu le Mont Venus. Il faut être flexible.

Un des traits très importants d'un manager, c'est qu'il faut être flexible. Et là, on est en train de voir si on peut faire le *House of Assembly* à Mont Venus. Et aussi, qu'est-ce qu'il disait dans le passé ? On va faire le *technopark* dans Mont Venus, technopole. On avait pris note nous aussi, la dernière fois. Technopole ou bien *technopark*, allez, peu importe, M. le président. Après, qu'est-ce qui s'est passé ? Ils ont vendu ! Vous avez vendu un bien, un site historique à une tierce personne ? Vous avez vendu le Mont Venus ? Ils l'ont vendu, M. le président ! Au lieu de récupérer. Et nous, nous sommes venus en 2022, nous avons dit on va récupérer. Et je me rappelle bien, je disais au Chef commissaire, «*Mo pas dakor. Il faut que Mont Venus revienne aux Rodriguais.*» Et nous l'avons fait, M. le président.

(Applause)

The Deputy Chief Commissioner: Et peut-être, bientôt, ces enfants-là, nous, tout le monde, nous allons nous retrouver là-bas dans un avenir très proche dans le *House of Assembly*. Nous avons aussi des compagnies qui ont en fait leurs sièges. Très bien. Mais nous utilisons ce site à bon escient pour les Rodriguais et par les Rodriguais, M. le président. Il a parlé de chaos. Il a parlé de Caverne Bouteille. Il a parlé de *renewable energy*. Mais est-ce qu'il sait, M. le président, qu'à Caverne Bouteille, il y a un *solar farm* à ras de terre que lui-même à son époque, il avait fait installé? Ça ne marche plus, ça ne marche pas et ça ne peut pas marcher parce que c'est à ras de terre. Je ne sais pas qui c'est qui est venu faire ça. Ni ramper. On ne peut pas. Les techniciens sont venus la dernière fois.

Nous avons pris notre responsabilité, on s'est dit, «Ecoutez, allez voir si on peut revoir et refaire marcher ce *solar farm*.» Ils nous disent qu'ils ne savent pas qui c'est qui est venu mettre cette technologie-là ici. Finalement, on doit revoir. On doit peut-être les enlever et les replacer, M. le président. Ça aussi, c'est l'héritage que nous avons eu, M. le président. La *Minority Leader* a parlé de perte d'emploi. C'est la première fois que les gens perdent de l'emploi à Rodrigues lorsque nous avons pris le pouvoir. Sachant qu'ils ont fermé la RPUC, ils ont fermé le *Rodrigues Housing Company Ltd. Water Company*, ils ont fermé et cetera. Et il y avait une tentative aussi à l'époque de fermer RodClean. Tentative de fermer RodClean. Mais il y a quelqu'un qui a dit, «*Si zot fer sa, Rodrigues pousse nou tou*». Ça a été l'importance de RodClean. Ça aussi, ils ont osé, M. le président, venir essayer. Manques d'éducateurs, prix des produits en hausse. Elle a aussi parlé de «*ki sanla ki responsable*». Oui, vous êtes responsables. Oui, vous êtes responsables.

(Interruptions)

Au coût de trois ans ou quatre ans, vous pouvez nous poser la même question '*ki sanla ki responsable*'. Mais maintenant, il y a trop de chaos. Vous avez laissé trop de chaos comme héritage que malheureusement, M. le président, nous devons... vous en êtes toujours responsables. Elle a parlé de RodClean. Bien sûr, on va prendre des travailleurs de RodClean, là, oui. Problème de budget, bien sûr. Elle a parlé de bailleurs de fonds avec beaucoup de nostalgie, des bailleurs de fonds qui devaient venir financer l'aéroport. L'abattoir et cetera. Lycée agricole de Saint Gabriel, je pose la question. Elle a parlé de lycée agricole de Saint Gabriel. Combien d'argent vous avez dépensé concernant le lycée agricole de Saint Gabriel? Et s'il vous plaît, M. le président, l'accord, vous savez c'était signé en quelle devise? L'accord était signé en Euro. *Nou, nou servi roupie, li signe en Euro li*. Et combien Rodrigues a bénéficié de ce centre, de ce lycée agricole? Je pose la question à tout le monde.

Combien de Rodriguais, après avoir été au lycée agricole, a pu faire son jardin et cetera? Zéro. C'est maintenant que nous, j'en ai parlé au Chef commissaire, c'est nous qui allons aider ces jeunes qui ont été là-bas pour les accompagner à vraiment mettre en pratique ce qu'eux, ils ont aussi acquis là-bas. Autre chose. Reforme à faire de l'artisanat et cetera. Limon. Elle a parlé d'essence de limon, M. le président. Hier, non, mais je.... Peut-être oui, *okay*. Limon. Essence de limon. Pourquoi elle n'a pas parlé justement? Pourquoi est-ce qu'elle n'a pas parlé de limon, hier? Vous savez pourquoi elle n'a pas parlé d'essence de limon ? Parce qu'il y a quelqu'un qui est venu à Rodrigues, qui les a roulés d'ailleurs, qui les a roulés. Ce monsieur s'appelle... voilà. Qui les a roulés et ce monsieur, M. le président, est en train d'extraire l'huile essentielle de limon à Maurice à Goodlands à froid. Allez, mettez à chaud. *'Aller pas fer narnien.'*

(Interruptions)

'Pas fer narnien kem li à chaud.' Mais ce monsieur, M. le président, je reprends, est en train d'extraire l'huile essentielle de limon de Rodrigues à Goodlands! Qui c'est qui a protégé le limon de Rodrigues? Est-ce que vous avez déposé par exemple, le limon de Rodrigues, est-ce que vous avez protégé le limon de Rodrigues? Si oui, mais pourquoi est-ce que ce monsieur, il prend notre limon ici, il emmène à Maurice et puis... Je ne connais pas le dossier mais je sais qu'il y a un monsieur *'ki pren nou limon pou nou à Rodrigues'* et qui les a roulés et qui extrait l'essence de limon à Maurice. Est-ce qu'on peut autoriser des gens à venir prendre nos ressources uniques qui est prisées par tout le monde, tous les touristes, M. le président et aller ailleurs avec ça?

Ça, c'est l'erreur. Ça, c'est un chaos. C'est ça, le problème. Et entre temps, qu'est-ce qui se passe, M. le président? L'usine de limon à Graviers est fermée. Et puis, vous dites que vous êtes de l'autre côté parce que qu'est-ce qu'on a fait, je ne sais pas quoi, l'estime de la population vis-à-vis de nous a baissé. Mais lorsqu'on leur explique, M. le président, ils comprennent. Ils comprennent pourquoi ils ont fait l'effort, ils ont cru au changement et le changement est là et le changement va continuer, M. le président. Et ils disent aussi est-ce que c'est ça l'autonomie? Elle a posé la question. L'autonomie, c'est ça? Oui! Mais est-ce que l'autonomie, c'est ça, quelqu'un qui l'utilise, quelqu'un qui utilise nos produits à la place de nous-même, M. le président?

On pose la question de quelle autonomie elle parle, M. le président. Alors, la membre Roussety a parlé de mur de soutènement. Elle a parlé de Pavé La Bonté, oui. Vous avez, c'est vrai, commencé à faire un travail, d'ailleurs que je considère d'électoraliste. Vous avez été là-

bas pour casser un chantier et promettre à des gens à la veille des élections. Et là aussi, je pose la question au membre, respecté membre Lisette, pourquoi à la veille des élections? Il était là pendant cinq ans. Pourquoi la veille des élections, il a été à Pavé La Bonté pour casser ce chemin-là? Donc, comme dit quelqu'un, «Toi, tu rêves; moi, je réalise.» Donc, on va réaliser le projet, bien sûr et vous allez rêver, bien sûr. Madame la respecté membre, on va réaliser le projet. On a déjà fait les murs de soutènement. J'ai déjà donné l'ordre à ce qu'on fasse la route qui mène vers Pavé La Bonté qui est longue de 300 mètres.

Donc, on va le faire. Vous pouvez aller leur dire que bientôt, ils auront leur route, M. le président. Bien sûr parce que nous sommes des gens responsables. Alors, le projet de sel à Plaine Corail. Le projet poule locale. Où est le projet de poule locale ? Vous avez parlé de coût de la vie. Oui, coût de la vie chère. Mais il y avait des projets, vous n'avez pas fait, M. le président. M. Baptiste nous dit qu'il y a un gouvernement d'inaction, nous sommes un gouvernement d'inaction. Est-ce que lui, il peut nous dire, il peut me répondre par exemple, pourquoi il n'a rien fait pour résoudre le problème de dépôt à Roche Bon Dieu lorsqu'il était dans le Conseil exécutif? Pourquoi ? Pourquoi est-ce que le...

Je n'ai pas encore commencé mon discours. Pourquoi est-ce qu'il n'a rien fait? Un gouvernement d'inaction, qui c'est qui a emmené la première fois les Bangladais à Rodrigues? Qui c'est qui l'a fait, M. le président? C'était sous la direction de Monsieur Baptiste à l'époque. Un jour, quelqu'un nous appelle de l'aéroport, il nous dit, «*Les Rodriguais sont dehors, les Bangladais sont en dedans.*» On a été là-bas voire si c'est vrai. Les Rodriguais étaient dehors. Et c'était vrai, ils étaient dehors. Pas d'accès dans l'enceinte de l'aéroport. C'était les Bangladais qui tapaient à l'époque. C'était des manœuvres comme on dit en créole, '*manœuvre maçon*'. Et les Rodriguais étaient dehors.

M. le président, ça. M. le président, je vais maintenant commencer mon discours si vous me le permettez. Et puis, on *break*.

Mr Chairperson: Okay. Let us break for one hour.

At 12.44 p.m. the sitting was suspended.

On resuming at 1.49 p.m. with the Chairperson in the Chair.

Mr Chairperson: Be seated.

MOTION

SUSPENSION OF S.O. 9 (3)

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, with your permission, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of Standing Order 9 (3). Thank you.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, thank you, Mr Chairperson, Sir.

M. le président, en tant que Commissaire des infrastructures publiques, je suis très préoccupé par le développement des infrastructures de l'île qui comprend la construction des nouvelles routes et l'amélioration de l'accès et d'autres installations essentielles telles que l'éclairage public, les arrêts d'autobus, les arrêts de bus, voilà, les parkings et d'autres infrastructures autour de l'île. M. le président, par conséquent, l'étude et l'analyse des infrastructures qui soutiennent directement des activités productives pour la circulation des biens ou encore celles qui permettent de développer le capital humain s'impose au gouvernement. M. le président, je vais maintenant parler un peu des réalisations de la Commission pendant cette année financière écoulée, 2022/2023 qui je tiens à le signaler, on a quand même deux/trois mois à terminer les projets qu'il y a en cours.

Donc, maintenant, nous avons la construction de nos routes d'accès à Baie Lascars, Grenade et Mont Lubin, construction de la route de Patate Théophile à Anse Ali Phase I et II, construction de la route de Citron Donis, Anse Raffin Phase I et asphaltage de la route existante à partir de la jonction de Grand La Fouche Corail, La Ferme, construction d'un parking pour bus et une aire de stationnement à La Ferme, construction de neuf abribus et remplacement des ampoules et cetera. Donc, un ordre de travaux a aussi été mis pour les projets suivants:

Construction de la route de Citron Donis à Anse Raffin Phase II

Installation des facilités de stationnement à la fontaine publique de Maréchal et aussi d'autres fontaines publiques à travers l'île :

- Construction de la route de Terre Rouge à Vanguard
- Construction de la route de...

(Bientôt ce sera au tour de La Ferme jusqu'à Maréchal et cetera, M. le président.)

- Reasphaltage du parcours de Montagne Malgache à Port Sud-Est.
- L'asphaltage de la route de l'école pré-primaire de Cardinal à Pointe La Gueule ; et aussi
- reasphaltage de la route de Baie Lascars à l'hôpital de Crève-Cœur, M. le président.

Donc, ça, ce sont des projets qui sont en cours et bien sûr, notre budget concernant la route a aussi connu une augmentation. C'est-à-dire, passant de Rs120 millions à Rs155 millions qui prévoit une augmentation de Rs35 millions pour cette année financière. M. le président, je tiens aussi à faire savoir que la Commission, nous tenons à cœur aussi la distribution des biens et je prends la parole du membre Agathe qui a dit hier nous faisons des discriminations. Il a dit le terme. Des divisions. Division au sein de la population. Mais laissez-moi le rassurer. C'est que nous faisons la route. C'est la raison pour laquelle hier, j'étais un peu agacé. Où nous faisons la route de Patate Théophile.

Mais cette route-là, M. le président, il y a un morcellement là-bas, à peu près d'une centaine de portion de terrain. Mais ces gens-là étaient dans la misère, misère profonde et nous sommes venus, nous, nous avons... Et en passant, nous les avons promis qu'on allait faire cette route et nous le faisons. Je ne comprends pas pourquoi vous venez nous dire maintenant qu'on est en train de créer de la division. Ça, c'est région 6. Région 4, bien sûr, on va faire reasphaltage de la route de Pavé La Bonté. Il y a Pavé La Bonté. Il y a aussi Baie aux Huitres jusqu'à l'Accacia. Il y a d'autres endroits encore. Il y a aussi la route de Songes.

Cette route de Songes, M. le président, alors, j'ai fait une étude, une petite calcul suite à la question B/5 de la session parlementaire juste avant la présentation du budget. Donc, le membre Lisette a posé la question. Vous savez combien d'argent ils ont dépensé, M. le président, pour faire un tronçon de route de 1.96 km? Rs83 millions. Bien sûr avec les drains, et cetera. Nous, vous savez combien on a dépensé pour faire 2.4 km sortant de Songes à Anse Raffin? Rs22 millions. La différence est énorme, M. le président. C'est la raison pour laquelle nous, nous avons pris la décision. Qu'est-ce qui est important ? C'est la route. Et nous, nous n'avons pas d'argent, qu'est-ce qu'on fait? On est un gouvernement responsable. Il faut optimiser nos ressources. C'est un exemple flagrant où nous en tant que politicien responsable, nous avons eu *value for money*. 2.4 km pour seulement Rs22 millions.

Mais c'est vrai qu'aussi, la route est en bon état et il fallait juste faire l'enrober. Bien sûr, on va venir après, M. le président, avec les drains mais ajouté à cela, nous nous embarquons

sur un projet de faire une piste cyclable. Donc, il y aura aussi à la fin du projet, une piste cyclable sur toutes les côtes de Rodrigues et qui va être aussi utilisée pour les... il y a aussi le côté piéton et piste cyclable en même temps qui va donner de la valeur mais tout en gardant le cachet Rodriguais tout en ne pas détruire l'environnement. Parce que c'est vrai, la maçonnerie, je comprends que c'est important pour retenir vraiment la route mais il ne faut pas non plus trop faire de maçonnerie parce que ça défigure le paysage de Rodrigues, le cachet naturel de l'île. Je sais aussi qu'aussi, les gens, surtout les '*maçon roche*', ils gagnent leur vie.

Mais laissez-moi rassurer la Chambre, M. le président, qu'il y a d'autres endroits, pas forcément sur les routes; il y a d'autres endroits qu'on doit faire les maçonneries pour pouvoir soutenir les terrains et aussi faire des terrassements, M. le président. Donc, je sais que le membre a dit dans une conférence de presse, «*Mo la route, so la route. Gette mo la route, apré gette so la route.*» Mais j'ai en mémoire, là, cette route de Montagne Charlot. Voilà, la route de... sa route. Et nous l'avons dit à l'époque, «*Fer attention.*» Cette route-là, il faut faire attention. Il y a même eu des drains. Il a parlé des drains, il faut faire des drains. Oui! La route de Montagne Charlot, il y a eu des drains. Regardez. Fissure.

Le lendemain, on a été voir, la route était fermée. On a posé la question pourquoi. '*La route ine vine sipek, M. le président*' parce qu'il y a eu problème de conception et ils ont dû dépenser combien, M. le président ? Rs7 millions. Pas forcément la Commission mais le contracteur a dû dépenser Rs7 millions parce qu'ils ont mal pris la décision d'aller de l'avant avec cette route. Nous, nous allons faire des routes simples. Par exemple, la route de Montagne Tonnerre allant vers Allée Tamarin, nous allons faire des routes simples. *Curb*, route rurale qu'on appelle, *curb* tranquille. S'il faut faire un drain, on va faire un drain mais sans faire des grosses maçonneries sur ces routes, M. le président.

Donc, nous allons venir aussi avec cette route. Il y a aussi d'autres routes qu'on va faire, M. le président. Il y a cette route de Citron Donis allant vers Anse Raffin. Ça, M. le président, ça, M. Agathe, il a dit hier que nous créons de la division. Ça, c'est créer de la division et ça vous a coûté une région. Pourquoi, M. le président? Lorsqu'on a quitté le pouvoir en 2012 jusqu'à dans 2022, 10 ans après, ils n'ont rien fait pour cette route, M. le président, quoique c'est une route importante. C'est une route stratégique, M. le président, je dirais. Qu'est-ce qu'ils ont fait? Ils n'ont rien fait et le membre hier, il a dit, il s'est exprimé, je comprends, je respecte, que nous créons de la division. Non, ça, ce n'est pas de la division. Au contraire, on revoit les projets. C'est une autre approche. C'est une autre façon de revoir les projets.

Bien sûr, les gens par exemple, de St François, Montagne Cabris, oui, je vais les voir, je vais aller leur expliquer pour leur dire, voilà, ça va venir. On va compléter leur route mais il faut aussi, on a aussi d'autres priorités. Il faut donner la chance à tout le monde d'avoir une bonne route. Il y a aussi cette route qui va relier, très important, relier Dans Corail à Maréchal. Cette route qui va passer derrière dans Cité Montagne Cabris Ouest pour aller vis-à-vis de Fazenda. C'est une route très importante, parce que ça va décongestionner Grand La Fouche Corail, l'axe Grand La Fouche Corail. Donc, on va miser sur ces types de routes, M. le président. On va beaucoup miser sur ce type de route qui va aider à garantir la fluidité du trafic à Rodrigues.

Donc, c'est une autre approche. C'est une autre façon de faire les choses. Mais soyez rassuré, nous allons voir dans tous les endroits de l'île. Si vous avez bien sûr, des suggestions, dites-nous. On va aussi voir. Comme pour la route de Pavé La Bonté, M. le président, c'est une route qu'on a donné priorité. Bien sûr, je viens de parler à mon DH et on va certainement faire cette route avant la fin de l'année financière, M. le président. A La Ferme, combien de temps ils ont laissé ce parking à côté de l'hôpital? Il y a un hôpital, il y a la poussière. Mais ce n'est pas possible, M. le président. Il fallait faire quelque chose. Nous sommes venus, nous l'avons fait. Nous avons mis des abribus. Nous avons élargi la route. Donc, c'est important. Autre chose très important concernant la sécurité routière, M. le président.

Devant les écoles, j'en ai parlé la dernière fois au Parlement. Devant les écoles, c'est impératif de faire des projets, de faire des *dropping points*, M. le président, et on va le faire et bien sûr, avec l'aide de la Commission. Donc, voilà ce qui concerne la construction des routes à Rodrigues. Et comme je vous dis, M. le président, nous allons bien sûr, faire de notre mieux pour pouvoir aider et garder la fluidité des trafics à Rodrigues. *Housing Units*. Alors, qu'est-ce qu'on n'a pas dit sur *Housing*? Mais il faut bien comprendre une chose, M. le président. Nous, au sein de cette Assemblée, on a notre vision. On était dehors. Maintenant, nous sommes à l'intérieur. Il y a une chose qu'on a remarqué de plus en plus. Et on avait attiré l'attention.

Vous dites, vous nous donnez des conseils. On vous a donné des conseils, nous aussi mais vous ne nous avez pas écoutés. Je me rappelle, je disais faites attention, vous donnez des maisons à des gens qui sont '*dan bien*' à l'époque. J'utilisais ce terme-là. Vous ratez votre cible et puis, vous dites que Maurice, ils copient sur Rodrigues. Non ! Ils peuvent copier mais eux, ils ont d'autres formules pour les plus démunies. Qu'est-ce que vous aviez prévu à l'époque pour les plus démunies? Ceux qui n'avaient pas de *loan* et c'est là, notre préoccupation, M. le

président. C'est là où il faut doubler l'effort et c'est ce qu'on fait en ce moment. Il faut finir avec ces gens qui ont des problèmes-là avant. Il y a à peu près 400 familles.

Lorsque j'ai pris le dossier, au risque de me répéter, lorsque j'ai pris le dossier, au risque de me répéter, M. le président, il y avait 400 familles qui n'avaient pas de *loan*, que ce soit à la banque, que ce soit aussi au *credit unions*. Ils n'avaient pas de *loan*. Et c'est ce qu'on fait en ce moment. On donne, oui, bien sûr. Vous dites qu'il y a des maisons pas encore terminées. Oui, bien sûr et ces gens, ils prennent, ils le font à leur propre rythme. C'est la raison pour laquelle, M. le président, le budget de *housing* a augmenté. Parce que nous pensons aider beaucoup plus de monde. En même temps, en parallèle, nous avons aussi la RodPro. On a mis de l'argent cette année-ci pour que la RodPro soit opérationnelle et il y aura aussi d'autres *schemes*. Et c'est ça, la différence, M. le président. Nous avons un *scheme* pour les plus démunies mais nous aurons aussi un autre *scheme* pour ceux qui peuvent payer, M. le président.

Mais je pose la question, je l'ai mentionné ce matin, M. le président. Combien de maison que le membre Baptiste qui était Commissaire à l'époque, combien de maisons en ce moment sont fermées? Combien de maisons? Allez à Mourouk, vous allez voir. Combien de maisons ont été transformées en campement? Housing Scheme. Allez voir, M. Baptiste! Combien de maisons maintenant, allez voir, sont mal faites et combien de personnes qui sont venues me voir pour me dire, M. le président, '*mo pa pou kav payer, mo la paye ine coupé, pou saisi bientôt*'. Combien de personnes qui avaient leurs petites pensions, des pensions? Et, M. le président, je vous dis une chose, c'est un crime.

Un Commissaire à l'époque de la Sécurité sociale qui d'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, force quelqu'un qui a la petite pension pour subvenir à ses besoins aux besoins de ces enfants, de s'endetter. C'est ça ce que vous voulez? C'est ça que vous voulez qu'on fasse? Nous, non. '*Komen dir ha? Pas pou enan sa la.*' Nous, non. Le problème est profond. Il faudra voir ces gens qui sont vraiment dans le besoin et c'est ce qu'on fait. Ça va prendre du temps, oui. Moi, je leur ai dit vous prenez quand même deux ans mais à la fin, vous aurez une maison qui vous appartiendra. Autre chose. Le directeur de l'audit a attiré l'attention. L'Assemblée régionale de Rodrigues a garanti pour Rs97 millions que ce soit la banque, que ce soit la *credit union*. Si toutes ces personnes-là arrêtent de payer, ce sera à l'Assemblée régionale de continuer à payer.

Alors, comment est-ce qu'on va faire maintenant? Si quelqu'un ne paye pas, la banque saisit la maison, qui c'est qui va mettre cette personne-là dehors? Je vais peut-être appeler M.

Baptiste à ce moment-là pour dire d'aller mettre lui-même ces gens-là dehors parce que c'est son projet et il doit prendre sa responsabilité, M. le président. Comment faire après? *Okay*, la personne part. Est-ce qu'on a résolu le problème? Cette personne-là va partir, va quitter cette maison-là et se retrouvera bien sûr sans maison. Et qui c'est qui va oser connaissant les terres Rodriguais, va oser rentrer dans cette maison-là, M. le président? Vous voyez? Vous avez créé un problème, un gros problème. Vous parlez en superflu mais nous, nous avons regardé ce problème-là en profondeur, en toute réalité.

Oui, il y aura deux *schemes*: un *scheme* pour ceux qui sont démunis, on va les aider et ces gens-là, je vous dis une chose, M. le président. C'est eux qui viennent. Ils écrivent une lettre, ils disent à la Commission, «J'ai l'intention. Oui, je suis intéressé. J'ai l'intention de prendre les matériaux pour construire ma maison et bien sûr, selon les conditions imposées par la Commission. Il faut une demande. Combien de demandes on a ? Et ils ont compris et c'est là où c'est intéressant, M. le président. Ces gens-là, ils ont compris. Ils ont compris qu'à la fin de la journée, le gouvernement à l'époque les forçait à s'endetter au lieu de... Il y a une dame qui m'a dit, M. le président, les samedis, son cousin vient l'aider à construire sa maison. Il s'organise tous les samedis pour monter sa maison, M. le président. Et c'est une très bonne chose pour Rodrigues.

C'est une très bonne chose pour la personne. M. le président, c'est ça, la différence. C'est ça, la réalité que nous faisons face et c'est ça, la réalité que nous voulons changer et en même temps, donner la chance à tout le monde, M. le président. Donc, nous avons donné par exemple, concernant le coulage de la dalle, nous avons donné cette année-ci, M. le président, beaucoup d'argent et aussi, il y a pas mal d'augmentation dans ce budget pour aider ces gens qui veulent couler leur dalle. L'argent dalle, pourquoi est-ce que vous n'avez pas parlé de l'argent dalle? Parce que ce n'est plus un problème, maintenant. La personne vient, nous avons mis un système en place. La personne vient avec tout ce qu'on lui demande, permis de construction et cetera et la personne au bout de quelques mois, la personne a son *grant for casting of slab*.

M. le président, autre chose que nous avons changé dans le *Housing Scheme*. *Elderly Housing Scheme* de l'ancien gouvernement, c'était les bénéficiaires éligibles ont reçu une maison en béton. Je parle des anciens. Une maison en béton et un toit en tôle. Mais pourquoi? Pourquoi est-ce que vous traitez nos aînées comme ça? Pourquoi est-ce que vous leur donnez une maison en béton, '*après tôle la haut*'? Mais pourquoi, M. le président? Qui c'est qui a dit à l'époque '*pas tousse mo bane grand dimoune*'? Il a dit ça ici lorsqu'il était quelque part, là,

'pas tousse mo bane grand dimoune'. Pourquoi est-ce qu'il afflige ce traitement-là à nos 'grand dimoune? Mais nous avons pris la décision. Nous avons dit non. Il faut bien sûr, nous avons dit nous considérons que nos aînés sont des piliers des développements encourus dans l'île.

Et ainsi, avons décidé de prendre soin d'eux durant leur affaiblissement dû à leur âge en leur offrant une maison en béton avec dalle qui se compose des équipements sanitaires de base aussi, M. le président. Donc, nous, on va donner. C'est ça le changement qu'on a apporté à ce *Housing Scheme*. Bien sûr, il y a aussi le *Trust-Fund* qu'on va donner aussi à des gens. Il y a bénéficiaire qui ont aussi eu leurs matériaux de construction. Il y a aussi des bénéficiaires qui ont déjà reçu leurs matériaux. Il y en a qui ont au niveau de la ceinture, bim et cetera. Donc, nous avons fait tout ça, M. le président. Donc, il y a aussi des maisons qui ont été complétées, maison en tôle et tube parce que le membre dit que nous n'avons rien fait. 'Okene lakaz pane fini.' Mais dites-vous bien qu'il y a aussi des maisons qu'on a aussi terminées. Hier, je pense au membre Ramdally qui est venu avec une photo de loin, on voit une structure, on ne sait pas ce que c'est. Soi-disant c'est une maison.

Mais la personne, cette personne-là aurait dû venir à la Commission parce que si le contracteur l'a laissé, parce qu'au fait, toutes les maisons, à l'époque qui étaient construites par les contracteurs, donc, on les a payés, on leur a dit de terminer ces maisons-là. Et je ne comprends pas pourquoi il y a des maisons qui n'ont pas encore été terminées. Donc, si tel est le cas et j'aimerais avoir le nom de cette personne pour pouvoir faire le suivi, M. le président. Alors, M. le président, ce qui concerne l'environnement, l'environnement est très important bien sûr. Je suis aussi responsable de l'environnement. C'est très important pour nous de voir surtout cette année-ci, on mise sur les énergies renouvelables. On va aussi prendre 150 personnes additionnelles, employées additionnelles au sein de la Rodclean. Il faut comprendre, M. le président, que Rodclean est démuni en staff parce que Rodclean prend en charge des écoles, Rodclean prend en charge les nettoyages dans les hôpitaux.

Donc, c'est impératif et c'est la raison pour laquelle cette année-ci, le budget a augmenté pour pouvoir absorber ces jeunes, et ainsi créant de l'emploi pour.... Donc, il y a aussi la mise en opération du *Waste Water Treatment Plant* à Grenade dès qu'on a terminé la construction. Il y a aussi une nouvelle plateforme qu'on est en train de mettre à Grenade pour pouvoir faire le tri des déchets. Il y a aussi l'appel d'offre pour gérer le dépotoir. M. le président, un dépotoir doit être géré. Donc, on va lancer l'appel d'offre pour voir. On ne sait pas combien ça va coûter mais on va bien sûr, voir et aller au conseil pour prendre une décision. Donc, il y

a aussi l'embellissement de notre environnement et cetera. Mais en ce qui concerne les énergies renouvelables, M. le président, nous avons eu une discussion avec la banque mondiale. Nous avons eu des discussions avec l'AFD. Nous avons eu aussi des discussions avec les responsables de *Greening the Island* pour pouvoir faire un plan et bien sûr, pour que Rodrigues puisse être 50% énergie renouvelable d'ici 2030.

Mais je suis sûr que Rodrigues va être 50% avant 2030 parce que nous travaillons vite dans cette direction, M. le président. Et nous travaillons aussi en étroite collaboration avec les autres Commissions. La Commission surtout du tourisme concernant le *Greening the Island Destination*. Donc, qu'est-ce qui se passe? C'est que, M. le président, il y a des *index* qu'on doit respecter et on est en train de travailler là-dessus pour pouvoir satisfaire les critères pour être membres, pour avoir l'accréditation comme un *Greening Island*. Autre chose très importante que le Chef commissaire a aussi mentionné, M. le président, c'est le repas chaud à l'école. Très important, M. le président. J'aimerais dire quelques mots là-dessus. C'est basé sur des chiffres qu'on a eus, M. le président. Vous avez parlé, oui. Vous avez fait ça comme projet pilote.

Mais qu'est-ce que vous avez fait de concret après ça? Après le projet pilote dans cinq écoles, qu'est-ce que vous avez fait? Qu'est-ce qu'ils ont fait, M. le président? Rien. Quoique c'était très important de donner à manger à nos enfants. Quelqu'un l'a dit hier. Donnez aux enfants compote, achard et cetera. Nous, nous sommes venus avec un projet très concret: donner aux enfants un repas équilibré. Mais dites-vous bien, M. le président, c'est très accompagné par les officiers de la Commission de la santé et les autres Commissions concernés concernant ce projet. Dites-vous bien, M. le président, 30% des enfants qui sont en pré-primaires, primaires et secondaires sont assistés. Ils reçoivent la SRM. Ils sont sous ce programme. 30%. Et vous allez me dire qu'est-ce qui se passe, pourquoi est-ce que c'est comme ça. C'est parce que vous étiez là pendant 10 ans et vous n'avez pas essayé de *tackle* ce problème.

Autre chose. On s'est basé sur les faits, M. le président. *Low birth rate* à Rodrigues. Les enfants qui naissent en dessous de cinq livres, 2.5 kilos. Alors, qu'est-ce qui se passe? En 2022, c'était passé à 13%. C'est alarmant, M. le président, et c'est la raison pour laquelle nous sommes venus avec ce projet. Et nous avons discuté avec la ministre. Et vous savez qu'est-ce qu'elle nous a dit, M. le président? En lui montrant ces chiffres, elle nous a dit peut-être qu'il faudra voir dans le futur, donner à ces enfants tous les jours. On travaille dans cette direction. Faute de budget, nous avons proposé cette année-ci que ce soit deux jours. Mais bien sûr, on

va voir à la fin de notre mandat essayer. On ne va pas promettre mais essayer de voir comment on peut faire. Il y a aussi il faut accompagner les mamans qui sont enceintes.

Alors, là, je sais que mon collègue, le Commissaire de la santé travaille dessus comment accompagner une façon ou d'une autre les femmes qui sont enceintes pour justement baisser. Parce que si nous dépassons ou bien si nous arrivons à la barre de 15%, nous serons dans le rouge, M. le président. Donc, il faut faire très, très attention. C'est la raison pour laquelle nous sommes venus avec ce projet de *School Feeding Programme*. Autre chose, M. le président, concernant le développement communautaire. Bien sûr, M. le président, nous avons mis en place les six conseils régionaux pour permettre la vraie démocratie participative. Il y aura aussi... Bien sûr, on va lancer ça bientôt. Il y a aussi des *grants* au comité village. Nous avons fait le *revival* du CSU Rodrigues. Le CSU Rodrigues, très important. Citizen Support Unit.

On a fait deux fois: une fois, on a commencé par ma Commission. Samedi dernier, c'était la Commission de la santé et bien sûr, on va continuer pour justement avoir la participation de tout un chacun et aussi, aider la population à travers ce *unit*. Nous avons aussi qui a été critiqué hier par le membre Ramdally, notre four communautaire. Qu'est-ce que vous avez contre ce four-là, M. le président? Je comprends que vous étiez au pouvoir pendant 10 ans, vous ne mangiez pas de mapinba, vous. Vous étiez correct, non? Ils étaient dans leur *comfort zone*. Mapinba, pas question. Mais je pense que là, vous allez commencer à manger des mapinbas. Il faudra apprendre à manger des mapinbas. Alors, M. le président, ce four communautaire, très important. Et le COVID nous a appris qu'il faut être vraiment résilient pendant ces quelques mois qu'il y a eu *lockdown* à Rodrigues comment est-ce qu'on fait.

Et nous sommes aussi menacés par la guerre et aussi le diésel. Est-ce que ça va être tout le temps disponible? Déjà, La France commence, les pays européens commencent à ne plus produire les véhicules à essence ou diésel à partir de 2035. Alors, nous, qu'est-ce qu'on fait? Qu'est-ce qu'on va faire? Donc, ce four communautaire, c'est très important. On va le mettre à Mourouk. Mais puisqu'on a eu des critiques, peut-être on va voir où mettre ce four-là, peut-être Tamarin ou bien Maréchal pour voir qu'est-ce que ça donne. Vous savez, en France, comment est-ce qu'ils font, M. le président ? Ils allument le four les samedis et tout le monde vient justement avec leur mapinba, avec leur tourte, avec leur pain, avec leur je ne sais quoi encore. Mais tout le monde vient. Leur poisson. Tout le monde vient et met ça dans le four.

Ceux qui vont camper, par exemple, ils auront. Au moins, il faut savoir utiliser le four. Il faut savoir aussi chauffer le four. Très important, M. le président. Donc, on va faire, on va

commencer sur une base pilote avec ce four et bien sûr, j'inviterais le membre Ramdally le jour où on va cuire un mapinba. A ce moment-là, on va le déguster ensemble et voir comment... *'Mo pas koner, nou a get sa ensam.'* M. le président, très important. Des choses simples comme ça, on va essayer de repiquer ça. Il y a d'autres. On a d'autres idées mais il faudra voir comment ça marche, M. le président. Oui, bien sûr. Vous savez, il y a quelqu'un qui a un four à Mangles et ce monsieur-là, il me dit gagne bien sa vie. Petit porcelet, gâteaux, «boudoute», «trois doigts» et cetera. Mais quel est le mal à ça? Il gagne bien sa vie. Il chauffe le four, il fait cuire beaucoup de choses: première communion et cetera.

Donc, c'est ce qu'on veut faire. Si quelqu'un ou bien une coopérative veut prendre le four communautaire, il n'y a pas de soucis. Mais on va voir. On va voir comment aider parce que dans le passé, ils ont fait beaucoup de choses, ça n'a pas marché, M. le président. Donc, très important, ce budget, M. le président. C'est un budget qui va aider bien sûr, à vraiment que les gens, que la population voit cette rupture. C'est un budget qui va nous aider à avancer bien sûr avec une dure réalité comme l'a si bien fait comprendre ce matin, le membre Lisette. Et moi aussi, j'ai expliqué pourquoi la réalité est dure parce que nous avons hérité d'une réalité qui est dure. Donc, on va travailler. On a la volonté. Nous travaillons ensemble au sein d'une équipe, bien sûr, qui n'est pas rose. Donc, au sein de l'équipe des fois, il y a des discussions. Il y a des discussions mais on arrive à s'entendre. Vous savez très bien comment ça se passe au sein de Conseil exécutif et on arrive à s'entendre dans l'intérêt de tout un chacun. Mais, M. le président, je tiens à féliciter bien sûr, le Chef commissaire lui, en étant un ancien. Je tiens aussi à féliciter les nouveaux, les Commissaires qui travaillent, qui font de leur mieux, qui ont de l'amour propre je dirais, pour simplifier la chose. Des fois, ils sont un peu agacés lorsqu'on n'arrive pas à faire bouger les dossiers. Je les comprends parce qu'ils travaillent pour le Rodriguais dans l'intérêt des Rodriguais. Donc, nous avons beaucoup à faire. Nous pensons que ce budget va nous aider à aller de l'avant. Nous allons aussi travailler avec tout le monde, avec tous les partenaires. Ainsi, le gouvernement de Maurice avec les ministères avec qui on travaille, avec la population. On va avancer, on va travailler, M. le président, parce que c'est très important de rattraper ce retard qui a été accumulé pendant plus de 10 ans, M. le président. Donc, avec ces quelques mots, je vous remercie pour votre attention.

(Applause)

Mr Chairperson: Chief Commissioner for the summing up.

SUMMING UP

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, from the outset, I would like to congratulate all Members who have made positive contributions to the budget debates which will lead in a moment to the examination of the estimates which as per the law, we will submit to the Ministry for finance, Cabinet and which will then be considered for inclusion in the National Budget. It is a pride to see that our team from this side of the House has once again done a wonderful job and all Commissioners and Members, I wish to congratulate them for their valuable contribution in the preparation and presentation of this budget speech. Mr Chairperson, Sir, as you are aware, the budget will run from 01 July 2023 to 30 June 2024. Mr Chairperson, Sir, I appeal upon all Rodriguans, the women and men and children of Rodrigues, all partners in Rodrigues to unite behind our Regional Government who is engaging Rodrigues with the advent of the new airport into a new era of development of sustainable development. And, this is why we decided to opt for the budget's theme, *"Intégration Digitale, Efficacité and Renouveau Ecologique"*.

Mr Chairperson, Sir, as I have enunciated on Friday last, our priorities have been carefully thought. And, I must say that this side of the House, despite all the criticism, unnecessary illogical criticisms from the other side, we are not at all impressed by their, I would say, unconvincing and very fallacious arguments, Mr Chairperson, Sir. How can they come and criticise us when we have been in office for only one year? When we have four new Commissioners, young for being Commissioner, young Commissioners and who are doing very well. We have only myself, the Deputy Chief Commissioner and the Commissioner Perrine who were formally Commissioners and we have to in a sort of way, coach our friends in the Executive Council. How can they come and criticise us with what they have given us in heritage, Mr Chairperson, Sir?

One example, major shortcoming. I would not like to be on the history books as the Chief Commissioner and Member of the then Executive Council who did not submit the annual report in contrary to the Rodrigues Regional Assembly Act, in contrary to Section 4 (b) of the Finance and Audit Act 2017/2018, 2018/2019, 2020/2021. Four years. Four years, Chief Commissioner and Commissioners in office, they did not dare to submit the annual report which is a statutory obligation of the Chief Commissioner. And, today, they come and say we are doing bad governance. But bad governance is you. And, we have been requested curiously to submit the annual reports but we will not submit then because we cannot submit annual reports on behalf of people who were here and did not do their job. The annual report, we have

it. Maybe the Island Chief Executive can hand me a copy. I can table. There is a copy with it. Table it. The Annual Report of the Rodrigues Regional Assembly.

We have approved it in the Council and it has already been submitted. This is the difference, Mr Chairperson, Sir, knowing how the operation of the Rodrigues Regional Assembly operates and complying to it. Annual report not submitted and it will never be submitted, Mr Chairperson, Sir. This will go on record for how things were being dealt in their mandate. The Member Agathe, Dr Agathe cited Socrate, *l'injustice*. How many, how much suffering people have suffered, Mr Chairperson, Sir? And, this is why you have been ousted, you have been kicked out of office because you maximized, you brought the suffering of the people of Rodrigues to a *summum*. And, you come here today and dare to speculate on our remaining time in office when we are only one fifth into the execution of our mandate as if we should complete the whole mandate within one year.

Yes, there are delays. Yes, there are things that we have announced in last year's budget. We have three months to go but we are going to work on and do our best to comply with these. Yes, we are coming with the water tanks. Yes, we are coming with the track roads. We have allocated hundred-million-rupee contract for track road. There is no cement. There are operational problems for the contractor. But things are moving. We want things to move more and I invite my Commissioners to do their best, Mr Chairperson, Sir, to fulfil the objectives of our mandate. This is why at paragraph 28, we have put the water reforms, the Integrated Water Resource Management as our top priority. This is why we are creating a Sustainable and Strategic Development Centre. They did not think about this. They did not read the budget speech with a look on the positive things. We have got to get control over our physical development. We have got to control it because otherwise, Rodrigues will become a rock without water, without forest, Mr Chairperson, Sir. And, this is why we are having a holistic approach in water. The World Bank is helping us on the airport. The next issue they want to help us is on the water problem, Mr Chairperson, Sir. I have been through some Hansard from Members who have made their speeches in the past years and I must say that they have made their speeches, Mr Chairperson, Sir. I quote, Mr Chairperson, Sir, the speech of Deputy Chief Commissioner in 2020. It was Mr Lisette. Mr Lisette, who, I would qualify is the embodiment of the ten-year failure, a decade of failure in the water sector in Rodrigues. The embodiment. La personnification de la faillite des politiques dans l'eau pendant une décennie 2012/2022. In 2020, Mr Lisette said, I quote:

“Mr Deputy Chairperson, I do admit that as regard to our policy for setting *delo ene fois par semaine*, there have been some delays. Yes, in the sense that we started to put it in practice last year but unfortunately, when the staff at my Commission left the Rodrigues Regional Assembly, we did find ourselves in short of staff for water distribution and [...] I should say, disturbed the whole system of distribution. [And...] I have dared announced [...] this budget speech.” Et cetera.

So, he, himself in 2020, admitted his own failure to settle his policy '*delo ene fois par semaine*'. And, now, what he has not done, he has been lazy, incompetent over the past decade, ten years. He wants us to do it in one year. *Notre père*. Mr Chairperson, Sir, this was in 2020. In 2021, he is giving lesson. He is trying to explain to Member Tolbize on this side that we are with the MIC, it is us who started negotiations with the MIC. And, when he began his speech in 2021, he made a bet, Mr Chairperson, Sir. I quote:

“Yet, before I start my speech, I am going to bet a rupee that before I complete my speech, either the Minority Leader or the Respected Member, Perrine would have left that room.”

I am going to make the same bet. I bet one cent, Mr Chairperson, Sir, that after quoting what has been said here, Mr Lisette must shut his mouth, bring down his criticisms of our policies on water once and for all.

I quote. I know Mr Lisette. He is a friend of mine. We were at school together. I quote:

“Last [...], we did something. We were able to reach up to 55 villagers who were able to get water once a week. But unfortunately, when I see [...] ... Maybe I can give some information like that. You see, for example, as from July, [...] rainfall [Et cetera.]

So, this is why this budget is being presented today, it is going to be a game changer. [2021 – game changer. We know what happened in 2022.] I think that someone mentioned about hedging. When we say we are going to create an entity, and I am pleased that last night, the Prime Minister has concluded what we are doing in the Regional Assembly and he said that he is behind the [...] Regional Assembly as regard to the problem, to bring solutions to the Water Sector in Rodrigues. Yes. Officially, I can say in Parliament, there is the general principle that the Rs1 billion that has to be invested in the water sector is already approved. Now, we have to follow the procedures to get same. You may say that okay, we are [going] up with hedging. Yesterday, I went this morning in fact, I say, I go and made a literature review about what is hedging. But, let us describe it in a simple way because the Einstein rule said –

if you cannot explain it to a six-year child, then, it is not clear to you also. I will take the case of my father who was a labourer ended up as a stonebreaker in the Government. He never took a loan from the bank. I think most of our fathers did say this. He never took a loan from the bank but how did he manage his affairs? He will say, “My son, you will see that bull that is growing up. When it is going to be sold, we are going to buy a bed. If money is left, at the time, this is arbitrary but we are going to buy a television. When there is the birth of a calf, [I do not know whether it is from the bull] then, we will say...

Madam Chairperson, he will say: [I am still quoting] “When that calf is going to be sold, we are going to buy a fridge.” This is how it went – managing piece by piece by piece. And, after 20 years or 30 years, we ended in the family having all the necessities but with patience.” [Very good.] But nowadays, when you have someone, a youth coming from the university [like himself when he came back around the year 2000], do you think that he is going to proceed like that? How did you proceed? He just comes and [...]: Okay, I am starting to work. I go to the bank; I am going to take Rs 1.5 to Rs 2 M. I am going to build my house, I am going to buy my car, I am going to buy my fridge, I am going to buy whatever is needed. And, he is indebted if for the next 20 years and he lives. [He is living.] Yes, he is indebted but he has got his house, his fridge, his bed, [his wife maybe] whatever he needs, he got same. Now, this is the actual way that we are proceeding. This is how we are proceeding. We are going to opt [I am still quoting, Mr Chairperson, Sir] for Rs 1 B. from the Mauritius Investment Corporation (MIC) – Rs1 B invest in the water sector; not going piecemeal and then, we solve the problem. See, there has been a radical shift in the figure that has been advanced because formally, we were speaking of 12000 m³.”

So, this is the origin of the Rs1 B. “We are going to opt for the Rs1 B Mauritius Investment Corporation”. And, now he comes and say it is us who started putting, indebting Rodrigues in the Mauritius... You did not say this? You want to have a copy of the Hansard, please? You want a copy? Maybe you want to see black on white. This is what you said, Mr Chairperson, Sir. So, it is a proof that these people on the other side of the House, they do not know what they are saying. They are denying themselves to what they tried to do yesterday. They have engaged Rodrigues into a loan or whatever it could be and then, they come and say it is us. *‘Pas zot sa, nou.’* Mr Chairperson, Sir, okay. So, failure from his part to bring water once per week, Mr Chairperson, Sir. Is that serious?

Here is the annual report, Mr Chairperson, Sir. It the annual report that we submitted on the table of Assembly on 13 December 2020. Four years, no annual report submitted by

those people on the other side of the House and they dare come to give us lessons, Mr Chairperson, Sir. Now, Mr Chairperson, Sir, population have with great enthusiasm, accepted and welcomed the measures we have introduced in this budget. We have for example, three air tickets for the students who are studying in Mauritius who now can travel to and from Mauritius without the parents having to have a headache to bring them back to Rodrigues, Mr Chairperson, Sir. Rs8000. How many times we have seen students being... remaining in Mauritius and crying because they do not have the means to come back to Rodrigues?

Mr Chairperson, Sir, so, in the Water Sector, we have the RPUC. I would like to stress that the Rodrigues Regional Assembly is not taking any loan, is not indebting itself and that the RPUC is receiving a finance and for which, government will give it money yearly to pay back that investment. We are putting the money in the desalination and it is going to work, Mr Chairperson, Sir. We cannot put desalination in Caverne Bouteille because Caverne Bouteille has proved that it does not have the technical qualities and it was an error in the beginning placing desalination in places in the lagoon where the reefs are far, is ecological suicide, Mr Chairperson, Sir. The reefs in Caverne Bouteille is very far away. The current does not take away the brine. I will not take this responsibility to develop Caverne Bouteille further because it has not worked.

Quality of the water intake is not good. Our priority today is Integrated Water Resource Management. We are having visits by World Bank's experts, by UNESCO people to help us set up this Integrated Water Resource Management Policy. We have a number of reforms ongoing in the Water Sector. We want to develop *un réseau d'adduction*, that is, a macro network for the transfer of water from one place to another and gradually, we will increase production, professionalise the production and distribution of water and we are glad that the RPUC is progressing well in the field, Mr Chairperson, Sir. Mr Chairperson, Sir, they can say what they want. They can judge us. But they should know what they have announced themselves. If you would allow me a brief and rapid review.

Some examples, rapidly, I have gone through it, what they have done. In the budget for 2015, Mr Chairperson, Sir, they stated that they will create an *antenne de la MSAW sera créé à Rodrigues au début de 2016*. Have you seen *antenne de la MSAW* when you came in office? Stray dogs are everywhere in Rodrigues. We have taken things in our hands. We have had an MoU. There was MoU before? No MoU. We have been with the MSAW. We have signed the MoU and soon, RodClean will have a vehicle and trained people with dog catchers to catch dog and to humanely not dispose but deal with these dogs. So, you have failed in your

announcement in 2015 to create an *antenne de la MSAW à Rodrigues*. And, then, you come and say we did not do this, we did not do this. They said they will create an SME – Rs 200 m. stimulus fund. Have we seen this? Maybe in the shop, when we go in the shop, we can see this. 200... SME Stimulus Fund d'un montant de Rs200 millions a été créé pour permettre à Rodrigues de passer d'une économie artisanale à une nouvelle économie. 2015. *Paragraph 57 of their budget 2015*:

«57. Le Centre de transformation de limon de Gravier sera opérationnel en collaboration avec Le Verger Les Labourdonnais en 2016.»

Not seen. Label « Rodrigues Naturellement »:

«62. M. le Président, nous allons encadrer 15 entreprises dans divers domaines pour être certifiées sous le Label « Rodrigues Naturellement ».

Mr Chairperson, Sir, paragraphe 82: «[...] mise en place [d'un] « Rodrigues Tourism Academy ». Have you seen a Rodrigues Tourism Academy when you came into office, Commissioner for Tourism? We have not seen it, Mr Chairperson, Sir. They said, paragraph 111:

«Les études géologiques devraient être terminées [pour the airport] avant mi 2016 et l'appel d'offres pour la construction lancé fin 2016. [For the airport.]»

We are going to finalise it now. Pour les bouteilles en plastique, quelqu'un a parlé de l'environnement de l'autre cote, au paragraphe 197, ils disent :

«L'introduction d'un « **Deposit-Refund Scheme**» pour faciliter la récupération des bouteilles en plastique, les bouteilles en verre et les cannettes en aluminium.»

Je crois que le membre Ramdally était là en 2015. Il était là en 2015 jusqu'à 2022. Je me demande s'il a été dans une boutique pareille, demander *do we have the deposit Deposit-Refund Scheme*? And, he dares come here and asks this after one year we are in office! Seven years, they announced, it has not been done! Sorry, failed, Mr Ramdally, failed! Deposit-Refund Scheme. We are going to put or even ban plastic bottles. This is in *30 octobre 2015, M. le président*. I can continue because I do not agree with this tendency to come and blame for things which have not been done. I did it when I was in position.

Mr Chairperson: And time is running.

The Chief Commissioner: *Yes, thank you. Salary also is running. We must merit our salary. In budget 2018/2019, they mentioned la création d'un SME Park à Baie aux Huitres et*

Anse Baleine pour stimuler les talents de nos entrepreneurs. *SME Park* à Baie aux Huitres et Anse Baleine. *Again, in 2018*, d'ici la fin 2019, le plus grand chantier jamais entamé à Rodrigues va enfin démarrer. Rodrigues se dotera d'une nouvelle piste d'atterrissage longue de 2.1 km au coût de Rs3 milliards. '*Get zordi combien ine arivé pour les avions de type Airbus.*' Nous allons conclure les discussions. So, they would have started the Airport Project in 2019. We have not seen anything. What they wanted is to build the airport on *pilotis*, Mr Chairperson, Sir.

In 2019, the same thing came back, SME Welfare Fund, paragraph 145. We have not seen it, Mr Chairperson, Sir. At paragraph 148 of their 2019 budget, they said that will build les routes suivantes entre autres: Montagne Cabris/St François, Mont Lubin/Sygangue, only before on the eve of the 2022 elections, they rushed to go and destroy '*porte, caro porte, toute la nuite, caro porte crasé*'. Mont Lubin/Sygangue, they said they would build it in 2019/2020. Graviers/Mourouk Phase I, not done, Mr Chairperson, Sir, zéro. He said, paragraph 153:

«mise en opération [...] de dessalement de Pointe Coton et d'Anse Goëland d'ici mai prochain [*2019, sa ein*] nous allons garantir une production minimum de 9000m³ par jour.»

Top, mo continuer. 2021, ah, M. le président! '*Delo ene fois par semaine.*' M. le président:

«L'eau -Résolument Tourner Vers L'instauration De Notre Objectif « Delo Ene Fois Par Semaine»

M. le président, '*delo ene fois par semaine*'. Here it is. Again, and I think it must be their last one. Leur dernier coup. Au niveau de la pêche, they said:

«L'installation de 15 nouveaux Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) équipés de GPS autour de Rodrigues.»

15 DCP, M. le président. '*Ti pou bon, mo ale lapes, gagne poissons bien. Tou DCP majorité ine cassé. Resté maybe three.*' Trois DCP seulement, M. le président. Il y en a un en bas d'île aux Cocos et deux devant Port Mathurin, un sur 60 mètres et un sur plus loin. M. le président, donc, voilà dans quel contexte nos amis, nos chers amis «*Opriens*» viennent nous challenge dans l'Assemblée quand eux-mêmes ne sont pas des exemples à suivre. Nous savons où nous allons. Nous avons des difficultés. Nous manquons de staffs. Dans le service public, il manque de staffs techniques, de gens qui peuvent prendre une idée, transformer l'idée en dossier et à partir du dossier, transformer en réalisation. Chacun a ses qualités et ses limites et nous travaillons. Nous allons renforcer l'équipe que nous avons, M. le président. Nous avons

des projets infrastructurels, l'*Airport Town*, M. le président. Nous avons les femmes, personnes âgées. Nous allons essayer avec nos moyens de donner une nouvelle Assemblée à Pointe Venus, M. le président.

Et le budget a un fil conducteur qui est perceptible, qui a emmené des commentaires positifs parmi la population, M. le président. Nous avons revu le programme de logement pour justement empêcher l'endettement. Les gens n'arrivaient pas à payer. Et c'est bien que cela ait été revu, M. le président. Pendant que d'autres membres, les membres lisaient, je jetais un coup d'œil sur un livre sur l'eau, *Economics of Water*, et ça me fait penser à OPR, comment l'OPR fonctionne. The dog in the «manger» ou «manger». C'est le mangeoire en anglais. *I do not know whether my pronunciation is it. The dog in the manger... Manger, thank you.* Le chien dans la mangeoire. C'est une doctrine inventée par un président vénézuélien. *They are trapped, Mr Chairperson, Sir, in an ideological structure.*

So, the story of the dog in the manger is that there is a dog in the manger, un chien dans la mangeoire et qui empêche les autres animaux de se nourrir dans ce mangeoire, M. le président, par pur orgueil. Et c'est pour ça que nous leur disons que les Rodriguais veulent *look forward*. Les jeunes Rodriguais veulent pouvoir partir, aller découvrir ailleurs, aller travailler ailleurs et revenir, pas nécessairement demain, ça peut être dans un an, dans deux ans, dans plusieurs années, pour ramener de l'argent et pour venir réinvestir leurs idées et leurs économies à Rodrigues, M. le président. Donc, voilà ce qu'ils sont aujourd'hui, M. le président: des démagogues. Victimes d'un dogmatisme pernicieux.

Donc, voici les traits caractéristiques. Ils croient, M. le président, qu'ils ont le monopole politique, l'absolutisme, que seul l'OPR est capable. Non. Non, non. Vous n'êtes pas les maîtres de la vérité ni à Rodrigues ni ailleurs, M. le président. Vous n'êtes pas supérieurs. '*Nou kapave.*' Avant 1982, ils font croire que rien n'a été fait à Rodrigues, M. le président, alors que le port, l'aéroport, le CEB, les «maisons cités», les routes, quand ils ne sont pas à l'Assemblée régionale, pour eux, tout va mal. Ils veulent le monopole de l'Assemblée régionale qui selon eux, leur appartienne, c'est une institution de l'OPR. Ce n'est pas une institution de l'OPR; c'est une institution de la République qui a été créée pour être au service des Rodriguais. Et les Rodriguais en 2022, ont dit non à l'OPR. C'est la première fois qu'un gouvernement régional sortant est battu, M. le président, et vous pouvez dire l'alliance...

The Minority Leader: *J'ai un Point of Order. Vous avez donné des instructions au départ que we should stick to the budget. I think the Chief Commissioner is going out of that and I want a ruling on that.*

Mr Chairperson: Chief Commissioner, it is your budget. Stick to the budget and continue.

The Chief Commissioner: This approach, Mr Chairperson, Sir, is necessary in my analysis about how they have been answering back to this budget speech. It is necessary that we counter analyse their behavior so that members and the public present here, understand, how we think, they think, Mr Chairperson, Sir.

Et, M. le président, deuxième dogme pour eux, *this is relevant to the budget, is that everything must be government. 'Tou kitsoz bisin gouvernement.'* King Government, Mr Chairperson, Sir. Fonction publique, roi. *'Tou dimoune bisin fonctionnaire.'* Création post pour plaire à certain et non pour répondre aux besoins du pays. L'autocratie administrative bureaucratique. C'est ce qui a amené la faillite dans le secteur de l'eau à Rodrigues, M. le président. Statuquo, troisième dogme, M. le président, le statuquo. Il faut continuer avec ce qui existe.

C'est pourquoi que nous avons créé les compagnies. Ils n'auraient jamais créé ça. Rodrigues ne serait jamais aussi propre pour le prix qu'on paye. Les jeunes ne doivent pas partir – *'bisin reste ek grand-père, ek grand-mère.'* Oui, on aime notre grand-père, notre grand-mère mais le monde est à la portée des jeunes Rodriguais/Rodriguaises. L'OPR, qu'est-ce qu'il vient dire? Le jeune doit rester. Tous ces jeunes qu'on a, tous les talents qu'on a dans le sport, dans les arts, dans tous les domaines, ces jeunes-là, ne vous encouragent pas à s'exporter, à aller découvrir, à aller gagner des talents plus et avoir de l'argent et de l'expérience, M. le président. Et si quelqu'un crée de la richesse, il réussit, pour eux, c'est un opportuniste, c'est un voleur.

M. le président, ils ridiculisent les Rodriguais intellectuels qui refusent leur idéologie dépassée dans un traditionalisme déconcertant, M. le président. M. le président, ils viennent dire qu'on a voyagé. Ça peut se compter sur le doigt, M. le président, le nombre de fois que moi, j'ai voyagé pour aller à Maurice, le nombre de fois que le Chef commissaire adjoint a voyagé pour aller à Maurice. M. le président, où était l'ancien Chef commissaire toutes les semaines, M. le président? Toutes les semaines, l'ancien Chef commissaire était à Maurice. Comme si Rodrigues est dirigée de Maurice, M. le président. M. le président, regardez ici, en

2016, M. le président. 16 fois à Maurice, 2016 seulement y compris le 22 décembre. *'Ale fer lanin'*. 22 décembre départ, retour le 26, *'fer Noël'*. M. le président, en 2017, pareil. *'Geter combien page, 2017 alé mem, M. le président.'* Mrs Rose Marie Franchette Gaspard Pierre Louis, CSK.

2012, M. le président, 31 mars, 24 juillet, 06 août, 02 septembre, 21 octobre, 05 novembre, 09 décembre, 09 au 14 décembre. Shopping time. 2013 – 27 janvier, 14 mars, 09 avril, 22 avril, 05 mai, 23 mai, 28 juin, 09 juillet, 28 August, 04 novembre, 16 novembre. Mayotte *'tou ladan'*, Moroni (Comores). Seychelles, 21 avril 2014. M. le président, et ils viennent dire qu'on voyage. Ils viennent dire qu'on voyage, M. le président. Peut-être. Voilà, M. le président, les nombreux voyages effectués par nos amis qui viennent dire que ça... Où sont les épisodes Pajero, M. le président? L'épisode Pajero? Ils aiment dépenser l'argent de l'Etat, du gouvernement, dépenser. *No value for money*. La tour de contrôle. *Watchtower*. La tour de piste de Rodrigues. Ils ont réussi à mettre leurs empreintes architecturales, si ça va rester. Moi, je demande au Commissaire Wong So de faire devenir ça la tour de piste de Rodrigues. Les touristes peuvent aller visiter.

Il faut prendre une bonne assurance. Combien d'argent? Rs4.8 millions *'zet dan bois'*. Allez visiter votre chef-d'œuvre en haut de chez moi, là-bas. Combien d'argent, M. le président, *'zet dan bois lor Montagne Plate'*? Combien? Rs16 millions? Rs20 millions? L'ancien Chef commissaire ne voulait pas de cette nouvelle piste dans l'orientation vers Pointe Corail parce que c'était nous en 2011 avec Xavier Duval 2010 et aéroport de Paris. Le document est dans le rapport. M. le président, donc, qu'est-ce qu'il fait? Il va fouiller sur Montagne Plate. Je ne sais pas qu'est-ce qu'il va chercher. Et puis, il va fouiller dans la boue devant McDonald. Il va fouiller dans la boue devant Frégate. Il va fouiller dans la boue, *'combien larzan'*? Rs10 millions. *'Zet Rs10 millions dan la boue.'* Près de Rs30 à Rs40 millions gaspillés. C'est ça, OPR. *Wasting public funds, Mr Chairperson, Sir*. Regardez ce qu'ils ont fait pareil avec le stade de Roche Bon Dieu.

Le stade de Roche Bon Dieu, they give a contract. They give a construction contract with encroachments on it with people having agricultural leases on it and they failed to clear the site and they had to pay out of pocket, Rs 6 m. breach of contract to the Contractor. How much money? Look at the Pointe Venus Saga, Mr Chairperson, Sir! Pointe Venus was insolvent. They owed the government millions of rupees of rent. Pointe Venus Mauritours owed government millions of rupees in arrears of rent. Instead of seizing the building, taking everything without compensation, they go and pay Pointe Venus Rs 16 m. Rs65 m. And, then,

what did they do with the hotel? All the furnitures were sold *en catimini*, Mr Chairperson, Sir, to a select group of people. Mr Chairperson, Sir, now, we have '*ene leskelet*'. Mr Chairperson, Sir, '*leskelet lotel*'. And, they come and tell us '*nou pas bon*', Mr Chairperson, Sir. Les rumeurs, les mensonges, les moqueries.

M. Baptiste, il se moque tout le temps de nous de l'autre côté de la Chambre. Et les bassesses, M. le président. L'ex-Commissaire Payendee qui vient dire, «Johnson Roussety n'est pas un Rodriguais.» Je suis quoi? Un chinois? Un Sri-Lankais? M. le président, on va régler nos comptes. Yes. Vous avez parlé. Laissez-nous parler. Que Gaëtan Duval n'aimait pas les Rodriguais. Demandez aux vrais Rodriguais, les anciens (il ne reste pas beaucoup) qui gardent leurs semences dans les bouteilles qui ont peut-être l'argent sous le matelas. Les anciennes traditions, ils ont toujours leur coffre. Comment ils vous parlent de la personne qui était Sir Gaëtan? Que le PMSD n'a rien fait pour Rodrigues qui est faux. Que dans les mandats 2006/2011, nous n'avons rien fait, il n'y avait que la corruption.

Demandez-leur. Demandez à leur leader l'expulsion de Jean Paul Tesnière, M. le président. Comment un jour, des pauvres femmes sont allées couper la route à un Premier ministre à Mont Lubin? Pourquoi? Parce que le monsieur n'avait pas été nommé ministre. Donc, il demande à des dames de bloquer la route du convoi... Quand on n'a pas le pouvoir, on instrumentalise le Rodriguais. En 2002, M. le président, vous parlez de père de l'autonomie, vous parlez de leader historique et cetera. Un leader, M. le président, accepte la défaite.

Je n'ai pas été au Parlement de 2017 à 2022? 2022, le Bon Dieu m'a renvoyé au Parlement avec l'électorat de la région 5. Qu'est-ce que l'ancien Chef commissaire en 2002, deuxième Chef commissaire avait fait? Il fait démissionner un membre pour que lui, il vient rentrer. Nous connaissons. Il aurait dû attendre, M. le président. Ils reviennent en 2012 avec l'esprit de vengeance, dissolution de la *Rodrigues Water Company*, mise à la porte de 242 pauvres travailleurs, dissolution de la *Rodrigues Public Housing* par vengeance politique, M. le président.

Voilà, les traits caractéristiques de ceux qui aujourd'hui, viennent dire que nous ne sommes pas aptes à diriger Rodrigues. Nous sommes pleinement aptes, M. le président. Nous avons toutes les compétences dans cette équipe qui est devant vous, non seulement l'équipe élue mais aussi l'équipe des *advisors*, l'équipe des conseillers et d'autres personnes qui nous soutiennent dans la population pour diriger le pays, M. le président. Il y a un membre qui a dit

que le maïs est devenu à Rs100 la livre. Mais votre salaire, vous ne dites pas? Si le maïs est devenu à Rs100, c'est parce que ça a gagné la valeur.

Si les prix ont augmenté, la valeur des produits agricoles a aussi augmenté. On dit qu'on fait la terreur des fonctionnaires. Mais combien de fonctionnaires ont été à la police pour la terreur? Je n'ai pas entendu, M. le président. Le membre Agathe a parlé de l'histoire des forêts de Rodrigues, comme si c'est sous l'OPR que les forêts de Rodrigues ont été refaites. C'est sous le projet FED, M. le président. Des gens comme Robert Reix, FED 1, FED 2. Et après, qu'est-ce qui s'est passé? Quand FED est parti, toutes les zones sylvopastorales ont été abandonnées. Regardez à Montagne Kali pour leurs petits copains. Il faut une conférence de presse, M. le président, pour une personne, pour un boucher qui est... Je ne sais pas qu'est-ce qu'ils ont eu avec lui. M. le président, regardez la réserve de Trou D'Argent.

Quand on était au collège, pour entrer dans Trou D'Argent, on avait besoin d'une permission écrite. Il fallait passer des fois dans l'administration ici, *Forest*, demander une permission écrite pour pouvoir donner au gardien pour entrer dans Trou D'Argent. Regardez Trou D'Argent aujourd'hui: rempli de cabris, rempli d'espèces invasives. Le '*piquant loulou*' sous l'ère OPR a rempli Rodrigues partout. Partout, M. le président, sur la côte. Heureusement qu'au milieu du pays, ça ne pousse pas à cause de l'altitude. Le '*piquant loulou*' a envahi Rodrigues en 10 ans. Quand je suis allé habiter à Baie du Nord, les enfants pouvaient courir dans les plaines. Aujourd'hui, il n'y a plus de plaine. '*Caro piquant loulou.*' Toutes les zones sylvopastorales ont été abandonnées.

A Baladirou, il y avait un promoteur qui avait clôturé. Les oiseaux étaient revenus. L'écosystème était revenu. Et le membre Agathe dit que c'est l'OPR qui a reboisé Rodrigues. C'est l'OPR qui a déboisé Rodrigues, M. le président. Il a parlé de festival des terres de M. Boolell. Qu'est-ce que M. Boolell voulait? M. Boolell voulait qu'on donne un *pledging* à quelqu'un qui achète un terrain à bail. Ça ne se fait pas. Il faut que la personne ait le bail pour qu'on donne un *pledging*. M. Boolell, lui, il croit le contraire. Il est intervenu. Pour cela, M. le président, festival des terres. *I dare Mr Lisette, Mr Agathe*, allez expliquer aux jeunes de l'OPR, les jeunes militants de l'OPR comment un français de 23 ans a eu, je ne sais pas comment, vite, vite, 10000 m² de terre à Fumier, pieds dans l'eau *on the white beach*.

Un français de 23 ans, M. le président, qui débarque, qui est beau parleur et qui passe sur toute la tête des jeunes militants OPR et cetera, Valery, l'autre et cetera, '*bane I Love*' et à qui on donne 10000 m² dans l'Est. M. le président, et quand on vérifie le statut de la société, le

monsieur est marié à une dame Rodriguaise, une fille, c'est bien. La femme, vous savez, elle a combien? Elle a 10%. Le monsieur a 90%. '*Dakor ek sa ou, la Minority Leader?*' C'est de la spéculation, M. le président. Il vient dire au *Deputy Chief Commissioner* dans son bureau qu'il est à 50-50. On nous prend pour des imbéciles? On ne va pas aller vérifier le statut de la société? On est allé vérifier, M. le président. OPR a donné 10000 m² de sable blanc à un français de 23 ans. C'est ça, le festival de la terre, M. Agathe!

M. le président, je vais terminer en parlant de deux choses. *I will give you the file* – sur ce qu'on va faire, on va débiter pendant cette année financière, M. le président. Et je suis content que malgré certaines appréhensions, nous avons pu convaincre le Ministre des finances. On a dit on a fait consultation budgétaire une semaine avant. On était occupé, M. le président. Chaque semaine, il y a des délégations qui viennent. Chaque semaine, il y a la World Bank qui sont venus trois fois. Il y a d'autres délégations, l'Union Européenne. Et on doit s'occuper de tout ça pour faire avancer les dossiers. Et le Ministre des finances est venu, on a profité ensemble pour faire les consultations. Et nous avons reçu pas mal de consultations digitales par email qu'on avait mis sur notre page Facebook. Nous avons une page Facebook qui est très performante et les consultations ont été faites et nous n'avons pas eu de problèmes avec les gens.

Nous avons des syndicats qui ont soumis leur mémoire. Ça a été pris en compte dans le discours du budget, M. le président. Et le Ministère des finances, bien sûr, il y avait un *quantum*. Nous sommes heureux, M. le président. Le Commissaire et moi, nous pouvons dire que le *quantum* quand le Ministre des finances est arrivé, il a augmenté devant nos arguments par 200 millions, M. le président, sur place à Rodrigues avant qu'il ne reparte. Nous avons eu 200 millions en plus du budget; Rs100 millions qu'ils avaient négociés avant, les fonctionnaires en *Estimates Committee* à Maurice, Rs100 millions dans le *Recurrent Budget* et Rs100 millions dans le *Capital Budget*. Et c'est cet argent-là, M. le président, que nous allons mettre dans par exemple, la politique de reboisement. Et c'est ça, l'efficacité: *value for money*.

Quand vous regardez RodClean, vous voyez l'efficacité. S'il y a un chien qui est mort quelque part par accident, le chien ne va pas rester là pendant des jours et des jours à pourrir et à polluer l'environnement. RodClean va intervenir dans l'heure ou dans la journée qui suivent pour enlever le chien s'il y a un problème. C'est ça, l'efficacité qu'on a quand on a employé des contracteurs dans ces compagnies, M. le président, en contradiction avec ce qui se fait dans certains services publics. Rodrigues Nature, nous allons opérationnaliser. Nous allons recruter

les travailler et ensemble avec des organisations comme la *Wildlife*, comme le département des bois et forêts qui sont appelées à être des services techniques, *advisory*.

Ils vont conseiller ces travailleurs, leurs responsables, pour dire qu'est-ce qu'on enlève dans nos forêts, qu'est-ce qu'on garde, qu'est-ce qu'on propage. Il y a l'eucalyptus qu'on doit enlever. Comment on enlève l'eucalyptus, M. le président? Avec des paroles? Avec des travailleurs. On doit enlever Le Ravenal, M. le président. On doit faire une gestion forestière qui est en phase avec le IWRM, le concept de l'intégration de la gestion intégrée et globale de l'eau, M. le président. Et la *Minority Leader* qui vient critiquer la *School Feeding Project*, M. le président, qui vient '*rasse manzé dan la bous des enfants*', qui font des lobbies à Maurice pour dire ne nous laissez pas à l'Assemblée régionale d'aller de l'avant avec le *School Feeding*. *This is scandalous!*

The Minority Leader: M. le président, je pense que le Chef commissaire va trop loin. On a Point of Order, I think he is going far beyond and he is giving false information and imputing motives, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Chief Commissioner, please, refrain from putting allegations against Members. Conclude! Conclude your budget summary, please.

The Chief Commissioner: M. le président, nous avons pu négocier. C'est le Ministre des finances qui nous a dit d'aller voir la Ministre de l'éducation et nous sommes heureux que nous allons aller de l'avant avec deux jours, M. le président. *Okay?*

(Interruptions)

The Chief Commissioner: M. le président, on a parlé, dernière chose, de la NDU. Il y a des membres, *Senior Members* ici mais j'ai eu l'occasion d'être un *witness* du développement de l'Assemblée régionale depuis que le projet a été confié à feu l'ancien Juge, Robert Ahnee. Nous ne sommes pas contre la présence de la NDU à Rodrigues, M. le président. Ils peuvent faire leur travail mais dès le début, on était d'accord que la personne qui travaille à la NDU à Rodrigues allait travailler ensemble avec nous. Mais qu'est-ce qu'on a vu dans un *meeting*, M. le président?

Est-ce que vous voulez travailler avec l'Assemblée régionale et en même temps, venir débiter n'importe quoi? La NDU de façon dont elle doit travailler, nos ressources de l'Assemblée régionale étaient mises à la disposition d'un politicien d'un autre parti. C'est *was having a government within a government*. M. le président, *this is an incestuous case in the autonomy of Rodrigues*. C'est de l'inceste dans l'autonomie de Rodrigues. Les institutions

/UNREVISED DRAFT/

doivent pouvoir fonctionner de façon responsable, de façon saine et non pas, M. le président, avoir des amalgames qui sont douteux et qui sont controversés. Donc, je remercie tous les membres qui sont intervenus sur le discours du budget. Je suis confiant qu'avec l'expérience des nouveaux membres, des nouveaux Commissaires dans l'année financière en cours, ils pourront faire mieux. Nous allons *deliver* au sein de l'Alliance Libération pour avoir plus encore la confiance de la population pour au cours de la prochaine année financière. Merci.

(Applause)

Mr Chairperson: Respected Members, that will do for the debate on the Chief Commissioner's Motion. The Draft Estimates now stand referred to the Draft Estimates Committee.

COMMITTEE STAGE

(The Chairperson in the Chair)

Mr Chairperson: Okay, we suspend for five minutes, the time that officers will come here.

At 3.25 p.m. the sitting was suspended.

On resuming at 3.33 p.m. with the Chairperson in the Chair.

Mr Chairperson: Respected Members, I have to make an announcement for the guidance of Members for the proceedings of the Draft Estimates Committee. In line with Standing Order 55A, we will consider each vote of expenditure in turn and per usual practice of the House when reaching same, we will move page by page until the question is put thereon.

Respected Members, I have to further inform the House that I have under Standing Order 55A (4), had consultation with the Chief Commissioner, the Minority Leader and I have decided to allot a maximum of 30 minutes for the consideration of the vote items for the financial year ending 30 June 2024. Of course, I will be flexible, where the need arises.

Vote 1-1 Office of the Clerk was called.

Mr Chairperson: Page 3.

The Minority Leader: So, Mr Chairperson, Sir, we can see that for the Item Salary Compensation, there is a significant increase from Rs 51,000 to Rs 641,000. Can this be accounted for? Can we have details about that? Item 2111003. Page 3, Salary Compensation.

Mr Chairperson: Yes.

The Chief Commissioner: The amount represents payment of salary compensation 2022 and 2023.

Mr Lisette: Why the increase? Consequent increase.

The Chief Commissioner: This is the salary compensation for 26 employees and provision for next year as from January 2024.

Mr Lisette: Has there been an increase in the number of employees in the RRA that accounts for such an increase?

The Chief Commissioner: Not necessarily, Mr Chairperson, Sir. It may be that the amount of Rs 51,000 for this year was underestimated and the correct amount which will be required. Maybe you know better than me, then. You were here. And, we see that the Rs 641,000 is a budgeted provision for the next three financial years.

The Chief Commissioner: If we take the calculation of about 1400, the employee, they have 26 employees. 26 times 1400 per month. Obviously, Rs 51,000 will not be sufficient. So, this is why the amount is Rs 641,000. Salary compensation for two years, about 1400, someone is telling me. So, times 26, obviously, Rs 51,000 is not sufficient and they want to put it at Rs 641,000. Is that okay?

Mr Chairperson: Next question! We are not getting the answer. We are not going to be stuck on it. Maybe it will come later. I said next question.

(Interruptions)

Mr Chairperson: I have said next question, please, no cross-talking. So, we move to next page. Page 4.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, Item 22120002: Sustainable Development Goals Committee. Can we know how many meetings have been conducted up to now in this Committee?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, while the information is being compiled, I think that for a Committee, if we want to give the necessary resources, the amount of Rs 200,000 is justified because this is Committee setup formally and it is... There is nothing wrong with putting Rs 200,000. I do not know how many meetings there have had but I remember that the last meeting I was, there was no quorum. So, I will invite Members to attend including Mr Agathe.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, with regard to Item Vote 22900.994: E-Parliament. In line with the *Intégration Digitale*, can we have an update about this project?

The Chief Commissioner: E-Parliament, I think it is for due to.... transmission of Order Paper and other papers if there is a platform for this. So, the Rs 100,000 is for some commitments towards this project.

Mr Lisette: May I know from the Chief Commissioner what is the timeframe which has been set for the starting of such a project?

The Chief Commissioner: I do not believe there is timeframe, Mr Chairperson, Sir. Maybe if you were in the PBB, Rs 100,000 will not be sufficient anyway. It is just a nominal commitment. That is, the Office of the Clerk is ready to implement the project. They have the correct procurement. We can make funds available from other items because I do not believe a thousand rupees would be sufficient.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item Vote 31, 001: Construction of New Regional Assembly House. I would like to know whether the place, the location has been finalised and if so, where? And, to give details about it.

The Chief Commissioner: We first identified as non-engineering people the Bois D'Olive which we thought was a good site. Unfortunately, the building of Bois D'Olive is not structurally sound to support additional floors. And, therefore, we have opted for the big hall down in Pointe Venus where there is already a restaurant facility and also, I do not know if you will stay in the Assembly, a swimming pool.

Mr Chairperson: Page 5.

Vote 1-1 Office of the Clerk (Rs 34,442,000) was, on question put, agreed to.

Vote 2-1 Chief Commissioner's Office was called.

Mr Chairperson: We are on page 11.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, under the Item Vote 21210.003: *Contribution Sociale Generalisee (CSG)*. We can see that there is no provision for the actual financial year but we have a provision of Rs 48,600,000 for 2024. Can the Chief Commissioner account for this?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, with the changes brought by the Finance Miscellaneous Provisions Act 2020, the CSG has been introduced. This new system

of social contributions replaces the NPF Fund. The amount provided represents payment of contribution of RRA in respect of these employees. The contribution is 3% for employees drawing less than Rs 50,000, 6% for employees drawing more than Rs 50,000. Likewise, any member who draws an allowance under the RRA, the rate to be deducted to allowance payable is 1.5% for members drawing less than Rs 50,000 and 3% for members drawing more than Rs 50,000.

Mr Lisette: Yes, Mr Chairperson, Sir, does it mean that for financial year 2022/2023, for the same Item Vote, there has been no contribution from the RRA?

The Chief Commissioner: One I see, Mr Chairperson, Sir, the contribution was to National Saving's Fund. It is now in 2023/24 that we are going to start to contribute to the CSG.

The Chief Commissioner: I am informed that contributions for this financial year were being made from the Ministry of Finance.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding the same Item Vote, I know that at some point in time, we had seven prison's officers who had been transferred from the Mauritian establishment to the Rodrigues establishment and this was not settled for them for the contribution from the budget. I would like to know whether, this has been settled for this financial year.

The Chief Commissioner: I must check, Mr Chairperson, Sir. But, in any case, the authority responsible, I believe, to pay for their CSG is from where their budget is. If the emoluments are with us, obviously, it is the RRA. If the budget is with the Mauritius Prison Service, it is up to them to pay. But in any case, we will look into the matter.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item 21110.005: Extra Assistance. Can we have more details for the purpose of same and why is such an increase?

Mr Chairperson: Can you repeat the Item?

Mr Baptiste: Extra Assistance, 005.

Mr Chairperson: 21110.005 at the top.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, provision is meant for the payment of salary, gratuity, travelling, allowance, travel grant, cash-in-lieu of annual leave to the Advisors in post.

Mr Baptiste: For the same Item, can we know how many Advisors are there attached to the Commission?

The Chief Commissioner: You can see them in the gallery.

(Interruptions)

The Chief Commissioner: There are 14 of them, Mr Chairperson, Sir, the whole of all Commissions and one of them is not... 14 of them; one is pro bono, Mr Arunasalon.

Mr Chairperson: Next question.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, Item 21110.011: Service to Mauritius Programme. Can we know how many graduates are actually posted on this programme?

The Chief Commissioner: This is meant for the payment of fees, end-of-year, the bonus to 25 interns recruited on November STM, 25.

Mr Baptiste: Item 22020001: Vehicles. Can we know how many vehicles are attached to the Commission and why such a decrease while we know that there has been an increase in the price of petrol?

The Chief Commissioner: I think it is a budgetary provision. They have noticed that they will not need the Rs 50,000 which is a saving.

Mr Chairperson: Next question!

Mr Ramdally: Item Number 22090001: Security Services. We can see that for year 22/23, there was a provision of Rs 12.5 m. and in the next budget, zero.

Mr Chairperson: 22090001.

Mr Ramdally: Security Services. No provision in this budget. Can you account for this?

The Chief Commissioner: We feel safe, Mr Chairperson, Sir. We do not need this Item. The money has been transferred to operation of other Items in the RRA Budget like RodPro. We had this, we did not use it. So, we have transferred money elsewhere.

Mr Lisette: Does it mean that... I think Security Services is meant is meant for Watchmen principally. Does it mean that the buildings of the Central Administration do not have any Watchman at night?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, the expenses for Watchmen are in the emoluments. This is for external security services. Security Services, Mr Chairperson, Sir, contracted out. We do have Watchmen at the Administration and other buildings. We are in the process of having Watchmen also with RodClean for example, for health post, gates at the hospital. We are thinking about this but this one was for security services. Watchmen would be in personal emoluments.

Mr Chairperson: Next page. Page 12.

The Minority Leader: For Item Vote 22900.992: Training of RRA Officers. We can see that for two consecutive years, there is no provision. I would like to know whether there will be no training of RRA officers for this financial year.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I believe the Item must have been centralised with the Commission for Training.

(Interruptions)

The Chief Commissioner: I believe it must have been centralised under the Item Training with the Commission for Training. I am waiting for the... Yes, this is the correct information. Thank you.

Mr Chairperson: Next question! Yes, Mr ...

Mr Ramdally: Item Number 22120002: Fees to Chairman and Members of Boards/Committees. Can the Chief Commissioner tell us which board are we talking about here?

The Chief Commissioner: We house boards at the level of the office, Mr Chairperson, Sir, and committees. For example, I think there is Marine Park Boards. There are other boards which meet. Board for Procurement. 22120. Bid Evaluation Committees, Departmental Bid Committees. The officers on this, they receive an allowance when they sit on these boards as a fee. Thank you.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, 22900.997: Provision of GPS. I would like to know how many vehicles are already equipped with this system and where matter stands as regards to this?

The Chief Commissioner: Latest information I have, Mr Chairperson, Sir, is that all existing and new vehicles are equipped with the system and the Rs 2 m. is for the maintenance

and payment of fees related to the yearly operation of the system, which I admit is a lot of money.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, on the same page, under the Item: Subsidies – 25110.009: Contribution to Airport of Rodrigues Ltd, we can see that there is a new provision of Rs 51 m. Can the Chief Commissioner substantiate that amount?

The Chief Commissioner: As you are aware, Mr Chairperson, Sir, the operations of the Airport of Rodrigues Ltd are deficitary and either we face an increase in the passenger service charge, which will increase the air ticket by maybe, Rs 1,500 or we were given the option to grant to them the operational cost. So, before the advent of the Airport of Rodrigues, the government in Rodrigues was already meeting all the operational costs of the airport. It is a form of subsidy to operationalize the airport. But, of course, they have in time, with the new runway to increase their number of destination from Rodrigues and gradually this will be phased out.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, I would like to know for Item No.: 26313.121 – Grant to Airport of Rodrigues Ltd. What is the purpose of this grant and how much has been paid and, why only Rs 400,000 for this budget?

The Chief Commissioner: I have just explained this, Mr Chairperson, Sir.

Mr Baptiste: Then can we know what is the difference between the grant to airport and the contribution to airport? The previous question was related to contributions to airport? What is the difference between these two?

The Chief Commissioner: So, this one is direct contribution to Airport of Rodrigues where they have their expenses just like Rodclean Ltd, they submit to us certain expenses, like staff, office expenses and we release the money, Mr Chairperson, Sir. Provision is meant for office space in respect of Rodrigues Regional Assembly only. Increase due to the fact has been provided item contribution to Airport of Rodrigues Ltd. I do not have 400,000? Okay. It is obvious. Grant to Airport of Rodrigues Ltd. So, you will see the grant was 51,400, the item has moved to the 009, okay. And, the 400,000 is for our office spaces there, sanitary and health, etc.

Mr Baptiste: Item No. 26313.147, can we know what type of Local Informative Programme has been carried out with this Rs 200,000, which was earmarked for this current budget and why, there is nothing, no provision for next year?

/UNREVISED DRAFT/

Mr Chairperson: Mr Chairperson, Sir, so, it is a new Memorandum of Understanding will be signed with the MBC, thereafter, the quantum will be allocated.

Mr Baptiste: I would like to know what type of local informative because, Mr Chairperson, Sir, we are assessing this budget, we are paying Rs 200,000, we should know why, for what purpose we are paying to MBC? We could have used it for other things.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I am not here to explain to the Member what is Local Informative Programme. Local Informative Programmes, you do not know what it is? You know, local is Rodrigues, informative – it is related to information, for example, what women are doing, what is being done in sports, education. I think you know what is programme? You know what is programme? Thank you.

Mr Chairperson: Next page. Page...

Mr Baptiste: 31113.026 – Contribution. I would like to know how much contribution has already been paid by the RRA and the amount paid by EU for this project so far?

Mr Chairperson: Capital Expenditure – 31113.026. Acquisition of Non-Financial Assets.

The Chief Commissioner: The project has not yet started. Negotiation report has just been finalised and submitted to the Ministry of Finance before proceeding to contractual acquisition.

Dr. Agathe: 26313.155 – Sustainable Watersheds Maintenance and Management Programme. Can you tell us about this programme?

The Chief Commissioner: Which page?

Mr Chairperson: Page 12.

The Chief Commissioner: This is what we have said, Mr Chairperson, Sir. In connection with the SIDPR, provision of money to pay for workers and other expenses in Rodrigues nature, for example. Thank you.

Mr Chairperson: Page 13?

The Minority Leader: Page 12, Item 31121.001 – Vehicles, Machinery, Equipment and Launch. We can see that there is a provision Rs 17,600 for this year, can we know what has been done with this year and, what will be done the amount which is doubled for the next financial year?

The Chief Commissioner: We have bought, Mr Chairperson, Sir, the Minority Leader has seen it not less than five water tankers, one excavator. We are buying vehicles for the Cadastral Office and vehicles for Commissioners also. Next financial year we have an ageing fleet of vehicles and also we want to buy some specialised vehicles, maybe an elevator. We have only one lorry with an elevating platform to have for repairs of street lighting, etc. We want to reinforce the equipment of many divisions' specialised vehicles, 4 x 4 vehicles, for example, you have one vehicle at the Cadastral Office which has only two speeds, *premiere ek seconde, pa kapav passe troisieme*. This is what you left.

Mr Baptiste: With regard to the lorry you are talking about, I would like to know whether these will be managed by the Water Unit or RPUC?

The Chief Commissioner: Henceforth, Mr Chairperson, Sir, all lorries intended for distribution of water directly to consumers will be managed by the RPUC. These lorries they are secured because they represent shareholding in the RPUC. The Commission for Health, for example will keep operating the old lorries, maybe they will have another one because they specialised, we need safe water for dialysis and also maybe Rodclean we have another one to support its operations.

Mr Chairperson: Page 13?

The Minority Leader: Item Vote 32150.010, I can see that for Rodrigues ICT and Development Company Ltd, no sum has been earmarked while we are talking about *integration digitale*, can the Chief Commissioner account for that?

The Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, the ICT and Development Company Ltd, this is for equity, injecting capital. We do not need to inject more equity into it but we do have fund under 'Promotion of ICT' under the responsible commission that can be used to give money just like on the basis we give to Discovery Rodrigues for their promotion activities. But they do not need equity per say. This is not for operation, this is for equity, buying of vehicles, investment in this company, capital investment.

Mr Chairperson: Mr Baptiste.

Mr Baptiste: 32150.013 – Rodrigues Nature Company Ltd. Can I know when this company was incorporated and the composition of the board?

The Chief Commissioner: Yes, the company was created following this year during an Executive Council decision and the board we have two persons, Mrs Marie Therese Clair as

the Chairman and Mr Christopher Bégué as Director and also Mr Vedatma Kissoon as Secretary/Accountant.

Mr Baptiste: Same item, can we know what are the fees paid to the members?

The Chief Commissioner: The fees paid is general fees payable as per the PRB. We can have the information if... Somebody has it? I think it is around Rs 7,000 for the Chairman or Rs 10,000, Rs 15,000 and Rs 7,000.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to the Rodrigues Nature Company Ltd, the same item vote, can we know from the Chief Commissioner *vue que c'est une nouvelle compagnie, qu'elles sont les procédures pour pouvoir avoir les 'grant' pour faire fonctionner cette compagnie?*

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, we have put Rs 3,600,000 just as Sports Company, Rodrigues Property also. So, these Rs 3,600,000 will be used to buy vehicles, for example. How they will operate is on the same basis. We do have an item for them for us, where do we have their operational funds? How they will operate is on the basis just like the budget for operation of Rodclean is under Refuse Collection. So, we have money under Forest Rehabilitation. We will have an MOU with them. We will entrust to them the rehabilitation of such and such forest and then they will have to submit a budget and we will pay the workers and the operational cost on the same basis as Rodclean for example. The Sustainable Water Shed Maintenance and Management, item 6313.155. Thank you.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, my question regarding the Rodrigues Nature Company Ltd was whether there is the need to have a specific approval from the Ministry of Finance or any other institution prior to allow companies to function? This is my question.

The Chief Commissioner: Section 26, Mr Chairperson, Sir, of the Rodrigues Regional Assembly Act empowered us to do all such Acts and do all such measures that are incidental to the discharge of our functions and we are empowered to create a company and do the work through that company because we do not have staff in house. They do not want us to recruit staff but, of course, there are financial procedures. The item has been put here, we have had preliminary discussions and we have their approval.

Mr Chairperson: Time is over for Vote 2-1. So, I am going to put the question.

Vote 2-1: Chief Commissioner's Office (Rs 404,649,000) was, on question put, agreed to.

Vote 2-2: Chief Commissioner's Office – Education was called.

Mr Chairperson: Chief Commissioner, amendments.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, with your permission I move to beg for Vote 2.2 Chief Commissioner's Office – Education is amended as per amendments circulated. Thank you.

On question put, the motion for amendments were agreed to.

Mr Chairperson: Now, we are on page 26. Page 27?

Mr Baptiste: Item 28.035, can we know what are this sum Pedagogical Materials that have been produced so far. Because as I see that there is a provision of Rs 1 m. this year and Rs 1 m. for the next financial year?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I would appreciate if Members could organise their question so that we do not move back. We cannot jump back. So, estimates were used during this financial year for provision of grant to eight colleges for the provision of supplementary teaching materials for students of Grade 11 and 13 who sat for National Examination due to extension of school calendar up to November 2022. For the next financial year, procurement of teaching aids comprising of visual, audio-visual, manipulatives and concrete pictorials for the five core subjects for the primary sector and for the setting up of logistics for online communication in government primary schools.

Mr Chairperson: Yes, Mr Ramdally.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, 22900.112 – Digitalising of School Management System, Rs 3 m. has been earmarked for this item, can I ask the Chief Commissioner what is this for?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, this is for the secondary schools, school management software that we want to start working on and provide for, introduction of a web based school management software in view of modernising and allowing more flexible and efficient management in secondary schools, for example, for attendance. When the teacher goes into the class he will have a small laptop and he will see all his students attending his class and just check the names and put in the attendance which will immediately integrated into the system and also for reporting. And, one interesting, I invite all teachers here to look at the

software, one of them is XUNO and maybe there are other software. Everything will depend on the procurement. And, this really facilitates the works of a teacher. You do not have to go and fill the reports. You see. So, you have when you fill the report you have to put the name, you have to put the term, you have to put maybe the first term results, second terms results. All this will be imputed. Even the ... or the teachers, you can pre-set it.

Mr Ramdally: On the same page. Transfer to Households – 28212.031 – Nine Year Continuous Basic Education, Rs 4 m has been earmarked for this item. Can I have information about this?

The Chief Commissioner: To increase in provision for next financial year is meant for organisation of following activity:

- Teachers' Day – Rs 1 m.
- Introduction of project 'Tiny Forest'
- Organisation of Training and Workshop
- Provision of case management software for Social Workers
- RRA Awards
- Cultural activities
- Anti-bullying campaigns

Nine Year Continuous Basic Education, is it? This is what I have here.

- Introduction of Performance Management Audit System
- Regional platform
- Training of pre-primary
- Teachers' Day – include pre-primary, primary, all educators

The Minority Leader: M. le président, dans le cadre de son budget, le Chef commissaire a annoncé comment on va continuer à travailler par rapport à *nine-year schooling* en lien avec la politique nationale, donc je suppose que ce budget a à avoir avec cette annonce. Qu'est-ce qui va se passer exactement cette année par rapport à consolidation ou bien *transiting into the nine-year school system, the nine year continuous basic education*?

The Chief Commissioner: You mean those who are dropped out? This is it here. So, they are having introduction of Performance Management Audit System, setting up of Regional Platform, Training to pre-primary teachers, organisation of anti-bullying campaigns – one day, organisation of Rodrigues Regional Assembly Awards. Yes, but the nine-year continuous basic

education is already in place. Is it not? Nine year, it means six years in primary and the three years in... This is it training of pre-primary teachers. Because the nine year – the six years in primary, I believe they include the pre-primary. Maybe the commission the way they organize their activities they have put in this budget item.

Mr Chairperson: Thank you, next question.

The Minority Leader: There is a question. 31122.819 – the Setting up of an Online Learning Platform, I can see that there is a provision of Rs 500,000 this year and Rs 1 m. for the next financial year. I would like to know whether it is a project being done on phase, or it has been completed, what is this exactly?

The Chief Commissioner: Provision for this year is to meet related cost to the setting up of an online learning platform. Increase in provision for the next financial year is meant for the provision of the services of a Consultant for the setting up of an online learning platform for the education sector and the continued production of online materials as well as maintenance of learning management system.

The Minority Leader: Is it for primary and secondary?

The Chief Commissioner: It is in the general expenditures of education. I believe, yes. But we do want to start with upper primary – Grade 4, 5 and 6.

Mr Chairperson: Page 28?

The Minority Leader: On the page 28, we can see that under item vote 28212.041 – Support to Pre-Primary Schooling (formerly Grant to Pre-Primary Schooling), I would like to know from the Chief Commissioner how can he account for the sum of Rs 35 m. for the next financial year? We know that there have been lots of announcements so, specifically what will be done with this budget?

The Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, we have had a report from the Early Childhood Education and Care Authority (ECCA), they are very kind to look into the situation. So, the best way to go forward is to create a company, Ecole Maternelle de Rodrigues, which will have as Directors people from the pre-primary educational sector appointed by the Executive Council and also representatives from the association and maybe other people, people who are verse and qualified experience in pre-primary education. So, the funds will be used to provide quarterly grant to the new company for payment of management and operational grants including monthly emoluments, basic salary, travelling, salary

compensation, other allowance and retiring benefits of teachers and helpers pertaining to the 31 private pre-primary schools in Rodrigues, Mr Chairperson, Sir. For example, helpers who are not being paid full time, they are being paid, I think, four hours per day. So, you imagine, helpers who are coming for four hours per day. Now, helpers will be full time and paid a basic salary in the *école maternelle*. This is major. I hope we get the support of Mrs Minority Leader.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, we started it, he is continuing, so we will obviously support in the interest of our children. So, can we know from the Chief Commissioner regarding this item, *miss des écoles maternelles* were asking, I am sure they made the request and, in my intervention, the Chief Commissioner mentioned that, in sitting position, I was asking whether they will be recognised as from the date in 1982, they made the demand, will be recognised by the RRA, by the ECCEA and, they will be paid in terms of their years of experience?

The Chief Commissioner: *C'est* case to case basis, Mr Chairperson, Sir. And, it is not a question of when did you took employment also, it is a question of qualification. If you were qualified at some point in time, you will be paid from that point in time according to what you should have received equivalent to in the public sector. Unfortunately, we have looked into the case. We will make it a case to case because if you are not qualified, for example, if you do not hold SC and the required other qualifications, how can we pay someone. According to the pay scale you should have School Certificate. We will make a case for this. This is housekeeping when the company will be set up.

Mr Chairperson: Next page. 29?

The Minority Leader: Page 28, regarding the Education Infrastructure Development Project – 31112.001, we can see that there is a provision of Rs 17,335,000 for next financial year. We would like to know for what purpose, what infrastructure will be developed and what has been done also in the actual financial year.

The Chief Commissioner: Estimates were used during financial year to implement the following infrastructural developments projects:

- Upgrading of all pre-primary schools to the tune of Rs 3 m.
- Construction of pre-primary school at Jardin Mamzelle, retention money.
- Construction of préau fall at Basile Allas pre-primary.

/UNREVISED DRAFT/

- Construction of one additional classroom in four pre-primaries, Les Abeilles - Malartic, La Colombe - La Ferme, Paille en Queue and Les Hirondelles – Rs 8.5 m.
- Construction of additional classrooms at Grand La Fouche Corail for next year. We want to have a concrete drain at Le Flamboyant, Mangues, Le Solitaire, Trèfles, St. Michel, Port Sud Est and Le Cardinal – Accacia.
- Construction of toilet block at Le Dolphin – Grand La Fouche Corail, La Colombe, La Ferme and Les Coccinelles.
- Construction of new pre-primary school at Gravières.
- Construction of additional classrooms in two – Bon Accueil, Grande Montagne and Hibiscus at Eau Clair.
- Construction of retaining wall at La Cigale, Crève-Coeur, Grande Montagne, Mont Lubin

If need be additional funds could be made available through reallocation within other capital items.

Mr Chairperson: Page 29? No question? 30?

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to item vote 26313.150: Grand to Private Secondary Schools (REDCO and RODCO), we can see that there is a provision of Rs 390 m. for this financial year but no provision for the next financial year and we would like to know why there is no provision for this item?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, the principle is that the paying authority is the PSEA and it is them who process all the salary, emoluments, leaves, compensation, etc. so, the budget is under them. I agree that we should have kept this but this would have entailed a very big administrative burden on us because PSEA told us that if we want to keep the budget then we have to take all the administrative procedures. It was not us who were taking charge of the administrative thing. So, they are agent specialised in this, let them do their work, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Next question. Page 31? 32?

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, I would like to know...

Mr Chairperson: I said 31 twice.

The Minority Leader: Yes, you are going fast. So, with regard to...

Mr Chairperson: I am sorry, what have you said?

The Minority Leader: You were going fast, so I could not...

Mr Chairperson: I have said it twice.

The Minority Leader: So, for item vote 26313, I can see that there is provision for item 26313.132: Young Farmers Cooperative. I would like to know from the Chief Commissioner how many Young Farmers Cooperative do we have actually?

The Chief Commissioner: Three, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Next question.

The Minority Leader: Can the Chief Commissioner list the three Young Farmers Cooperative?

The Chief Commissioner: So, we have Rivière Banane, Montagne Cheri and Mourouk.

Mr Chairperson: Page 32?

Mr Baptiste: Item 22030.001: Renting of Building. Can we know which building where is the location and for what purpose, and the service provided?

The Chief Commissioner: Provision made for this financial year and the next financial year, rental at a building at Malabar, housing the office of Invest Rodrigues at the rate of Rs 23,000 per month. Thank you.

Mr Chairperson: Next question.

The Minority Leader: With regard to Item vote 28212.024 – Bringing Technology to SME's. I would like to know from the Chief Commissioner how many SMEs will be concerned and whether a specific sector will be concerned?

The Chief Commissioner: Provision is made to the cost related to procurement of holding tables and chairs and provide grant and other technology acquisition and modernisation scheme to 15 beneficiaries. For next year maximum of Rs 1,000 to 20 beneficiaries under TAMS.

The Minority Leader: Item vote: 21212.022 – Support to Small and Medium Enterprises, same page. We can see that there is a slight increase of Rs 500,000. Can I know from the Chief Commissioner what activities; what projects will be conducted for that?

The Chief Commissioner: Increase in provision for next financial year is meant for continuous professional development of officers of Invest Rodrigues and with the EDB, SME Census and SME e-directory, consultancy services for the implementation of the label made in Rodrigues.

Mr Chairperson: Next page. 33?

Mr Ramdally: Item 22900.111 – Licence and Trade Survey. There is no provision for this present year and Rs 500,000 for next year. Can I have information about this?

The Chief Commissioner: No fund earmarked, Mr Chairperson, Sir.

Mr Lisette: The question remains why is it that we are having Rs 500,000. The purpose of this Rs 500,000.

The Chief Commissioner: You asked for why there was no estimates for this year. The next financial year it is for the conduct of a licence and trade survey which will improve payment of stipend and travelling allowance to resource persons.

The Minority Leader: For the same item vote, Mr Chairperson, Sir, I would like to know from the Chief Commissioner when was the last survey conducted and what will be the scope of this new survey?

The Chief Commissioner: I do not have the information, Mr Chairperson, Sir. The scope of the survey it will evolve payment of stipend and travelling of allowance to resource persons. So, they will do a survey. It is going to be done now in the next financial year. I do not know when was the last one. Maybe never done.

Mr Chairperson: Page 34.

Mr Baptiste: With regard to item vote: 31112.831. Can we have an update about this project? We can see here the project value Rs 117,866,000 and there was a provision during this financial year, no provision...

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, we were going to renovate it. Unfortunately, the cost submitted by the consultant amounts to, I think by memory, Rs 70 m. which is very big. And, meanwhile we are going to host the polytechnic there. The polytechnic has been housed at Baie Malgache and therefore, we are not going to put money in the next financial year in it. We are going to ensure it is maintained, basic maintenance.

The Minority Leader: Same item vote, Mr Chairperson, Sir, recently the Chief Commissioner was announcing the number of programmes to be conducted by the PML, I would like to know whether there are actually sufficient spaces, and how many programmes will be run?

The Chief Commissioner: This question is not directly related to this one because it was for Citron Donis. I think the number of programmes available by Polytechnic Mauritius are readily available, they have some dozen diploma programmes at Baie Malgache and 15 courses for the next financial year, including nursing, diploma in midwifery.

The Minority Leader: For the item vote: 22900.926 – Technical and Vocational Training. We know that the Chief Commissioner announced new scholarship but the amount earmarked stays the same for this year and the next year. Can we know how many scholarships will be given and how much is committed in this budget. What are the ongoing courses actually?

The Chief Commissioner: Ongoing courses run by Polytechnic, Wisdom in Tech, Mr Chairperson, Sir. Number of scholarships, I do not have the information now.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, there has been lots of announcement regarding assistance to students which is very good but I would like to know from the item vote 22900.927: Training and Student Sponsorship, there is only an increase of Rs 2 m. while the Chief Commissioner announced tickets amounted to Rs 2.5 m. and so on. Can we know what are the programmes that are being conducted in this item? For the next financial year what will be the number of programmes and committed fund also for this item vote?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, the Rs 2 m. increase will be an estimates at about 350/400. Those who already benefit from tickets, they will not get it. It is only those who are not benefitting from tickets. The Rs 2 m. will be sufficient.

The Minority Leader: Can the Chief Commissioner tell us actually with regard to all the announcements he made, what is the number of students who are actually eligible for that?

The Chief Commissioner: In all, I am informed that there are around 460 and, of course, not all of them – they have to qualified according to the income criteria.

The Minority Leader: Can the Chief Commissioner confirm the item criteria?

Mr Chairperson: So, this is the last question. Put your question.

The Minority Leader: Can the Chief Commissioner confirm the criteria for the students to be eligible?

The Chief Commissioner: It is already announced in the budget. I think it is income threshold of Rs 50,000 for the family, below that we get the return ticket, above that we will study may be a grant, depending on the number of students, kids waited for their family.

Mr Chairperson: So, I put the question.

Vote 2-2: Chief Commissioner's Office (Rs 670,709,000) as amended was, on question put, agreed to.

Mr Chairperson: Now we move to vote?

Vote 2-3: Chief Commissioner's Office was called.

Mr Chairperson: Page 43. Mr Ramdally, you can put your question.

Mr Ramdally: Item No. 21111.002 – Travelling and Transport. We can see that there is a significant increase from Rs 45,000 to Rs 634,000, can the Chief Commissioner explain?

The Chief Commissioner: Provision made for monthly payment of travelling expenses. So, the provision, the increase is based on the trend of expenditure, increase due to posting of more staff to the commission and revision of travelling allowances as per Circular Note 27 of 2022.

Mr Chairperson: Next question. Next page. Page 44?

The Minority Leader: Item Vote: 31113.434 – Airport Development. We can see that there is a provision of Rs 16,980,000. Can the Chief Commissioner account for that?

Mr Chairperson: Last item on page 44.

The Chief Commissioner: We have reallocation of inhabitants of Ste. Marie. We have relocation of agricultural activities in connection with the airport runway, relocation of endangered species, plants.

The Minority Leader: Can we know from the Chief Commissioner when the relocation of Ste. Marie will be completed?

The Chief Commissioner: It is already done, Mr Chairperson, Sir. There are some minor works to be done and issue of lease to formalise resettlement. This is being done.

Mr Chairperson: Page 45.

Mr Baptiste: 31113.007: Port Development. We see that the project value is Rs 6,226,000 but the estimates is Rs 6.5 m.? Why is it high? Why is it that the project value is lower than the estimates? What will be done?

Mr Chairperson: 007? Yes, Chief Commissioner?

The Chief Commissioner: Yes, we have dredging of lagoonal passes, Mr Chairperson, Sir. The revised EIA will have additional studies to be completed. I agree with you; the project value is less than the provision for this year. Maybe we have to look into that, those concerned please?

Mr Chairperson: Okay, next question.

Mr Lisette: It is not in order that a project, the estimated amount of the project is higher than the project value, itself.

Mr Chairperson: I am sorry; you have to put question to the Chief Commissioner.

Mr Lisette: I wanted to say that this is not in order that they have their project estimates which is higher than the project value itself.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I move that the item be amended. Can I move it now? So, Item 31113.007, that the project value reads Rs 7 m. instead of Rs 6, 226,000.

Dr. Agathe: What is the nature of this project?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, the dredging is Rs 5 m., the project management and supervision is Rs 1.5 m. and, a margin of operation of Rs 500,000.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, with your permission I move for an amendment on page 45 under Vote Item: 2.3 Sub-Head 2-303 under column Project Value, be amended by deleting the figure Rs 6,226,000 and replacing it by the figure Rs 7 m. Thank you.

On question put and agreed to.

Mr Chairperson: Page 46? 47? 48? Mr Baptiste?

Mr Baptiste: With regard to Item Vote 31112.835: Construction of a New Civil Status Head Office, I understand that there was already a project for it but the government has changed its policy. I would like to know what is the new policy with regard to this head office for Civil Status since there is no provision?

The Chief Commissioner: The Head Office will move back to where it was, Mr Chairperson, Sir.

Mr Baptiste: Can we know where then?

The Chief Commissioner: You know perfectly where. At the ex- NDU Office, which was renovated, equipped for the purpose.

Mr Chairperson: Page 49?

The Minority Leader: Item Vote 31112.837: Infrastructure for Port Services. Can we know for what the sum is meant?

The Chief Commissioner: We need to maintain the Court building, painting and to ensure for repairs for the effective delivery of justice.

Mr Chairperson: Page 50? 51?

Mr Baptiste: Item 31122.007, can we know how many automatic weather stations are there and whether they are all operational and where they are found?

The Chief Commissioner: There is a list for this, Mr Chairperson, Sir. Rivière Banane, Songes, Patate Theophile, Montagne du Sable, Corail. The one at Citronelle will be operational in April 2023. A technician from the Mauritius Meteorological Services will come and do some repairs on it. Thank you.

Mr Baptiste: For 21110.001 – Basic Salary. We see that there is a decrease of more than Rs 600,000 while I see that for HR there is an increase in staff and one General Worker. Can they account for this decrease?

The Chief Commissioner: The decrease in provision reflects the actual trend for payment of salaries of officers in post. Maybe the provision which we had already was in excess.

The Chief Commissioner: What did you say, sorry? What was your point? What is your question?

Mr Ramdally: Item No. 21111.002, page 51 – Travelling and Transport. We can see that the amount in the budget is multiplied more than by two. Can you explain this?

The Chief Commissioner: Provision made for payment of travel grant and refund of travelling by mileage. Increase in provision is due to revised quantum of travelling allowances as per Circular 27 of 2022.

Mr Chairperson: Page 52?

Mr Lisette: Item Vote 22150.003: Chemical for Desalination Plants. I see that there is no provision though that there will some desalination plants which will remain under the supervision of the Commissioner for Water.

The Chief Commissioner: These has been taken into the budget – Grant to the RPUC.

The Minority Leader: With regard to Item Vote 25110.008: Rain Water Harvesting Scheme. I would like to know how many beneficiaries we have this year, how many we will have next year and whether it will be on self-help or how will it be?

The Chief Commissioner: We have procured polyethylene water tanks. We are in the process of receiving them. There has a small breach in the tender document, we are fixing this. We have entrusted the execution of the project to the RPUC and during the next three months we expect to reach about excess of 500 persons – *projet basin* – to give them their water tanks. There will be a blend of both giving a water tank and also self-help. We have recruited Supervisors for the execution of the project. We have received 1,615 applications. So, we move ahead rapidly during the next three months, the end of the financial year.

Mr Baptiste: Sorry, I have not heard. How any applications have been received?

The Chief Commissioner: 1,615.

Mr Ramdally: What is the capacity of the tank?

The Chief Commissioner: At least 1,000 metre. I do not have the exact details. But those who have to build a concrete, at least 4 m³, Mr Chairperson, Sir.

Mr Baptiste: So, I understand that with regard to the number of potential beneficiaries those who are eligible, can we know why there has been such a decrease then, if you want to reach the target of providing water tanks to all families?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, calls for application were made by the RPUC, the Commission and we received for this round 615. So, if you want, you have to apply for it. Because we need your details, we need to visit you to assess the situation. If somebody has capacity of 50 m³ at his place, why do we need to give him more. We need to prioritise so that people who are most in need, they receive their water tanks first.

Mr Chairperson: We move to page 53. 54? 53?

Mr Baptiste: Goods and Services – 001: Electricity. It was 25 and it is also 25 for water distribution. Can we know, when we talk about water distribution, it is related to what, this item?

The Chief Commissioner: Water distribution, Mr Chairperson, Sir, is operation of the network. Yes, you have pumps in the water distribution, you have other officers of stations where workers are for the operation the distribution network.

Mr Ramdally: Page 53, Mr Chairperson, Sir. Item 21110.001 – Basic Salary. We see that there is an increase from Rs 29 m. to Rs 35 m. while there is a decrease of the number of Water Supply Operator, from 64 to 36. Can the Chief Commissioner explain this?

The Chief Commissioner: The division is not only composed of Water Supply Attendants, there are other staffs also.

Mr Ramdally: On page 56, you will see that there is only this item Water Supply Operator which has this decreased, the other posts remain the same?

Mr Chairperson: But we are still on page 53.

The Chief Commissioner: Provision made for number of officers will increase from 154 to 200 due to the transfer of General Workers from Vote 2-201. So, you see the staff at page 56 was 154 now it will be 200. You will note that General Worker on page 57, from 26 to 96. This is the explanation.

Mr Baptiste: I do not know but if the Chief Commissioner has received a reply to previous question relating to decrease from 600,000, the reply is still being...

The Chief Commissioner: Which page?

Mr Baptiste: Page 50.

The Chief Commissioner: You are taking us back again.

Mr Baptiste: Because we have been awaiting for it.

The Chief Commissioner: Which item?

Mr Baptiste: Basic Salary. The question was why such a decrease by Rs 600,000 while for HR...

The Chief Commissioner: The number of officers under this item decrease from 116 to 106 due to retirement.

Mr Chairperson: Page 54? 55? 56?

Mr Lisette: I see that for Operator Pumping Station (Rodrigues) (on Roster), there is a decrease from 25 to 17 for the funded positions. Can we know why so?

The Chief Commissioner: Pre-retirement, Mr Chairperson, Sir. There will be taking over by RPUC and there will be retirement.

Mr Lisette: Whether these operators are being shifted provided that they were working on the desalination which are being taken by the RPUC and where are they being transferred?

The Chief Commissioner: We will have the development of new irrigation network. Some of them may be when they will be needed there. We need to ensure a separate and grey water, this is not treated water according to the domestic, so some of them will go there and there is still a blend of workers – RPUC/RRA, some may remain those who are required under RPUC they will be paid an extra money.

Mr Lisette: On the same page, Mr Chairperson, we note a decrease in the number of Water Supply Attendants, from 64 to 36. I would like to know how the Chief Commissioner's Office; Water Resources will carry out their distribution efficiently or there will be any other unit that will take over the distribution process?

The Chief Commissioner: Yes, Water Supply Operator, I think some them were assigned. So, they will be given the opportunity to move to other sectors. Because RPUC will take over the process and we will have the Commission for Agriculture developing its agriculture network with the *retenue collinaire*, operation of the agricultural dams. Yes, RPUC will be taking over the distribution process. But we still have a transition period where both systems should exist alongside.

Mr Lisette: Yet, Mr Chairperson, meaning that by the start of 01 July, there will be no fund available for at least 64 minus 36 Water Supply Attendant. How are you going to cater for their salaries in this case?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, they were being assigned. If they are moved, their salaries will be moved to their respective Vote Item. For example, General Worker has increased from 26 to 96. So, it is a movement from one post to another. The difference in Water Supply Operator is 64 minus 36, so the difference is reflected in the increase in General Worker.

Mr Chairperson: Page 57?

Vote 2-3: Chief Commissioner's Office (Rs 375,903,000) was, on question put, agreed to.

Vote 3-1: Deputy Chief Commissioner's Office was called.

Mr Chairperson: We are on page 65.

Mr Lisette: Page 65, Mr Chairperson, as regards for Equipment for Civil Test Laboratory, I will like to know which equipment has been bought so far?

Mr Chairperson: Which item?

Mr Lisette: Item Vote: 22900.981.

The Deputy Chief Commissioner: Provision is being made for procurement for laboratory equipment for the setting of Civil Test Laboratory. Yes.

Mr Lisette: I would like to know which equipment has been bought or ought to be bought?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, Cube compressor, an apparatus for testing concrete cubes.

Mr Lisette: Same page, Mr Chairperson, for Item Vote 31112.833. I would like to know as regards to Consultancy Services for Project Preparation, Management and Supervision, I would like to know if there has been a new contract tendered and, if yes, what is the contract value?

The Deputy Chief Commissioner: Provision made for procurement of fees to the consultant for consultancy services for project preparation, design, cost estimates, bidding agreement and project arrangement and supervision for capital project entrusted under Global Consultancy. We do not have a new contract as such. There is no new contract so there is no new contract value.

Mr Lisette: If there is no new tender because I see that for last year, the project value was Rs 44,160,000, now it is Rs 40,000,000. When I compared the figures of last year in budgetary measures of last year, there was Rs 44,16,000 but this year it has change to Rs 40,000,000 only. This is why I am asking if there is a new value, a new project, a new consultancy services for that?

The Deputy Chief Commissioner: This will cater for the new consultancy services which will be required under new contract for this year.

The Minority Leader: I would like to know from the Deputy Chief Commissioner then, when will the contract for Global Consultancy end?

The Deputy Chief Commissioner: It depends, Mr Chairperson, Sir, because there are some ongoing projects. Yes, it has already lapsed. But we have given them some additional time and it end in September 2023.

Mr Chairperson: Page 66?

Ms. Roussety: Mr Chairperson, Sir, Item Vote 22120.002: Fees to Chairman/members of Board/Committees. The sum is for which board and why such an increase?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I know there are many boards. Provision is provided for payment of officers attending the Building Permit Committee on a weekly basis and, other committees. And, the fees paid per sitting, Chairman – Rs 1,995 and Members Rs 890 and, Secretary – Rs 1,225.

Mr Baptiste: What are the other committees? You are talking about there are various committees. We would like to know the different committees. You have talked about one of them.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, we have the Building Permit Committees, Staff Committee, Housing Committee, we have also other committees, Tender Committee.

Mr Chairperson: Page...

The Minority Leader: Page 66, Mr Chairperson, Sir. With regard to Item Vote 31112.813 – Construction of Market in villages. Can we know which market will be constructed?

The Deputy Chief Commissioner: It is about the market at La Ferme, Mr Chairperson, Sir. This figure represents the consultancy, design, etc., for the renovation and construction of a new market at La Ferme.

Mr Chairperson: 67? 68? 69? 70?

Mr Lisette: We know that the trend in the renewal of the buses normally is about seven to eight per year. And, this why, for last year, the funded amount was Rs 7 m. now we see that it has decreased to Rs 3 m. I would like to know the number of new buses to be...

Mr Chairperson: Which item are referring to?

Mr Lisette: I am referring to Item Vote 25500.002: Bus Modernisation Scheme.

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, following the trend as have been just said, this amount will be sufficient.

Mr Chairperson: 71?

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to Item Vote 22900.016: Extension of CEB Network in Morcellement. Can we know for this present financial year which morcellement is concerned and which morcellement will be concerned for the next financial year?

The Deputy Chief Commissioner: There are many morcellement which are being concerned, Mr Chairperson, Sir, because as you are aware, people they build houses every year in almost all the morcellement. So, we have to cater for. So, that is why there has been an increase and we have to cater for providing them with extending CEB networks in these households.

Mr Baptiste: Item Vote 31113.010, relating to construction of track roads. I would like to ask the Commissioner...

Mr Chairperson: We are on page 71.

Mr Baptiste: Improvement, Renewals... Last year, the Chief Commissioner announced the construction of 30 kms of track roads in the key deliverables and targets. We have seen that up to now 4.5 has been completed, I would like to know what is the target because before the end of this financial year whether the 30 kms will be completed?

The Deputy Chief Commissioner: We are doing our best, Mr Chairperson, Sir. But you know, we had had problems with cement, water, etc. So, my commission is having meetings with the different contractors so that they can speed up the construction of track roads so that we can pay maximum amount and reach a maximum target under this financial year.

Mr Chairperson: 72?

Mr Baptiste: 31113.012 – Housing. I would like to know how many housing unit has been completed during this financial year?

The Deputy Chief Commissioner: I do not have the exact figure, Mr Chairperson, Sir, but we have different type of housing unit. We have housing units made up of iron, iron sheets and we have also housing units made with concrete. So, there are many... May be the information is being compiled and then you can come with a substantive question next time, I will answer. Thank you.

Mr Chairperson: 73?

Mr Baptiste: Mr Chairperson, in the budget speech, the Chief Commissioner mentioned that 56 beneficiaries have been provided with construction materials while 127 Rodriguans have benefitted from the Housing Scheme. So, how would you, account for this difference/discrepancy?

The Deputy Chief Commissioner: If I understand well. They have signed their contracts. Some have signed their contracts at different time of the year. So, that is why only some are being provided with building materials.

Mr Baptiste: For the same item. I would like to ask the Commissioner, what is the target relating to the number of housing unit that he expects, he is targeting to be completed by the end of this financial year? I am talking about those who have benefited from the construction materials for a concrete housing unit.

The Deputy Chief Commissioner: But, Mr Chairperson, Sir, this scheme is different, on a self-help basis. And, they will get their materials according to the phases they have reached. So, we will do our best and we are doing our best so that we can reach the maximum target this financial year.

The Minority Leader: On the same Item Vote, Mr Chairperson, Sir, can I know from the Deputy Chief Commissioner whether this earmarked budget will be managed by the commission itself or will it be transferred to the Rodrigues...?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, it will be managed for the time being by the commission and then the Executive Council will take a decision for further reallocation of fund.

Mr Chairperson: Page 73? 74? 75? 76?

Mr Baptiste: Page 75. In relation to item no. 25110.006. I would like to know how many beneficiaries are ready, have obtained these Solar Water Heater?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, we have just asked for invitation, those who are interested, we have got approximately 67, if my memory is right, applications among which there are some handicapped beneficiaries/persons. And, we will see, I have already talked to my Departmental Head, maybe all of them will see, upon availability of fund, all of them will be granted with this facility.

Mr Baptiste: For 25110.010: Renewable Energy Promotion Initiatives, can we have more information about this?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, it will be to provide kit solar lamps, especially to needy families, especially for the students, those who have students at their place, at time of power cut. So, they can use it to continue their homework, etc.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, so, in the budget speech, there was the announcement for a Ferme Volcaic. But I can see that here we can only have the item votes for Renewable Energy Promotion Initiatives. Can we know whether it is in this budget that will be launched?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, it is under the Indian Grant Scheme, Mr Chairperson, Sir, which is a special budget which will be granted by other sources of fund.

Mr Baptiste: 31113.009: Protection of the Environment. Can we know what are the projects which have been carried out during this financial year with the Rs 36 m. which was budgeted and what other ongoing or oncoming projects?

The Deputy Chief Commissioner: Provision is made to continue the rehabilitation of a sea wall at Baie Lascars, which has also been damaged by cyclone Freddy and Anse aux Anglais, improving of green spaces and children garden, setting up of a proper high fence, gate and retaining wall at the lower side of the dumping site, etc.

Mr Lisette: Can the Deputy Chief Commissioner specify as regards to the gardens that he mentioned, whether the sites have been identified so far?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, it is at Petit Gabriel, Creve-Coeur, Jean Tac and all the other children garden which need to be upgraded.

Mr Baptiste: In relation to the dumping site of Roche Bon Dieu, can we know exactly what will be the scope of work for improvement of...

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, it is about high level fencing. We have to put a high fencing at the right part of it and we have also to build a retaining wall to secure the dumping site.

Mr Baptiste: What about the '*tri de déchet*' which is just next to the waste water system? We know that there are all types of plastic bottles dumping and we know it is an eyesore, whether something has also been earmarked or projected for this?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, it is also earmarked under this item, Mr Chairperson, Sir. But I would like to say that the dumping site is already an eyesore. So, we will do a shelter on the site where we are segregating the waste so that to shelter the waste.

Mr Baptiste: In this case can we know what is the project value of this?

The Deputy Chief Commissioner: I think, the project value is about Rs 5 m.

Mr Chairperson: Page 76.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, Item No. 26313.133: Contribution to RCSS. We can see that there is a decrease in the budget. Can the Commissioner explain why?

Mr Chairperson: Page 76 – 26313.

The Deputy Chief Commissioner: So, Rs 1 m. was provided for the '*Nu zoli vilaz*' project but the project is now completed.

The Minority Leader: With regard to Item Vote 28212.039: Support to NGOs, can we know from the Deputy Chief Commissioner, how many NGOs have been given support in this financial year and how many NGOs he is expecting to support in the next financial year?

The Deputy Chief Commissioner: The provision is being made for financial year 3/24 for financial assistance to NGOs for the implementation of minor community based projects aiming at combatting social ills and promoting policy development and social inclusion. So, how many have been granted this facility? I need to have more precision.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, I would like to know for item 28212.038: Support to Village Committees. Can we have more details about what this provision is meant for?

The Deputy Chief Commissioner: Support to Village Committees is providing financial aid for minor committee based projects aiming at promoting positive development and social inclusion and provision of a new infrastructure in villages. This is mainly also, Mr Chairperson, Sir, to upgrade the social community centres. We have granted two NGOs, namely, Shoals and Rodrigues Friendly Group.

The Minority Leader: Can we know from the Deputy Chief Commissioner what is the mode of application to be eligible for this project, whether there is a call for approval or whether they should submit a project by themselves?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, they have to call at our office, Mr Chairperson, Sir, and then they are granted this facility upon examination of their project.

Mr Baptiste: Yes, for further clarification, I would like to confirm whether the 26313.133: Contribution to Rodrigues Council of Social Services, was it a grant which is not related to the support to villages because what you have given for support for villages, look

like *projet 'Nu zoli vilaz'*. So, this means that the grant is related to something else. Can we know exactly what it is? Support to villages related to *'Nu zoli vilaz'*. *Ça oui*. But earlier you mentioned that the grant has increased because Rs 1 m. was meant for *projet 'Nu zoli vilaz'* *alors que projet 'Nu zoli vilaz'* was in the Support to Community Villages.

The Deputy Chief Commissioner: *Oui, ine bouge li laba.*

Mr Baptiste: 31113.015: Minor works and Improvement to Community Centres. Can we know whether any community centres have been constructed or completed during this financial year? What are the new projects for the...?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, we are converting the *ti bazar* at Maréchal into a community centre, which has been left idle for many years and we will also start construction of Cité Patate Community Centre and Citronelle.

Mr Lisette: ...the cancellation of tendering process with respect to Gravières and Grande Montagne Community Centre whether, the project of building of self-basis is going forward and, if yes, when?

The Deputy Chief Commissioner: It will be done in house, Mr Chairperson, Sir. We have by in house labour.

Mr Lisette: ...to start the project in these two villages?

The Deputy Chief Commissioner: We will see, Mr Chairperson, Sir, maybe soon, very soon.

Mr Chairperson: Mr Agathe?

Dr. Agathe: Why, Mr Chairperson, Sir, there is a decrease in the budget...

Mr Chairperson: Which item are you referring to, please?

Dr. Agathe: The same item. 31113.015, there is a decrease to Rs 11,700,000 for the next budgetary...

The Deputy Chief Commissioner: It represents this amount this year, Mr Chairperson, Sir. It represents payment of the NGO centre and the Baie Malgache Community Centre.

Mr Baptiste: You have talked about for the same item vote for the conversion of *ti bazar* into a community centre. It seems that works have already started. Can we know when is the completion date?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, April, end in a few months.

Mr Chairperson: 77? 78? 79?

Vote 3-1: Deputy Chief Commissioner's Office (Rs 762,795,000) was, on question put, agreed to.

Vote 4-1: Commission for Agriculture, Fisheries, Food Production, Forestry and Plant & Animal Quarantine was called.

Mr Chairperson: We are on page 89. Page 89?

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to Item Vote 22090.001: Security Services, we can see that there is a provision Rs 1 m. also for Security Services, can we know from the Commissioner which building will be concerned and whether it will be a contract?

Mr Perrine: Yes, Mr Chairperson, Sir, fund is being provided for payment of security services provided by the company.

The Minority Leader: Can I ask the Commissioner; which site will be under the supervision or of these security services?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, the site includes Citronelle compound, Agricultural compound at Oyster Bay, St. Gabriel production unit, Baie Topaze production unit.

Mr Chairperson: Can the Commissioner speak louder, please.

Mr Perrine: Oui, naturellement. Citronelle Agricultural compound, Oyster Bay, St. Gabriel Livestock Production Unit, Baie Topaze, Crab Island and Montagne Plate Livestock Production Unit. That is six sites.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, item 31113.021: Agricultural Research and Development. We see that there is a budget line here but there is no provision for it. Can the Commissioner explain?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, no fund has been provided under this item because funds are available under another item, that is, Improvement of Crop and Livestock. One project has been completed.

The Minority Leader: In regard to Item Vote 3112.829: Construction and Upgrading of Agricultural Infrastructure Rs 3 m. Can we know for next financial year what will done with that and actually what is being done with the Rs 7 m.?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, project to be implemented are construction of Veterinary Complex, extension of head office at Citronelle. I think, the consultant is preparing the plan and the tender to be floated.

Mr Chairperson: Page 90?

Mr Baptiste: Mr Chairperson, 22900.983: Seed Production Scheme. There is no provision for the estimates for 2023/24, may I know why there is no provision for such?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, funds are being provided under the budget of the Ministry Agro Industry in Mauritius and we have submitted our project in Mauritius and then the transfer of fund is being done to the Central Administration.

The Minority Leader: With regard to Item Vote 22900.982: Establish Standards for 5 Key Rodriguan Products. Can we know which products have had already their standards?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, provision is meant for establishment of filiere and value added for onion, red beans, chillies, honey and lemon. Currently, the Commission is characterising onion and local red beans and is working on the label Made in Rodrigues.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, can the Commissioner inform us whether characterising of the lemon is being done?

Mr Perrine: Yes, I think, they are at the final stage. Because I understand that the Lecturer working in the project there at the University of Mauritius has been transferred and we are looking into it may be very soon the brevet will be validated.

Mr Baptiste: 22900.981: Equipment for Food Testing, can we know what types of test are being carried out in this laboratory?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, provision is made for the purchase of consumable for routine test such as total soluble sugar.

Mr Chairperson: Page 91?

Mr Ramdally: Page 90, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Okay, one last.

Mr Ramdally: Item 22900.983: See Production Scheme. We can see that last year in the budget, there was a provision of Rs 500,000. Can I ask the Commissioner what was this meant for? And, this year there is no provision.

Mr Chairperson: 983? Already answered. Page 91?

Dr. Agathe: Mr Chairperson, Sir, I would like to know for Item vote 27210.107, there are an increase from Rs 14 m. to Rs 40 m. for next year, what is it meant for, please?

Mr Perrine: Increase in provision, Mr Chairperson, Sir, is meant to cater for increase in the payment of allowance to alternative livelihood octopus fishers and regional supervisor, supervisor during the two octopus closed season, that is, from February for five weeks and winter, August – nine weeks. This is due to an increase to an increase in the rate of payment and increase in the number of fishers who joined the programme.

Dr. Agathe: May I ask the Commissioner, please, Mr Chairperson, Sir, to what extent is the increase both for supervisors and for fishers?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that the fishers were being paid Rs 550 daily and this is the policy decision that has been approved by the Executive Council. I think, it has been increased to 1,460 fishers - from 800 to 1,460.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, can I ask the Commissioner whether all these 1,460 fishermen will be granted a fisherman card?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, we will very soon introduce an octopus fisher's professional card. So, we are going to use the statistics that we have because not all the 1,460 will be granted, if they eligible, of course but we will have to check their attendance and their performance whether they are true fisherwoman or fisherman.

Dr. Agathe: Just to come back to the question I asked. There has not been any answer regarding the number of supervisors.

Mr Perrine: Yes, we have 34 supervisors. Regional supervisors we have eight.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, can I know from the Commissioner for Fisheries, even that the winter closure started in September and the result was not so good, has he taken the decision to bring back the winter closure for the month of August?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I do not think the result was not so good. Because when I look at the statistics, we do not have this. And, for statistics we have to look at long

range not take the decision the day after. But anyway, we are waiting for the report of Prof. Warwick, who is evaluating the project and, if it is recommended that we have to extend or to shortened the closed season, then we will take the decision.

Mr Baptiste: Item 21110.001: Basic Salary. How would your account for the decrease in the estimates of the 2023-2024, while for Human Resources, we see that there is an increase from 113 to 121 for Human Resources?

Mr Perrine: The decrease is due to retirement.

Mr Baptiste: If you look at page 96 relating to this item for Human Resources, the funded post is from 113 to 121.

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that newly appointed women starts with a lesser salary.

Mr Randally: Item No. 28212.023: Support to Off-Lagoon Fishers. We see that there is two-folds increase in the sum earmarked, can the Commissioner explain this?

Mr Perrine: I am informed that provision has been made for procurement of equipment and support to off-lagoon fishers, for example, subsidy on outboard motors, training in off-lagoon fishing techniques, life jackets have already been purchased.

Dr. Agathe: why there is such a decrease for this item for the next year? Why a decrease?

Mr Chairperson: Sorry, Dr. Agathe, you said a decrease or an increase?

Dr. Agathe: Sorry, there is an increase. I am sorry.

Mr Chairperson: Okay, so the question does not arise. We go to page 92.

The Minority Leader: In regard to Item Vote: 31113.006: Fisheries Development. Can the Commissioner for Fisheries enlighten us about the projects being conducted actually for the amount earmarked Rs 20,100,000?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that this fund has been provided for new projects which will be implemented in the forthcoming budget. Upgrading of Pointe Monier and Petite Butte Fisheries posts, research and survey for the promotion of fish aggregate device (FAD), fisheries in Rodrigues, safety of fishers at sea in off-lagoon, safety of fishers at sea in-lagoon, rehabilitation of Maison des Pêcheurs, rehabilitation of ex-boat yard into a marine academy and research centre.

Mr Chairperson: Page 93? Page 94?

Mr Baptiste: With regard to Item No. 311113.017: Water Distribution for Irrigation. Page 93. Can we know which projects have been completed for water irrigation and what are the projects that are to be carried out for the year 2023-2024?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that project to be implemented in financial year 2023-2024, setting up of an irrigation network in the valley of Baie Malgache and Montagne Goyaves, construction of major projects, *retenue collinaire* at Anse Baleine and associated irrigation network. For Anse Baleine it is for preliminary works and consultancy fee.

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, I refer to Item Vote 22900.979, I would like to ask the Commissioner for Agriculture whether this is not as subsidy for planters and, if yes, to what threshold is he giving such subsidy to the planters?

Mr Perrine: I am informed that provision has been made for reimbursement of maize and bean planters for mechanisation services.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, for Item Vote 22900.100: Incentive for consolidating the Rodrigues Agricultural value chain and, so on. So, there is a provision of Rs 30 m. for this financial year. The Commissioner at some point in time announced the allocation of 60 projects. Whether this has been completed and what has been the number of projects received and how many was allocated?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, provision has been made for the setting up of farm for 60 beneficiaries of professional agriculture for Rodrigues Agricultural Chain Scheme. There are about 180 applicants, the list will be processed and the 60 beneficiaries, the list will be approved by next week.

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, if the Item Vote of 22900.979 for mechanisation incentive, it is not for mechanisation for red bean and maize production, I would like to ask the Commissioner what is the aim of Item Vote .107? Land Mechanisation Support Scheme.

Mr Perrine: Provision is being made for refund of Rs 3,000 to planters per acre, whose agricultural land has been ploughed by private service provided.

Mr Chairperson: So, we move to page 94.

Mr Ramdally: Item No. 31410.003: Botanical Garden, Nature and Golden Bat Reserves. We can see that for this year there is a provision for Rs 4,479,000, can I ask the

Commissioner what was this sum meant for and we can see a provision of Rs 5 m. this year and, what will this provision meant for?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that provision is being made for the setting up of Nature Reserve at Cascade Pigeon Phase 2, the implementation of Mourouk Botanical Garden, setting up of Golden Bat Sanctuary and provision is also made for the control of *Acacia nilotica*, that is, the '*piquant loulou*'.

The Minority Leader: The same Item Vote, can I ask the Commissioner for Agriculture regarding the Botanical Garden, Nature and Golden Bat Reserves, which entity, organisation will be responsible for the implementation of the project?

Mr Perrine: The project is being implemented by Forest Division and also, I think, there is a financing from the UNDP, where we are fencing an addition area of 70 hectares, that is, alongside Montagne Cherie. We are also fencing the whole review – the fencing of the whole compound. But one thing is interested also, we have to declare the Botanical Garden, Nature Reserves. And also, I think, working in close collaboration with new company which will be the executive arm for the reafforestation and other technical work.

Mr Chairperson: Yes, page 95? Mr Ramdally?

Mr Ramdally: Item 31113.020: Improvement of Livestock and Local Poultry Production. We can see that there is a significant increase from Rs 6 m. to Rs 15 m. Can the Commissioner account for this increase?

Mr Perrine: I am informed, Mr Chairperson, Sir, that the project to be implemented in financial year 2023-2024, rehabilitation of silvopastoral area at Montagne Kali, refurbishment of impound station for the welfare of seized animals, rehabilitation of silvopastoral at Montagne Croupier, 40 hectares and Grenade, 10 hectares, rehabilitation of the building at Terre Rouge to accommodate farmers centre and operationalisation of the slaughter house.

Mr Chairperson: One last question.

Mr Baptiste: 22900.103: Livestock Destocking Programme. I see that there is a provision of Rs 3.5 m. Can we have more information about this programme?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, provision has been made to encourage farmers to sell old and unproductive female livestock. I must say that during for more than four, three years, only male animals are being exported to Mauritius. We have a lot of old female here in the island, so we have to start a destocking.

Mr Chairperson: Time is over by two minutes. Now I am going to put the question.

Vote 4-1: Commission for Agriculture, Fisheries, Food Production, Forestry and Plant & Animal Quarantine (Rs 4,010,542,000) was, on question put, agreed to.

Vote 5-1: Commission for Health, Fire Services, Social Security, Management and maintenance of prisons and probation and social rehabilitation was called.

Mr Chairperson: Page 104. 104?

Ms. Roussety: Mr Chairperson, Sir, Item No. 22030.003: Rental of Vehicles. A mon grand étonnement on voit que la commission loue toujours des véhicules et la somme a été doublé. Est-ce Monsieur le Commissaire peut confirmer à la Chambre combien de véhicules sont impliqués ?

Mr Volbert: Four mini buses, two SUV, rental for fees in respect of rental of vehicle of private vehicles. Two SUVs and four mini buses.

Mr Lisette: Can I know from the Commissioner the number of ambulances that he has announced, that is, that he has tendered, why is it that this amount is not being on the decrease?

Mr Volbert: These vehicles are being used for conveyance of specialists. So, specialists cannot... Sorry? No.

Mr Ramdally: Item 22030.001: Rental of Building. At least for fold increase from Rs 495,000 to Rs 1,740,000, can we know what are the buildings that are being rented and for what purpose?

Mr Volbert: Provision made for payment of rental fees in respect of rental of building to accommodate Pharmacy Stores, General and Surgical Stores where most spaces are available. Previously, only rental for Pharmacy Stores was made, General and Surgical Stores were added and are under one premises at Fong Hing building at Creve Coeur resulting the increase in provision.

The Minority Leader: On the same Item Vote, what is the cost, month amount for this rental?

Mr Volbert: Rs 150,000.

Mr Lisette: I should like to ask the Commissioner for Health with respect to Item Vote 22060.005: IT Equipment and Licences (E-Health), I would like to know how far this service is being applied at the level of the health service?

Mr Volbert: IT Equipment and Licences (E-Health) is being paid under item of Central Administration, Chief Commissioner's Office.

Mr Lisette: My question is how far is this service being applied, the E-Health system, how far is it being applied right now in the hospitals?

Mr Volbert: About 80%.

Mr Chairperson: Mr Ramdally?

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding the Item Vote 22900.002: Accommodation Cost, we can see that there is a provision quite constantly each year of more than Rs 8 m., can we know for which is it meant for?

Mr Volbert: Provision made to meet the cost of accommodation for Specialists, Medical Health Officers, Senior Medical Health Officers on tour of service in Rodrigues and Officers proceeding on official mission in Mauritius and accommodation cost in respect of patients undergoing treatment in Mauritius.

The Minority Leader: Regarding the accommodation of Medical Officers or Specialists, can we know where it is done? Where do they stay when they come?

Mr Volbert: In several hotels on a roster basis.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, it seems that the Commissioner mentioned the accommodation of patients in Mauritius, is he referring to Sikamifer? Is it? Can we know about if it is the case, what is the monthly, approximately how much we are paying monthly?

Mr Volbert: Il n'y a pas une somme fixe. Ça dépend du nombre des patients qu'on envoie au Sikamifer.

The Minority Leader: For the same activity, accommodation of patients in Mauritius, can we know from the Commissioner whether he is envisaging to have other places in the nearby hospital, for example, Rose Belle or Jeetoo, where our patients can stay if they are having treatments in these hospitals?

Mr Volbert: Yes.

Mr Chairperson: Next page, page 105.

Mr Ramdally: Item 31122.004: Equipment and Furniture for Hospital and Others. We can see that in this present year, there is a provision of Rs 11,500,000, can we know what has been purchased by this... In the Estimates for 2022/23, we have a sum of Rs 11 m., can we

know what equipment have been procured with this and, there is a provision of Rs 7,500,000 for the next year and what do you project to procure?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, provision made for the procurement of equipment and furniture such as blood refrigerators, air conditioners, lockers, sofa bed, bed, table and chairs for hospitals, area health centres and community health centres. And, the decrease is due to the fact that most health centres are already equipped with. Provision for financial year 2023/24 is mainly for the new unit that will be set up during the year.

Mr Lisette: I refer to Item Vote 27210.008: Assistance to Patients needing Specialised Treatment. I remember the Commissioner for Health coming into the House stating that he will allowing patients who need treatment in clinics in Mauritius. I would like to know if this the case and, if yes, how many are they?

Mr Volbert: J'ai dit que les traitements qui ne peut pas ... ici, on va rembourser. Et jusqu'à maintenant *about 60 have been refunded.*

Mr Baptiste: Item Vote 22010.001: Electricity. I would like to know because I know that this is a subhead which consume more highest amount of electricity. We know that there has been a hike in the price in electricity recently and, we see that there has been no change in the provision for same and this was the same provision for the previous financial year. Can we know whether this will be sufficient to meet?

Mr Volbert: The average paid has been calculated as from February and is Rs 14,600.

Mr Ramdally: Item No. 31113.014: Health Infrastructure Development Projects. We see that there is a project value of Rs 755 m., this year there is a provision of Rs 34 m. and next year Rs 35 m. Can we have more information about this?

Mr Volbert: Provision is made to meet payment in respect of ongoing projects, upgrading works at new Child Friendly Dental Clinic at La Ferme, upgrading of COVID Treatment Centre at Zita Jean Louis Area Health Centre, led shield inside X-ray room at La Ferme Area Health Centre, renovation and/or catering department at Queen Elizabeth Hospital and new projects, construction of Radiology Unit at Queen Elizabeth Hospital, renovation of all Operation Theatres into Cardiac Unit at Queen Elizabeth Hospital, renovation of its existing building into SAMU Unit, leaf at Maternity Block, construction of Psychiatric Ward at Zita Jean Louis and upgrading of Community Health Centre at Baie Topaze.

Mr Chairperson: Page 106. 106?

Mr Ramdally: Item No. 22900.005: Provision and Stores. We see that there is significant increase. Can the Commissioner account for this, from Rs 14 m. to Rs 18 m.?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, provision is made to cater for the procurement of foodstuffs like vegetable, fruits, frozen fish and chicken, eggs, juices, ice cream for ENT, specialised meals for special occasions and gas cylinder. Provision for financial year 2023/24 is based on trend of expenditure where funds will be sufficient compared to previous years.

The Minority Leader: Page 106, toujours, M. le président, 28212.025 : Subsistence Allowance to Patients on Treatment in Mauritius. M. le président, en effet quand on avait mis en place cette facilité, c'est pour justement permettre au parent qui accompagne des patients pour qu'il soit plus à l'aise point de vue transport et un moment on avait pris la décision de donner avant de partir un montant, un moment c'était Rs 1,000 et puis c'était passé à Rs 1,500 avant que le patient part. Est-ce que le Commissaire est au courant que dans la majeure partie des cas aujourd'hui ça ne se fait pas ?

Mr Volbert: M. le président, nous avons un problème, parce que l'accompagnateur qui a besoin de cette argent, donc on donne au patient, le patient est à l'hôpital et on va changer ce *scheme* pour permettre à l'accompagnateur d'avoir ce Rs 300.

Mr Ramdally: Item 31122.004: Medical Equipment. We see that there is a provision of Rs 58 m. and this year Rs 51 m. Can the Commissioner explain what was these sum meant for?

Mr Volbert: Yes, Mr Chairperson, Sir, provision made for the procurement of medical laboratory equipment such as, digital motorise X-Ray machine, ventilators, cardiac monitor, adult and paediatric and neonatal ventilator, defibrillation, apheresis machine and PC Analyser for different departments such as, health services. Increase is mainly for the procurement of two digitals Fluoroscopy X-ray for Radiology Unit for Queen Elizabeth Hospital and La Ferme Area Health Centre and one specialised vehicle, buggy for Queen Elizabeth Hospital.

Mr Baptiste: I would like to ask the Commissioner, whether the MIR also will be from this item?

Mr Volbert: It could be.

The Minority Leader: Does the Commissioner know that an MIR cost more than the sum earmarked. How is he envisaging to finance...?

Mr Volbert: M. le président, il faudra construire le bâtiment d'abord et puis on amène l'appareil.

Mr Chairperson: So, we are on page 107. 108? 109?

Ms Raffaut: 108. Mr Chairperson, Sir, Vote Item 22900.001. Can we know from the Commissioner why is there a significant increase for this item?

Mr Volbert: Provision made for payment of uniform allowance and procurement and protective equipment such as boots...

Mr Chairperson: Put your microphone up, please.

Mr Volbert: crops, raincoats to eligible officers. Increase is due to increase in rate and increase in number of eligible officers.

Mr Lisette: Can we know the increase in the number of eligible officers?

Mr Volbert: The increase is due to the 44 Trainee Nursing Officers.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, 22060.003: Plant and Equipment. We see that the budget is Rs 20,000, can the Commissioner explain what is the sum meant for?

Mr Volbert: Provision is made for payment in connection with maintenance and servicing of office equipment such as, printers and medical equipment such as, haemodialysis machines, biomedical chair, anaesthetics machines, digital X-ray, incubator, CT Scan, Section.

Mr Chairperson: We are on page 108, Firefighting.

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, provision is made for maintenance of office equipment such as, printers.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding Item Vote 22900.001: Uniform. The Commissioner at some point informed us that provision is made for 44 Nursing Officers, 34 Nursing Officers but uniform for Nursing Officers cannot be under the budget of Firefighters and Rescue. So, can you justify this?

Mr Volbert: *Mo chose en désordre!* Excuse me. Provision is made for procurement of uniform to Fire Officers and for payment of uniform allowance to other officers. Uniform of Fire and Rescue Services consists of uniform, trouser, shirt, tiles, socks, shoes and other accessories which are supplied annually and personal protective equipment consisting of turn out gear, firefighting boots, cloths, fire helmet, google and safety glasses. Provision for financial year 2023/24 is meant for procurement of uniform and firefighter personal protective

equipment for newly recruited firefighters and other officers and comprises of all requirements due to them since several years.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, 31122.005: Firefighting Equipment. For this year there is a sum of Rs 25 m., can the Commissioner explain giving information to the House what equipment has been bought and there is a provision of Rs 6 m. for next year. What will this sum be meant for?

Mr Volbert: Provision is made for procurement of firefighting equipment and specialised vehicle for combatting fire. The commission has acquired one foam tender which has been paid in financial year 2022/23 while provision for financial year 2023/24 is meant for acquisition of protective equipment for firefighters and two semi-urban specialised firefighting and rescue trucks, showing a decrease in provision.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, 21110.001: Basic Salary. We can see that there is an increase of almost Rs 600,000, while for the HR, we see that the number of workers, the staff is the same. Can you, account for such an increase?

Mr Volbert: Provision is made to cater for basic salary to officers pertaining to Sub-Head 5-105: Social Protection. Increase is due to increment 2024.

Mr Baptiste: I think we have to be careful because we see that the trends are not the same, it is almost Rs 600,000 but the number... I think that you should justify this, it is not correct, Mr Chairperson, Sir?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, three officers have been promoted to higher grade.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, I know that these officers who are already working within the commission. So, this cannot be such a substantial increase.

Mr Volbert: There are three officers that have been promoted and provision includes additional staff, one Disability Officer.

Mr Chairperson: Page 109.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item 22030: Rent. I would like to know what is the rate for this renting of building? And being given that the Commissioner has mentioned that the state of the building is deteriorating, whether any arrangement/agreement, the agreement can be reviewed in line so that we can have value for money? The building is in a pitiful state and we are paying more for same. How will you, account for this?

Mr Volbert: Provision has been made because we are moving soon from this office.

Mr Baptiste: This is not my question. The building is deteriorating. Would you consider to negotiate for a decrease at least, because the building is in a pitiful state then you are paying more for something which is in a pitiful state.

Mr Volbert: Expression of interest has already been launched and we are moving soon, very soon.

Mr Chairperson: 110?

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, 31112.821: Construction of Administrative Block at Mont Lubin. There is no provision for this year, does this mean that the construction is completed?

Mr Volbert: Which page?

Mr Chairperson: 110. Two minutes left.

Mr Volbert: There is no more payment due for the project.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding the management and maintenance of prison under Personal Emoluments and also compare with page 116 for HR, I can see that we have got two funded position for Assistant Superintendent of Prisons and, I would like to know from the Commissioner actually how many officers in the grade ASP are posted at the Prison?

Mr Volbert: Only two, Mr Chairperson.

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, I refer back to the construction of administrative block at Mont Lubin, I would like to confirm from the Commissioner whether retention money has already been paid?

Mr Volbert: Yes.

Mr Chairperson: Time is over. Now I put the question.

Vote 5-1: Commission for Health, Fire Services, Social Security, Management and Maintenance of Prisons and Probation and Social Rehabilitation (Rs 2,084,989,000) was, on question put, agreed to.

Vote 6-1: Commission for Women's Affairs, Family Welfare, Child Development, Consumer Protection and Price Fixing was called.

Mr Chairperson: Page 125. 126? 125, okay.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard, Item Vote 21110.001: Basic Salary, we can see that there is a consequent increase in the provision for the next financial year as compared to this financial year. I would like the Commissioner to enlighten on that?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, provision made for payment of salary to the staff under Sub-Head 6-101: General, increase in provision is due to payment of increment to employees in January 2024.

The Minority Leader: I would like to know whether there has been an increase in the number of staff:

Ms. Agathe: Yes, Mr Chairperson, Sir, from 24 to 28.

Mr Chairperson: 126. Yes, Miss Raffaut.

Ms Raffaut: Mr Chairperson, Vote Item 22120.027. Given that many women have benefitted from this scheme; may we know from the Commissioner why there is a decrease for this financial year?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, provision for Crèche Scheme is being met under Sub-Head 6-102: Women's Affairs, Family Welfare and Child Development. Mr Chairperson, Sir, provision made for the next financial year to provide training to unregistered day care givers. Day care centres in Rodrigues are eligible to apply for one-off grant scheme for upgrading of child day care centres under the National Children Council. Amount provided will be sufficient.

Mr Lisette: The question is as regards to that Item Vote itself 22120.027. I would like to know from the Commissioner for Women what is the number of crèche that is targeted for financial year 2023/24?

Ms. Agathe: 18, Mr Chairperson, Sir.

The Minority Leader: Can I know from the Commissioner, how many crèches in Rodrigues, if we are targeting to register 18 this year? How many crèche has been registered for the year 2022 and how many registered crèches we have in all?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, only four crèches have been registered in all.

Ms. Roussety: Mr Chairperson, Sir, Item Vote 22090.001, alors il n'y avait pas de budget pour l'année 2022/23, pourquoi cette augmentation Rs 1.6 million ?

Mr Chairperson: 126?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, provision made for the next financial year to cater for Security Service at Foyer Marie Madeleine de la Croix, emergency shelter for victims of domestic violence and Family Integrated Centre, Malabar.

The Minority Leader: For the same Item Vote, does it mean that actually there is no security services at these places? Because there is no provision.

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, provision for security services is being met under Sub-Head 6-102: Women's Affairs, Family Welfare and Child Development, Vote Item 22090.001.

Mr Chairperson, Sir, security services were paid under Vote Item from Central Administration.

Mr Chairperson: Let us go to page 127. Miss Raffaut.

Ms Raffaut: Mr Chairperson, Sir, item 22900.936. We can see that there is a significant increase, can the Commissioner give details for this item, please?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, provision made for next financial year for implementation of 'Plu vif' programme, mass sensitisation in collaboration with School of Art, payment of legal resource person, international day, for illumination of violence against women and girls and international day of families, training courses for women in women centres, basic short courses with the collaboration of MITD, organisation of International Women's Day, leadership courses for women and girls, International Men's Day, workshop, seminars and talks, family counselling activities, training on 'le sens de l'engagement au sein du couple', 'groupe de parole' for victims of domestic violence and so on. Increase in provision is due to the introduction of new project for 2023/24 such as, 'Groupe de Parole' for perpetrators of domestic violence, research on man perception of masculinity and male identity and exchange programme at national, regional and international levels for women entrepreneurs. Emphasis will also be laid on gender mainstreaming activities.

Ms. Roussety: Mr Chairperson, Sir, item 22900.939: Parental Empowerment Programme/Single Mother. Can we know from Commissioner which activities will be undertaken?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, provision made for next financial year for the following activities:

- Alternative care;
- Child mentoring and foster care;
- International Day of the African Child;
- Universal Children's Day;
- Preventing online and offline child sexual grooming;
- Sensitisation of parents.

Increase in provision is due to the revised rate of stipend to Child Mentors and foster parents and implementation of a child protection strategy and action plan to be finalised before the end of this financial year.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to Item Vote 26313.142: Grant to Fille de Marie for Shelter. Can we know from Commissioner what is the trend of expenditure and also I would like to know what is the policy of the Commissioner regarding the inmates who are having 18 years old?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, about Rs 150,000 per month. Actually we are implementing placement programme for these children.

Mr Chairperson: Next question. So, we move to next page if you do not have question.

The Minority Leader: With regard to the operationalisation of the Rehabilitation Centre for Women's Victim of Violence and Juvenile Girls, Item Vote 26313.144, the Commissioner yesterday in her speech mentioned the new management at the Rehabilitation Centre for Women's Victim of Violence, can I know from the Commissioner whether there is a new MOU signed and what will be the – *quel sera le sort de ces personnes qui sont employées là?*

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, Memorandum of Understanding will be signed this month. The persons working at the foyer at the shelter will be employed by the new NGO.

The Minority Leader: Last question for Family Training Centre. I can see that there is a provision under Item Vote 31112.815: Family Training Centre, a provision of Rs 30 m. Can I know from the Commissioner for what this sum is meant for and whether any decision has been taken – I know that it was announced in budget speech, a sort of centre, whether decision has been taken, where this will be placed?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, the Rs 30 m. will be used for upgrading of administrative block of La Ferme, renovation of quarters at Maréchal to house and emergency shelter for victims of domestic violence, setting up of a family resource and wellness centre at La Ferme administrative block, setting up of market fair for women entrepreneurs at Petite

Butte, conversion of restaurant at Mont Limon into market fair, upgrading of existing children playground into family recreational area at Baie Lascars.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, 21110.004: Allowances. Can I know for what purpose is this allowance?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, provision made for payment of responsibility and acting allowances to officers assigning higher duties against vacancy and replacing officers on leave as well as subsistence and out pocket allowances to officers on mission. Increase in provision is due to increase in salaries.

Mr Baptiste: So, can we know how many technical staff are actually in post in relation to consumer protection affairs?

Mr Chairperson: Which item are you referring to?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, four technical staff.

Mr Baptiste: So, in line with budget speech thereby the Chief Commissioner announced that there will be an increase in the sensitisation campaigns *avec le problème de coût de la vie*. I would like to know whether the recruitment will be made soon and how will you reach the target of increasing all these, according to your key deliverables and preference indicators, to increase number of trade premises inspected from 1,500 to 1,800 and increase all these number of talks and sensitisation campaign with such a meagre staff?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, two additional posts of Consumer Affairs Officer will be filled next financial year. As far as sensitisation campaign is concerned, sensitisation will be made via radio, social media and other forms such as, small videos.

Mr Baptiste: In this case if there will be recruitment how would you, account for decrease in basic salary from Rs 2,869,000 to Rs 2,505,000 for the next financial year?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, provision made for six months' salary only for additional post until post is advertised and recruitment done.

Mr Chairperson: Page 128?

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, I would like to know with regard to Item Vote 22900.903: Sensitisation and Awareness Campaign. What are the cost related to these campaigns and how many awareness campaign has been carried out?

Mr Chairperson: We have six minutes left. So, hurry up, please.

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, three awareness campaigns with members of the public and awareness on the radio.

Mr Chairperson: Page 129. 128?

The Minority Leader: 128. Mr Chairperson, Sir, with regard to Item Vote 26313.122: Contribution to Local Organisation (ACIR) – *Association des Consommateurs de l'île Rodrigues*. I would like to know from the Commissioner whether there has been working sessions in collaboration with this NGO so that they can together devise strategies regarding the sensitisation and so on, whether this has been done and what is the outcome of this meeting?

Ms. Agathe: Yes, Mr Chairperson, Sir, they are invited in the different consultative meeting organised at the commission as well as the activities carried out for consumers.

Mr Chairperson: 129?

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, in line with the budget speech, it has been mentioned that there will be the creation of a price fixing information system and Rs 11.5 m. has been earmarked, has been announced for digitalisation. Can we know from which budget item this will be paid?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, computerisation system, price fixing unit under the Sub-Head 2-101: Computerisation of RRA.

Mr Chairperson: 130?

Mr Baptiste: Sub-Head 6-104. For Price Fixing Unit, we know that there are lots of complaints relating to the delay for fixation of prices and I see here that for the budget 2023/24, there are only two officers. Can I know how the commission will improve this service while it is very under staff and there are lots of problems actually?

Ms. Agathe: Mr Chairperson, Sir, with respect to the first question, additional officers are being provided under Item: General – 1 Office Management Assistant, 1 Management Support Officer. Recruitment of an Analysis Trade also is being done.

Mr Chairperson, Sir, Rs 1 m. for consultancy fee for 2023/24.

Mr Chairperson: Time is over. So, I am going to put the question.

Vote 6-1: Commission for Women's Affairs, Family Welfare, Child Development, Consumer Protection and Price Fixing Unit (Rs 69,027,000) was, on question put, agreed to.

Vote 7-1: Commission for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations Information Technology and Telecommunications was called.

Mr Chairperson: We are on page 138.

Ms. Roussety: Mr Chairperson, Sir, Item Vote 20030.003: Rental of Vehicles. We want to know from the Commissioner for Tourism, how many vehicles are being used for the lease and is it for the whole year?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, there is presently no government vehicle and driver at the Commission for Tourism and others for despatching and other activities. The commission is encountering much difficulties for despatching of letters as well as for the organisation of its activities. As such, the commission has had to on various occasions recourse of rental to private vehicles for its smooth running. Provision for 2023/24 is meant for the hiring of private vehicles without driver on weekends if need be and it is for the whole year.

Mr Chairperson: Next question.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, item 22020, for vehicles, can we know why there is such a substantial increase for fuel and oil. Is it meant to be used for the vehicles which will be rented?

Mr Wong So: Can I have the item, please?

Mr Chairperson: 22020.

Mr Wong So: Well, there is an increase from Rs 100,000 to Rs 35,000. Provision is meant for the payment of fuel and oil to vehicles attached to this office. The increase in estimates 2023/24 is due to rise in the price of fuel and the posting of one additional vehicle at the commission.

Mr Baptiste: I would like to know whether for the rental it will be rented only the vehicle and will be attached to the commission and you will cater for oil and fuel or whether this will be hired with the driver?

Mr Wong So: Respected Member, normally when we rent a vehicle, we need to put the fuel in it, that is why.

Mr Baptiste: Will it be driven by government driver?

Mr Wong So: If need be, we will look for a driver at the Transport Section.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to Item Vote 31110.001: Basic Salary, we can see that there is quite a great increase in the provision for next financial year as compared to this financial year, nearly Rs 3 m. Can we know from the Commissioner why such an increase?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, the increase in the amount because the provision is meant for the monthly salaries of officers under the purview of Sub-Head: 7-101 – General. The increase in provision is due to post transferred from Sub-Head: 2-101. These are namely

the post of Human Resource Executive, Office Management Executive, Office Management Assistant, Office Auxiliary, Handy Workers, Store Assistant and Surveillant and Driver on Roster.

Mr Baptiste: I would like to ask the Commissioner because he is one of the rare item where I see that there is an increase in printing and stationery. How would you, account for this and whether it is in line with the budget speech – *integration digital*.

Mr Wong So: Can you give the item please, respected Member?

Mr Baptiste: 22100.003: Printing and Stationery.

Mr Chairperson: I am sorry. Whenever you ask a question you have to stipulate the item so that it is on record. It is very important for us.

Mr Wong So: What is the item number, please?

Mr Baptiste: 22100.003.

Mr Wong So: Well, there is an increase of Rs 25,000 because provision is made for the procurement of printing materials such as, ink cartridge and photocopy papers and envelopes. Estimates for 2023/24 is based on actual market price

Mr Chairperson: We go to Page 139.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, 22060.007: E-Licensing. This year there is a provision for Rs 200,000 and no provision for this year. Can we know what this item is meant for and what has been done Rs 200,000?

Mr Wong So: Well, for the E-Licensing, Mr Chairperson, Sir, I need to tell the House that the contract between the Commission for Tourism and the service provider namely, Agilom has been revoked, service not delivered. That is why there is no provision for this.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to the answer of the Commissioner, we would like to know whether the company Agilom has been paid and how much for the contract he was awarded?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, in September 2018, the Commission for Tourism decided to customised the E-Licensing system implemented by Tourism Authority with a view to restructure and digitalised the Tourism Enterprise Licensing Unit. The E-Licensing system was an extension of the contract between the Tourism Authority and one ICT company which develop the platform.

In March 2022, the Tourism Authority informed the Commission for Tourism that the contract has been revoked as the ICT company was unable to deliver the project. In this regard, everything regarding the E-Licensing has been suspended and access to the platform denied to the Commission for Tourism. The contract amount was Rs 715,000 with an annual maintenance cost of Rs 100,000. The commission has effected two payments totally Rs 357,995 representing 50% of contract amount to the ICT company. The Tourism Authority is currently working on a new I-Licensing platform along with the Economic Development Board (EDB) and at this stage the Tourism Authority are currently working on the SRS software requirements specification. As soon as the document is ready, the EDB will start with the development of platform.

Ms. Roussety: Mr Chairperson, Sir, same Item Vote 22060.018: Embellishment of Tourism/Cultural Sites. Est-ce que le respecté Commissaire peut nous éclairer sur ces rénovations ?

Mr Wong So: Concerning this item number, Mr Chairperson, Sir, provision is meant for the payment of creation, upgrading and embellishment of tourism sites in Rodrigues to add to the number of attraction in line with the vision of increasing the length of stay of visitors on the island to maximize tourism expenditure. The work will consist of the following:

- (i) Upgrading of green space and view point at Pointe La Gueule;
- (ii) Development and embellishment of Citron Donis view point;
- (iii) Creation of a view point at Quatre Vents, and
- (iv) Maintenance and repairs on existing sites.

Mr Chairperson, Sir, I would like to give more information concerning the question of Ms Roussety, concerning the Rs 1.4 m. expenses. It will be the upgrading of green spaces and viewpoint at Pointe La Gueule and the creating of a three level hiking trail to the heights of Rivière Bananes. And, of course, as I have said, development and embellishment of Citron Donis viewpoint currently Mont Adonis Viewpoint.

Dr Agathe: In this case, for the Item 22900.104: Sustainable Tourism Project, what are the activities that are envisaged for this Item?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, for this Item Sustainable Tourism Projects, this will be mainly, Mr Chairperson, Sir, for the project One Visitor, One Tree. May I, Mr Chairperson, Sir, explain a little concerning this project? The project One Visitor One Tree

which is among the major project to be implemented by the Commission for Tourism. So, if you do not want me to answer, then, no problem.

The Minority Leader: I would like to know from the Commissioner however what is the project value for this One Visitor, One Tree, the total project value?

Mr Wong So: Almost Rs 5 m. Mr Chairperson, Sir.

Ms Roussety: Mr Chairperson, Sir, Item Number .995 concerning the Training and Capacity Building in the Tourism Sector. We want to know from the respected Commissioner what training will be undertaken and the increase also.

Mr Wong So: Under this Item, Mr Chairperson, Sir, concerning Training and Capacity Building in the Tourism Sector, provision is made for the continuity in the professionalisation of the Tourism Sector with training in Management and Accounting for small structures. Training in sustainable practices and energy efficiency within tourism structure and a refresher course to tourist guides.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding Item Vote 22900.922: Promotion of Tourism. We have seen that there is an increase of Rs 2 m. We know also that part of this *dotation* est destine à l'Office du tourisme. Est-ce qu'on peut savoir combien de ce budget est transféré à l'Office du tourisme et quel est le *annual operation cost* of Office du tourisme?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, I will give you the full details concerning the Rs 20 m. allocated to this Item. The Rs 20 m. will be shared as follows: the operational cost for the RTO will be Rs 6,186,591 which includes staff cost, other staff cost, travelling and transport, NPS/CSG, uniform and telephone allowances, office expenses, office operations, board costs, office equipment and furniture. Second item is promotion – Rs 10,813,409 which includes participation in national, regional and international fairs, designing and production of promotional materials, media cost, that is publicity in magazines, online marketing, TV spots and videos and finally, website creation and maintenance and mobile application maintenance.

The Minority Leader: Can I ask the Commissioner whether he is targeting to have new markets for our destination?

Mr Wong So: We are presently, Mr Chairperson, Sir, focusing on our three main (people coming from Mauritius) our main visitors, that is, Mauritius, Reunion Island and

France. But during the year, it could be that we will go to South Africa, Madagascar and Seychelles. I mean it could be.

Mr Lisette: On the Item 22900.922: Promotion of Tourism. And, with the policy regarding the branding of Rodrigues as a green destination, I would like to know from the Commissioner what is the lapse of time that he has set himself so that Rodrigues.... we get that, I think, that license or... Yes.

Mr Wong So: So, truly speaking, this provision will cater for all expenditures related to the operation and promotion activities to be undertaken by the Rodrigues Tourism Office, the department in charge of the promotion of Rodrigues' destination. Expenditure related to mission of Commissioners and officers attending fair and the cost related to the certification of Rodrigues as a green destination.

Mr Lisette: Yes, the question is what is the timeframe that you have set so that we have... so that Rodrigues have...

Mr Wong So: Truly speaking, we are looking for the certification first and then, after submission of our report, then, global sustainable tourism council will send all the items so that we can go through it. So, it will take more or less, more than 18 months or probably maybe two years.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, we know that it is an international label and there are many criteria so that we should fit in. Has the Commissioner taken any decision regarding who will... *qui va porter ce projet, il y a une question de suivi, d'implémentation? Est-ce que c'est la Commission? Est-ce qu'il y a une équipe dédiée? Comment ça va se passer?*

Mr Wong So: M. le président, nous sommes en voie de faire le recrutement, the manager par rapport à ce projet. Et puis, il y aura un coordonnateur. Et de ce fait, provision est faite dans le budget pour qu'on puisse quand même travailler sur le projet pour qu'on puisse quand même *deliver* comme il se doit. Il va sans dire il y a quand même pas mal de sujets qui vont être traités dont on aura la responsabilité de soumettre un rapport complet. Et de ce fait, les officiers de *Global Sustainable Tourism Council* viendront à Rodrigues probablement dans les mois à venir ou l'année financière pour pouvoir faire l'évaluation. Il y a quand même pas mal d'items à traiter et on le fera en temps et lieu.

Mr Lisette: That is something that is very interested for Rodrigues. Being given that the green destination certification, it is a cross border policy because it does not relate only to

your Commission. I think other Commission will have to come into.... Has he at this point in time, set any committee inter Commission so that there is a follow-up as regard to that...

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, there is a joint committee that will be set up from the Commission for Tourism and the Commission for Environment and Public Infrastructure. Because one of the aspects of the green destination is that we are working in parallel with the Commission for Environment concerning the environmental aspect, *concernant le tri des déchets, la mobilité, le solar energy et éventuellement, le Rainwater Harvesting*. So, it is a joint project if we could say this, between the Commission for Tourism and the Commission for Environment and Public Infrastructure.

Mr Chairperson: So, we move to page 140. Sorry? On the same Item? Okay, last question.

Mr Ramdally: Item Number 31113.447: Tourism Sector Development. We see that there is a project value Rs 90 m. Donc, this year, a provision of Rs 12 m. was made in the budget and next year, Rs 14 m. Can you account for this?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, the Rs 14.4 m. that we intend to spend for this year, for the incoming year is mainly Rs 5 m. will be for the upgrading of Ile aux Cocos, the second part of disbursement. Rs 7 m. we are making provision for Caverne Patate, mainly the external part of the project and Rs 2.4 m. will be for the signage project that is, for the fixing and the final part of payment of this project. Rs 2.4 m. for the signage project.

Mr Chairperson: Thank you. Page 140.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item 28212.007: Employment Relief Programme. I would like to know how many trainees are actually enrolled under this programme and the amount disbursed so far.

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, concerning the Item Employment Relief Programme which is Rs 2 m. provision is meant for payment of training cost, procurement of materials and fees to the new batch of ERP recruits in the field of childcare, that is, babysitting, basic housekeeping and gardening, landscaping which are to be run by the MITD. The training will be over 100-200 hours. 45 individuals will be enrolled against a payment of Rs 7500 per month. Approval has already been conveyed by Executive Council. New enrollment will be in April 2023.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item 28212.005: Plan de Prestation Transitoire. May I know how many new projects have been approved during this financial year?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, concerning the Item of Plan de Prestation Transitoire, the Plan de Prestation Transitoire is an exit plan for ERP Trainees at the end of their placement. A maximum of Rs 125,000 per beneficiary is earmarked following the screening of their project. Same is disbursed in phase wise, following a close monitoring. There are actually 12 projects which are awaiting approval and additional provision has been made for those who will exit the forthcoming programme. After the implementation of the project, a monthly allocation à la production of Rs 3000 is paid to each beneficiary up to a maximum period of one year until the projects become profitable.

Mr Baptiste: Item 22060.001: Buildings. I would like to know whether the building maintenance is related to the building where the employment office is actually housed.

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, in a previous answer, I told to this Assembly unfortunately, the place we are occupying right now at the MHC building, we are not the tenants. We are the subtenants.

Mr Chairperson: Okay.

Mr Baptiste: Employment Office. Is the Commissioner saying that this is situated at MHC building?

Mr Wong So: Yes. The building is found in the MHC building.

Mr Baptiste: Employment office. I have the same... Mr Chairperson, Sir.

Mr Wong So: Right now, the employment office is situated at the CSL, next to the CSL.

Mr Baptiste: So, I am asking...

Mr Wong So: At the DBM building at Camp du Roi.

Mr Baptiste: I am asking whether this sum earmarked is for the maintenance of this building which is not a government building.

Mr Wong So: For your information, my Commission is paying a rental fee for this building.

Mr Baptiste: Under which Item Vote?

(Interruptions)

Mr Chairperson: We move to the next page.

Mr Wong So: The provision made is for minor repairs, Mr Baptiste. Maintenance of the employment office.

Mr Chairperson: Okay, page 141.

Mr Baptiste: Item 22030: Rental of Building. Can we know where is the building located and to provide information about the monthly rate?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, the Item of Rental of Building. Provision is made for the payment of rental fee for RCCM office space at Cliderlex. The lease agreement expires on the 31 August each year and renewable with an increase of 5% on cost. The increase estimate for the year 2023/24 is due to the 5% annual increase on actual rent fee, that is, Rs 20,837 monthly is payable as from September 2023.

Mr Chairperson: Page 142.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to Item Vote 22900.013: Promotion of ICT Business Development. I can see that there is a provision of Rs 3 m. for the next financial year and Rs 1 m. for the actual financial year. So, the Commissioner during the debate, informed us that this amount will be meant for the operation of the ICT company. Can I know from the Commissioner what is the forecasted operation cost of this company?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, concerning the Item for Promotion of ICT Business which is now highlighted as Rs 3 m. provision was meant for the operationalisation of Rodrigues ICT Promotion and Development Company. And, for Incentive to ICT Entrepreneur and Digital Nomads. The budget for operationalisation of Rodrigues ICT Promotion Development is Rs 2,500,000 and for Incentive to ICT Entrepreneur – Rs 500,000.

Mr Chairperson: So, we go to page 143, 144.

Mr Baptiste: Yes, Mr Chairperson, Sir, I would like to ask the Commissioner with regard to 7-103: Empowerment and Placement of Jobseekers. In line with the restructuration of the Employment Office into the NED. The counterparts in Mauritius... the post has been restyled as Employment Counselling Officer while in Rodrigues, I see that it is still Senior Employment Officer, Employment Officer. May I know where the procedures are in regard to this process?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, the scheme is in process. This is the information I have in my hands for the moment, respected Member. This is the information I have. The scheme is in process, yes. Does it suit you? I do not know.

Mr Chairperson: One last question.

Mr Baptiste: Does it mean that the delay in this process for Rodrigues because you are in line with Mauritius when all the trainings are made together and at some point in time, we were in advance in relation to the office itself but for the workers, for the employees.

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, I promise to the respected Member that we will come with a statement in the near future concerning this scheme.

Mr Chairperson: So, time is over.

Vote 7-1 Commission for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations and Information Technology and Telecommunications (Rs 183,346,000) was, on question put, agreed to.

Vote 8-1 Commission for Youth and Sports, Arts and Culture, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings and Library Services was called.

Mr Chairperson: We will be on page 153. Mr Speville?

Mr Spéville: Mr Chairperson, Sir, Item Vote 21110.001: The basic salary has decreased from Rs 12 m. to Rs 10 m. Can the Commissioner enlighten the House on this decrease?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, one staff has been transferred from my Commission.

The Minority Leader: Can we know what is the grade? Because the amount is very significant, nearly Rs 2 m. So, what is the grade of this officer?

(Interruptions)

Mr Chairperson: So, three in all? Okay, thank you. Page 154.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, Item 22090: Security Services. In this present budget, there is no provision and next year, it is Rs 493,000. So, can the...

(Interruptions)

Mr Ramdally: Item 22090.001: Security Services.

Mr Chairperson: 154.

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, this year under the Central Administration.

Mr Chairperson: 155.

Mr Ramdally: No, Mr Chairperson, Sir. The question is what is this sum meant for? *Donc*, the 493. This thousand.

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, provision for private Security Services.

The Minority Leader: M. le président, Item Vote 26313.001: Contribution to Atelier de Savoir. Je voudrais savoir du Commissaire où est-ce qu'on en est par rapport à *the recognition of Atelier de Savoir at MQA Approved Centres because these were going.*

(Interruptions)

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, procedure has already been made with MQA for recognisance of Atelier du Savoir.

The Minority Leader: With regard to Item Vote 31122.002: Infrastructure, Equipment and Furniture. We can see that the sum earmarked has been decreased by more than three times, *donc*, four times so, from Rs 2 m. to Rs 500,000. Can we know what will be done with this sum, this meager sum of Rs 500,000?

Mr Ravina: Majority of equipment has been purchased during financial year 2022/2023.

(Interruptions)

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, purchase of equipment for Atelier de Savoir of Malabar and Grand La Fouche Corail.

Mr Chairperson: Page 155.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, Item 22060.017: Upgrading of Sports Grounds. For this year, Rs 5,800,000. What has been done with this sum of money? And next year, it is Rs 8 m. What will be done with this Rs 8 m.?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, provision made for maintenance of existing sports infrastructure.

The Minority Leader: Est-ce que je peux savoir du Commissaire avec les *existing sports infrastructure*, par rapport à l'item 22060.017 concernant le terrain de Sainte Famille.

Dans la région 3, il y avait un terrain qui avait été rénové. Où est-ce qu'on en est avec? Est-ce que c'est en voie d'être finalisé?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, the project has been completed.

The Minority Leader: Donc, M. le président, en effet, depuis quelques temps, depuis au moins un an, le projet a été complété et on voit que les jeunes n'arrivent pas à avoir accès à ce terrain. Est-ce que je peux demander au Commissaire de faire le nécessaire pour qu'au plus vite, ces jeunes...

Mr Ravina: Yes, Mr Chairperson, Sir. Mid through, we will be done, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: We move to page 156.

Ms Raffaut: Mr Chairperson, Sir, Vote Item 22900.943: Allowance to Sports Animators. May we know from the Commissioner how many Sports Animators we have actually?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, 35 Animators.

Mr Lisette: The Commissioner for Sports announced that there will be recruitment of additional of 27 in his speech. Will that increase from 1.9 to 2.9 be enough to cater for the additional 27, recruitment that is going to be made?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, provision made for renewal of sessional employment of 35 Sports Animators and the amount will be sufficient.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item Number 22900946: Jeux de Rodrigues. So, for the budget estimates for 2022/2023, it was Rs1000 and 2024 – Rs 4000. Sorry, Rs 1 m. Rs 4 m. respectively. In the budget speech of last year paragraph 141, it was mentioned that l'île Rodrigues will take place in 2023. *Et dans le budget 2022/24*, paragraph 224, it has been announced that *c'est prévu pour 2024*. I would like to know whether, there will be Jeux de Rodrigues in 2023 as well as 2024.

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, provision made for the implementation of the Sport Pour Tous Programme. L'organisation des Jeux de Rodrigues will be in 2024.

Mr Chairperson: I am sorry. If you are asking a question, I told you it has to be put on record. You have to talk in the mic, please.

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, yes, Jeux de Rodrigues will be organised in 2024 only.

Mr Baptiste: In this case, if it will be in 2024, what will be the use of this Item for the year 2022/23?

Mr Ravina: This Item, Mr Chairperson, Sir, will be for Family Fitness Programme. The programme's aim is for the habit of practicing physical exercise in all inhabitants of Rodrigues. It targets very young children up to the Elderly. Budget is made for payment of fitness animator. Stipend to Supervisory Personal, activities in communities, intercommunity's activities.

Mr Chairperson: 157, please. 156, one last question.

Mr Baptiste: Item 22900.958: Indian Ocean Games which will take place in Madagascar this year. I would like to know what are the facilities that are expected to be provided to the athletes who will participate for the preparation of this game and how many athletes are you expected to be selected?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, my Commission has put emphasis on the preparation of our athletes and coaches so that they increase their chance to qualify for the Indian Ocean Island Game 2023. The following measures facilities are being provided. Assistance for participation of athletes, coaches and official in national competitions in Mauritius and abroad. Air tickets and accommodation for example judo, boxing and.... Number of athletes expected is around 40.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, we know that under the Commission for Sport, we have got the company for sport and at no point in time, we can see where there is the grant for the operation of the company. Can we know from which Item Vote, please?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, Upgrading of Sports Infrastructure.

Mr Chairperson: Page 158, please. 157.

Mr Ramdally: Item 22900.967: Promotion of Dictionnaire Créole Rodriguais. Rs 1 m. earmarked. Can the Commissioner give more information about this Item?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, provision is made for the commercialisation of the Dictionnaire Créole Rodriguais. Finalisation of a pocket dictionary for school. Conduct of award courses in créole Rodriguais.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, yesterday in his speech, the Commissioner for Arts and Culture, I think, mentioned the selling of the dictionary... the commercialisation. Can we have some details about that?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, we are liaising with the publishing agency in Mauritius for commercialisation for the Dictionnaire Créole Rodriguais.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, 22900.929: Journée de Rodrigues. The estimates for 2023 was Rs 1.7 m. but as the Commissioner stated in this House, it amounted the actual expenditure. It was more than Rs 9 m. Can we know whether all these have been paid and from which Item Vote there has been reallocation?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, as you are aware, the voted estimates for Rodriguais celebration were reduced from 3.7 to 1.7 in 2022/23 as a result of COVID-19 pandemic in Rodrigues. However, it was a policy decision to celebrate the 20th Anniversary of Autonomy in 2022 with a series of 20 activities on the *thème* “20 Jours Pour Rodrigues” and in addition, funds were provided to cater for additional expenses from other Commission voted Items. I am informed that all claim has been settled as at date.

The Minority Leader:Yesterday, many persons have said they have not been paid for the activity. Maybe you have done the procedures from your Commission but I do not know but the payment has not been effected for all those who have been working for this event. Can we know when can these people expect their payment?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, all process has been done at the level of my Commission for the payment.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, Item 22900991: Safeguard and Promotion of Sega Tambour of Rodrigues. There is a sum of Rs 500,000 earmarked for this Item. Can I ask the Commissioner what are the activities that are carried out under this Item?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, my Commission is providing input to the Government of Mauritius for the National Heritage Fund for the finalisation of periodic reporting of description of séga tambour as intangible cultural heritage of humanity. The periodic reporting exercise is carried out every six years. My Commission is committed to ensure that the safeguarding measures listed in the nomination dossier are executed.

Dr Agathe: Donc, quand on a un patrimoine qui est classé à UNESCO, il y a quand même des activités aussi à donner au niveau du pays pour promouvoir le patrimoine. Donc, en

dehors du travail que vous faites avec l'autorité à Maurice, qu'est-ce que vous êtes en train de faire ici?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, organisation of workshop on the making of tambour. Cultural Exchange Programme relating to the promotion of tambour. Participation of bearers and practitioners of the séga tambour with a “Festival Moutia” in August, September 2024 in Seychelles. Collaboration with the Commission of Education for the dissemination of séga tambour in all institutions of school in Rodrigues.

Mr Chairperson: Yes, page 158, please.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, under Item Vote 31112.013: Cultural and Leisure Infrastructure. Yesterday, in his speech, the Commissioner mentioned the construction of a *centre de conférence international*. *Donc*, I cannot see any budget for that. Can we know the project value for this? And, what is the budget which is allotted for this project, this major project this year?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, the project consists of the design of the construction of state of arts conference with an architectural concept and finish of high standard ecological building. It will be the first of its kind in Rodrigues with about 3000 audience capacity and will provide a variety and facilities and services such as the posting of symposium, conference, exhibition, concert, special gathering and other form of mega events of international region and national standard. It will provide the opportunities to bring together attendees, key opinion leaders and the estimate project value about Rs 150 m. Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Yes, we go to page 158. 159.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item Number 31, 010: Extension/Renovation of CLACs. The project value is Rs 8.155 m. Why the estimate is more than that Rs 8.5 m.? Can we know why the increase? It cannot be. Just like...

(Interruptions)

Mr Baptiste: The project value cannot be more than the...

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, needful will be done to amend the project value.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I move with your permission for an amendment at page 159 under Vote 8... Sub-Head 8-106 under column Project Value by deleting the figure Rs 8,155,000 and replacing it with the figure Rs 8,500,000. Thank you.

/UNREVISED DRAFT/

Question put and agreed to.

Mr Chairperson: Yes, time is over.

Vote 8-1 Commission for Youth and Sports, Arts and Culture, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings and Library Services (Rs 182,014,000) was, on question put, agreed to, as amended.

Vote 9-1 Contingencies and Reserves was called.

Mr Chairperson: Page 162.

Vote 9-1 Contingencies and Reserves (Rs 30,000,000) was, on question put, agreed to.

Summary of Revenue was called.

Mr Chairperson: 163, 164, 165, 166.

Summary of Revenue (Rs 5,208,416,000) was, on question put, agreed to.

Mr Chairperson: That will do for the Draft Estimates Committee.

REPORT STAGE

Mr Chairperson: Please, be seated. Respected Members, I have to report to the House that the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the Financial Year 2023/2024 has now passed the Draft Estimates Committee with amendments.

The Draft Estimates of Revenue and Draft Estimates of Expenditure for Financial Year ending 30 June 2024 were, as amended, agreed to.

Mr Chairperson: Chief Commissioner.

ADJOURNMENT

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Tuesday 18 April 2023 at 10.30 hours.

(Applause)

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

Mr Chairperson: The House stands adjourned.

/UNREVISED DRAFT/

At 8.21 p.m. the Assembly was, on its rising, adjourned to Tuesday 18 April 2018 at 10.30 a.m.